

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
Commissaire des Travaux Publics
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
1896

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA LÉGISLATURE



QUÉBEC
CHARLES-FRANÇOIS LANGLOIS
IMPRIMEUR DE SA MAJESTÉ LA REINE

1896

LISTE DES COMMISSAIRES
DES
TRAVAUX PUBLICS DE LA PROVINCE DE QUEBEC
DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONFÉDÉRATION.

Ministère Chauveau (1867-73).—L'HONORABLE LOUIS ARCHAMBAULT.

Ministère Ouimet (1873-74).—L'HONORABLE LOUIS ARCHAMBAULT.

Ministère De Boucherville (1874-78).—L'HONORABLE PIERRE GARNEAU (1874-76) et
L'HONORABLE C.-B. DE BOUCHERVILLE (1876-78).

Ministère Joly (1878-79).—L'HONORABLE H.-G. JOLY.

Ministère Chapleau (1879-82).—L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (1879-81), L'HONORABLE JOHN-J. ROSS (1881-82) et L'HONORABLE ELISÉE DIONNE (1882).

Ministère Mousseau (1882-84).—L'HONORABLE ELISÉE DIONNE.

Ministère Ross (1884-87).—L'HONORABLE JOHN-J. ROSS.

Ministère Taillon (1887).—L'HONORABLE HENRY STARNES.

Ministère Mercier (1887-91).—L'HONORABLE JAMES MCSHANE (1887-88) et L'HONORABLE PIERRE GARNEAU (1888-91).

Ministère De Boucherville (1891-92).—L'HONORABLE G.-A. NANTÉL.

Ministère Taillon (1892-96).—L'HONORABLE G.-A. NANTÉL.

Ministère Flynn (1896).—L'HONORABLE E.-J. FLYNN.

PERSONNEL DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

(OCTOBRE 1896).

L'HONORABLE E.-J. FLYNN, premier-ministre, commissaire.

SIMÉON LESAGE, assistant-commissaire.

ERNEST GAGNON, secrétaire du département.

J.-A. LEFEBVRE, secrétaire particulier du commissaire.

ALPHONSE GAGNON, sténographe et dactylographe.

BUREAU DU RÉGISTRAIRE.

F.-X. BOILEAU, régistiaire.

J.-E. GARNEAU, assistant.

JOSEPH ROY, commis.

BUREAU DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE DU DÉPARTEMENT.

W.-G. PETRY, comptable.

ELLIOTT FRASER, assistant.

BUREAU DES CHEMINS DE FER.

LOUIS-A. VALLÉE, ingénieur, directeur.

M.-J. MURPHY, comptable.

J.-B. GOSSELIN, commis.

CLAUDE DÉNÉCHAUD, commis.

BUREAU DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS.

ELZÉAR CHAREST, ingénieur, directeur.

T.-A. TRUDELLE, assistant.

GEORGE SAINT-MICHEL, dessinateur.

L.-P. VALLERAND, dessinateur.

PIERRE FISET, ingénieur des carolifères.

PIERRE FRADET, contremaître.

MESSAGERS DU DÉPARTEMENT.

J.-B. SIROIS.

J. FORTIER.

ALFRED PARADIS.

A SON HONNEUR
SIR JOSEPH - ADOLPHE CHAPLEAU

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Le soussigné a l'honneur de soumettre le rapport ci-joint des opérations du Département des Travaux Publics pour l'année expirée le premier de ce mois (novembre 1896).

Les travaux publics proprement dits ont consisté en grande partie dans l'entretien et la réparation des divers édifices publics de la province. Les détails en sont consignés dans le rapport de l'ingénieur en chef du Département qui forme l'appendice No 1.

Les travaux exécutés sur les chemins de fer provinciaux durant la présente année, sans avoir été aussi importants que ceux des années précédentes, ont néanmoins absorbé une somme collective de \$250,186.59 de subventions. Les détails de ces travaux et de ces subventions sont consignés dans l'appendice No 2 intitulé : "Chemins de fer."

Des négociations ont été entamées avec les représentants des différentes compagnies de chemins de fer subventionnées, au sujet de la moitié non encore payée des subventions en terres, à l'effet de fixer d'un commun accord la valeur actuelle de ces subventions. Un ordre en conseil a été passé le 30 septembre dernier, recommandant : " que les compagnies intéressées soient informées que dans le cas où elles " feraient leur option sous un mois de délai, acceptant au lieu et place de la balance " restant due de la subvention en terres, sujet aux dispositions de l'acte 45 Vict., " chap. 23 et de l'acte 49-50 Vict., chap. 75, une somme en argent ou en bons provinciaux, devant au préalable être déterminée entre ces compagnies et le gouvernement, ce dernier serait prêt à présenter à la prochaine session de la Législature " une mesure sanctionnant l'arrangement ainsi fait entre le gouvernement et les " compagnies, laissant aux compagnies qui refuseraient d'opter pour cet arrangement " les droits qui leur sont garantis par les acts sus-mentionnés."

Plusieurs des compagnies les plus importantes se sont empressées de signifier leur adhésion à la proposition du Gouvernement dès qu'elle leur eut été communiquée, et tous les jours nous recevons des adhésions nouvelles.

Cette question une fois réglée d'une manière équitable pour toutes les parties intéressées, le Gouvernement saura au juste à quel chiffre s'élèvent les obligations de la province vis-à-vis de ces compagnies.

Dans le but de pourvoir plus efficacement à la protection des ouvrières employées dans les manufactures, deux dames hautement recommandées, Mesdames Provencher et King, ont été ajoutées au personnel du Bureau des Inspecteurs des établissements industriels et des édifices publics. On verra par le compte-rendu

des opérations de ce bureau, qui forme l'appendice No 3, que les inspections se font avec grande régularité et que les mesures prescrites par nos lois provinciales dans le but de protéger les ouvriers et le public sont de mieux en mieux accueillies et comprises.

Je crois à propos de mentionner ici que, durant le congrès des inspecteurs d'établissements industriels du Canada et des Etats-Unis, tenu à Toronto au mois d'août dernier, notre loi et nos règlements concernant les établissements industriels, ont été à plusieurs reprises citées avec éloges, et que les membres de la conférence ont décidé de recommander à leurs gouvernements respectifs d'adopter une législation et des règlements semblables aux nôtres pour l'inspection des chaudières et des moteurs à vapeur en usage dans les usines.

Le projet de construire à Québec un pont qui relierait le réseau des chemins de fer de la rive nord du Saint-Laurent à celui de la rive sud, a pris, depuis quelques années, une place tellement considérable dans les préoccupations de ceux qui s'intéressent à l'avenir commercial de notre province, que j'ai cru devoir mettre sous les yeux du public une analyse des rapports faits depuis 1852 par les différents ingénieurs qui ont été chargés par le gouvernement du Canada et par le gouvernement de cette province, d'étudier ce projet.

Ce travail, pour être convenablement fait, devait être confié à un spécialiste, et j'en ai chargé Monsieur l'ingénieur Gauvin, du département des Terres de la Couronne, qui avait été attaché, il y a quelques années, à la direction des ponts métalliques, et avait fait preuve d'une réelle compétence dans ce genre de constructions. Il s'est acquitté de cette tâche avec habileté, et il a su présenter les différents projets avec une grande lucidité d'exposition. Je me plais à croire que cette collection d'études sur un projet si plein d'actualité, ne manquera pas de contribuer quelque peu à la réalisation de cette grande entreprise. On aimera à savoir ou à se rappeler ce qu'ont pensé de ce projet et des moyens de le mettre à exécution des ingénieurs éminents comme Sir E.-W. Serrell, qui a construit, entre autres ouvrages remarquables, le pont suspendu de St-Jean, N. B., et M. Eiffel, pour ne mentionner que les plus célèbres de ceux qui s'en sont occupés; et dans des rapports signés de noms moins retentissants, on trouvera aussi des données pratiques qui feront croire à la possibilité de doter notre province du chaînon qui lui manque pour relier ensemble les grandes voies ferrées qui la sillonnent des deux côtés du Saint-Laurent.

Respectivement soumis.

E.-J. FLYNN,

Commissaire des Travaux Publics.

QUÉBEC, 2 novembre 1896.

APPENDICE No 1.

TRAVAUX AUX EDIFICES PUBLICS.

QUÉBEC, 1er septembre 1896.

A L'HONORABLE ED.-J. FLYNN,

Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics, Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les divers travaux exécutés ou en cours d'exécution aux différents édifices publics de cette province, dans l'intervalle compris entre le 1er octobre 1895 et la présente date.

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

(Édifice de la Législature et des Départements Publics.)

Les travaux qui ont été faits à cet édifice dans le cours de la présente année se résument à peu de chose.

L'embellissement du terrain autour de l'édifice, commencé il y a une couple d'années, a été continué en y ajoutant de nouveaux massifs de fleurs et des arbres.

Le terrassement de la partie du terrain qui se trouve entre l'avenue Dufferin, d'un côté, et les murs de fortification, de l'autre, et laissé inachevé l'automne dernier, a été terminé cet été. Les pierres et débris de toute sorte laissés sur cette partie du terrain lors de la construction de l'édifice et des murs de clôture, ont été enlevés et les cavités remplies avec de la pierre. Le tout a été nivelé, recouvert de terre et ensemencé pour former du gazon, comme le reste du terrain.

On a placé au sommet du revêtement de la fontaine un vaste morceau de granit de même espèce que celui de la fontaine, pour servir de base au "groupe indien" et remplacer la base en bois qui y avait été posée temporairement.

Parmi les quelques travaux qui ont été exécutés à l'intérieur de l'édifice, se trouve l'installation d'une charpente en acier au-dessus de la Salle du Conseil Législatif, semblable à celle qui a été posée l'année dernière au-dessus de la Salle de l'Assemblée Législative, et pour les mêmes fins.

Le dessus des voûtes du département du Secrétariat et de celui des Terres de la Couronne, au troisième étage, a été fini en béton, brique et ciment, et mis à l'épreuve du feu. Ces voûtes ont été pourvues de casiers, afin d'y placer les documents que ces deux départements y déposaient.

Une grande chambre construite dans la mansarde, pour l'agrandissement du musée de M. Saint-Cyr, a été finie en enduit, avec plancher en bois; cette chambre

fait suite à celles qu'il occupait auparavant. On a posé une porte en fer dans un des murs de divisions de ces pièces, comme précaution contre l'incendie.

Au département de l'Instruction Publique, il a été préparé une grande chambre dans les mansardes, pour y déposer des documents. Cette chambre a été finie par une couche de crépis posée tout autour, ce qui la met à l'abri de la poussière, etc., et permet de la chauffer. La chambre destinée aux cabinets d'aisance, dans ce département, a été convertie en bureau, après avoir été réparée, badigeonnée et peinte.

Plusieurs chambres servant de bureaux aux employés du département du Trésor, ont été restaurées, badigeonnées ou peintes ; il en a été de même pour l'ameublement de ces bureaux.

En outre des ouvrages d'entretien ordinaire aux meubles, il a été fait, pour les différents départements, une certaine quantité de meubles, tels que casiers, armoires, rayons, etc., dont une grande partie a été exécutée par les ouvriers du département.

Des travaux d'entretien général ont été exécutés à la plomberie, à la tuyauterie du gaz et des appareils calorifères. Il a été fait certains changements à la tuyauterie des fournaies à eau chaude, du côté de l'Assemblée Législative.

Des robinets ont été posés aux quatre angles de l'édifice, à l'extérieur, afin de pouvoir ajuster à chacun d'eux des tuyaux pour l'arrosage du gazon et des massifs de fleurs tout autour de l'édifice.

Certains travaux ont été faits aux cabinets d'aisance, lavoirs, bains, etc., soit pour modifier, changer, ajouter ou simplement réparer.

Les escaliers intérieurs des divers étages de l'édifice ont été réparés et consolidés.

La couverture en métal a aussi subi quelques menues réparations.

L'édifice a été pourvu d'extincteurs chimiques distribués dans tous les passages et corridors ; il y a aussi été ajouté de nouveaux boyaux pour rendre plus efficace le système déjà en usage contre les incendies.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

La couverture en métal de cet édifice a subi certaines réparations devenues indispensables ; il en a été de même pour les dalles et les dalots auxquels un nouveau a été ajouté. Le poêle à gaz placé dans le logement de M. Bureau a été renouvelé.

Les caves récemment creusées et nivelées dans le roc par les ouvriers de cet édifice, ont été pavées en madriers.

Quelques menues réparations ont été faites à un des tambours extérieurs et à l'édifice en général.

Un certain nombre d'extincteurs-Durand ont été placés et distribués dans les corridors et appartements de cet édifice.

Les murs et plafonds des différentes chambres du logement du gardien ont été tapissés à neuf.

PRISON DE QUÉBEC.

Il a été fait à cet édifice une chambre de bains pour l'usage des prisonniers, chose qui n'existait pas jusqu'à ce jour. Quelques travaux de réparations à la plomberie ont été exécutés, en même temps que la pose du bain et de ses accessoires.

Environ deux cent pieds de boyaux à incendie ont été ajoutés à l'installation ordinaire, ainsi qu'un certain nombre d'extincteurs-Durand.

Les chaudières de la buanderie ont subi certaines réparations devenues nécessaires.

Des travaux d'entretien général ont été exécutés à cet édifice, tant en menuiserie qu'en maçonnerie, enduit, plomberie et peinture.

Monsieur le gardien actuel de la prison a fait exécuter, par les prisonniers, certains travaux d'embellissement au terrain sur le front de l'édifice; les avenues à cet endroit ont été nivelées et empierrées. On a ajouté quelques plantations le long des avenues.

ECOLE NORMALE-LAVAL.

Quelques travaux d'entretien en menuiserie et en peinture ont été faits à l'ameublement et à l'édifice en général.

Le besoin de diviser l'école modèle en deux, pour faire une petite et une grande classe, a nécessité la confection et la pose d'une cloison vitrée.

BUREAU DES ARCHIVES.

Cet édifice, qui appartient aux Frères des Ecoles Chrétiennes, est encore occupé par les bureaux du gouvernement.

CHATEAU DE SPENCER WOOD.

Une partie du mur de clôture en brique qui sépare la propriété de M. LeMoine de celle de Spencer Wood a été reconstruite. Elle était devenue défectueuse et menaçait de s'écrouler. La partie qu'il n'a pas été jugé nécessaire de démolir, a été réparée et rejointoyée. Le chaperon en bois de ce mur a été refait; les joints de ce chaperon ont été couverts en tôle galvanisée.

Un hangard a été construit pour y mettre les voitures de travail et le bois de chauffage. L'ancienne porcherie, qui servait en partie à abriter le bois de chauffage, sert maintenant à y mettre les pots de fleurs, le bois de construction, les outils des menuisiers, les instruments aratoires et autres ustensiles nécessaires à la culture des parterres, etc.

La couverture en métal des écuries et remises a été réparée.

L'ancienne clôture placée le long de l'avenue principale étant d'une trop grande hauteur et placée trop près de l'avenue, il a été décidé de la faire enlever et de la

remplacer par une autre beaucoup moins haute et placée à une distance plus grande de l'avenue. Les poteaux de cette ancienne clôture étaient devenus défectueux à plusieurs endroits dans la base, de sorte que le vent la faisait pencher d'un côté ou de l'autre.

Un des murs de la cave à charbon du château avoisinant la serre étant devenu défectueux, à cause de la poussée des terres, des pluies et de l'eau qui séjournait constamment entre ce mur et celui de la serre, le département l'a fait démolir et en a profité pour agrandir cette cave de l'espace qu'il y avait entre le dit mur et la serre, et a fait faire un nouveau pavage, dont le prolongement, à l'épreuve de l'eau, sert de couverture à cette nouvelle cave.

Les divers tuyaux conducteurs de la chaleur des fournaies à eau chaude ont subi des réparations et modifications devenues indispensables pour le bon fonctionnement de ces fournaies.

Quelques ouvrages d'entretien en menuiserie, plomberie, peinture, etc., ont été faits aux autres bâtiments de ce domaine. Tout le dehors de la loge du jardinier, placée à l'encoignure de l'avenue principale et du chemin St-Louis, a été peinturé à deux couches.

PALAIS DE JUSTICE DE SHEEBROOKE.

Il n'y a pas eu de travaux importants exécutés à cet édifice cette année. Des casiers ont été installés dans la chambre du juge, ainsi qu'un garde-soleil ou auvent.

Quelques réparations de peu d'importance ont aussi été faites aux fournaies, aux gouttières des toits et aux trottoirs.

PRISON DE SHEEBROOKE.

Des réparations assez considérables et devenues indispensables, ont été exécutées au canal d'égoût.

PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIÈRES.

Il n'y a pas eu de travaux de faits à cet édifice cette année.

PRISON DES TROIS-RIVIÈRES.

Rien n'a été fait dans le cours de l'année à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL.

Il n'y a eu aucun travail important de fait à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUCE.

La base du mur de la façade étant devenue défectueuse, à cause de la nature du sol ou autre cause, ce mur a bombé d'une manière notable à l'extérieur; il s'est produit aussi des fissures à l'intérieur, qui ont donné des inquiétudes sur la stabilité

de ce mur. Pour ces raisons le département a jugé nécessaire de faire poser des tirans en fer, comme cela s'est pratiqué déjà à Arthabaska et à Ste-Scholastique.

Les châssis de tout l'édifice ont été peints à l'extérieur. Le perron a subi certaines réparations indispensables ainsi que les canaux d'égoût.

Les voûtes des protonotaires ont été munies de nouveaux casiers, afin d'augmenter le nombre de cases, qui étaient insuffisantes pour la grande quantité de dossiers à y placer.

La clôture autour du terrain a été blanchie à la chaux.

Un nouveau poêle de cuisine a été installé dans le logement du geôlier.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE.

Il n'y a eu rien de fait cette année à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE DE BRYSON.

Un poêle de cuisine a été fourni au geôlier.

Des outils et ustensiles nécessaires à l'entretien ordinaire de la fournaise, etc., ont été achetés par le département pour cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI.

La couverture en métal de cet édifice a été réparée.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI.

Il n'y a pas eu de travaux de faits à cet édifice cette année, sauf la réparation de la fournaise à eau chaude. Les tuyaux ayant été brisés par la gelée en deux ou trois endroits différents, cela a nécessité les réparations sus-mentionnées.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG.

Aucun ouvrage valant la peine d'être mentionné n'a été fait à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DES ILES DE LA MADELEINE.

Une aile-annexe a été construite et ajoutée au corps principal de cet édifice. Cette annexe doit servir de logement au geôlier.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN D'IBERVILLE.

Aucun ouvrage important n'a été fait à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-HYACINTHE.

Les anciennes bouilloires des calorifères à eau chaude étant devenues défectueuses, elles ont été remplacées par de nouvelles d'un système amélioré et plus moderne, et deux nouveaux radiateurs ont été posés.

Certaines réparations de détail ont été faites aux tambour, châssis, grilles en fer, pupitres, etc.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE.

Il n'y a eu aucun ouvrage important de fait à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'AYLMER.

Cet édifice n'est plus occupé maintenant comme palais de justice; il a été mis en vente, mais n'a pas été vendu faute d'une enchère raisonnable.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONTMAGNY.

Quelques menues réparations ont été faites à la clôture et à la boiserie en face de l'édifice. Il a été posé un robinet pour fournir l'eau du nouvel aqueduc.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE.

Il n'y a eu aucun travail de fait à cet édifice, mais des réparations de quelque importance devront y être faites incessamment.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUHARNOIS.

Rien n'a été fait dans le cours de la présente année à cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA.

Rien qui vaille la peine d'être mentionné n'a été fait à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCÉ.

La fournaise à eau chaude de cet édifice a été réparée dans le cours de l'hiver dernier. L'extérieur de cet édifice a été peinturé, ainsi que l'intérieur de la maison du geôlier. On devra avant peu ajouter une bouilloire à l'appareil calorifère.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NEW-CARLISLE.

Il n'y a pas eu de travaux importants de faits à cet édifice cette année. Une deuxième bouilloire devra aussi être ajoutée à l'appareil actuel de chauffage.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE LA MALBAIE.

Rien n'a été fait à cet édifice dans le cours de la présente année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL.

Il a été fait en face de cet édifice un petit mur de clôture en maçonnerie à bossage avec chaperon en pierre de taille, le tout devant être couronné par une crête ou balustrade en fer et en fonte ornementé. Ce mur suit la ligne du trottoir; le reste du terrain a été enclos par une clôture en bois. Le perron de l'entrée principale a été prolongé jusqu'à l'alignement de la rue.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.

L'ameublement de cet édifice a été complété dans le cours de la présente année.

La pose des tapis, commencée l'année dernière pour les principales cours, chambres des juges et bureaux des divers départements, a été continuée et est maintenant presque terminée.

La chambre occupée par la Cour des Magistrats a été divisée et restaurée, suivant la demande qui en avait été faite par les honorables juges de cette Cour.

Une course d'escalier en fer a été placée de la cellule des prisonniers au rez-de-chaussée à la Cour Criminelle, au premier étage.

Quelques travaux de moindre importance ont été exécutés à l'appareil calorifère, et des ouvrages d'entretien général ont été faits en menuiserie, ébénisterie, plombage, ferronnerie et quincaillerie, peinture, ventilation, etc.

La grande palissade en fer, du côté du Champ de Mars, a été réparée et peinte complètement.

Pour compléter les améliorations et réparations nécessitées par l'agrandissement du Palais de Justice, il faudrait : 1o renouveler tout l'intérieur de la voûte du proto-notaire ; 2o refaire la couverture de la chambre aux bouilloires ; 3o faire l'installation définitive et permanente de la lumière électrique.

PRISON DES HOMMES DE MONTRÉAL.

La résidence du géolier, commencée l'année dernière, a été complètement finie cette année.

Les quelques travaux qui ont été exécutés cette année à la prison, sont des ouvrages d'entretien général faits en partie par les prisonniers. Le gouvernement a fait l'acquisition d'un fumivore, lequel a été placé aux fourneaux des bouilloires.

BUREAU DU GOUVERNEMENT, No 76, RUE ST-GABRIEL.

Des ouvrages d'entretien ordinaires seulement ont été faits à cet édifice.

BUREAU D'ENREGISTREMENT ET AUTRES, No 63, RUE ST-GABRIEL.

L'ancienne installation des cabinets d'aisance a été enlevée à cause de son insalubrité ; elle a été remplacée par une installation d'un système amélioré, munie de ventilateurs, de syphons et d'accessoires perfectionnés.

MAISON No 7, RUE ST-JACQUES.

Rien n'a été fait à ce bâtiment depuis le commencement de l'année.

Les inspections des édifices indiqués ci-après ont été faites, les unes par moi-même, les autres par mon assistant, M. Trudelle, depuis le mois d'octobre dernier.

EDIFICES INSPECTÉS PAR M. CHAREST :

1895.

Nov. 5 au 9. Palais de Justice et Prison de Hull. Palais de Justice et la Prison de Montréal.

1896.

Janvier 6 au 11. Palais de Justice et Prison de Hull. Palais de Justice et la Prison de Montréal.

Février 19 " 23. Palais de Justice de Montréal.

" 24 " 29. Palais de Justice de Montréal.

Mars 3 " 8. Palais de Justice et Prison de Ste-Scholastique. Palais de Justice de Montréal et Maison No 63, rue St-Gabriel, Montréal.

" 9 " 15. Palais de Justice de Montréal.

" 17 " 22. Palais de Justice, la Prison et la Maison No 63, rue St-Gabriel, Montréal. Palais de Justice et Prison de St-Hyacinthe.

Avril 6 " 10. Palais de Justice et Prisons de Ste-Scholastique et de Montréal.

Mai 12 " 15. Palais de Justice et Prisons de Sorel et de Montréal.

" 26 " 30. Palais de Justice et Prisons de Hull et de Montréal.

Juin 25 " 27. Palais de Justice et Prison de St-Joseph de Beauce.

" 29 au 1er juil. Palais de Justice et Prison de Montréal.

Juillet 20 au 23. Palais de Justice, Prison et Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal. Palais de Justice et Prison de Sorel.

Août 7 " 9. Palais de Justice et Prison de la Malbaie.

" 18 " 20. Palais de Justice, Prison et Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal.

EDIFICES INSPECTÉS PAR M. TRUELLE :

1895.

Octobre 21 au 23. Bureau d'enregistrement de Ham Sud.

Nov. 27 " 30. Palais de Justice et Prison de Sweetsburgh.

Déc. 3 " 8. Palais de Justice et Prison de Bryson et de Hull.

1896.

Mai 4 au 7. Palais de Justice et Prison de Sherbrooke.

" 18 " 21. Palais de Justice et Prison de Sweetsburgh.

Juin 8 " 12. Palais de Justice et la Prison de Sherbrooke.

Juil. 31 au 2 août. Palais de Justice et Prison de Beauce.

Août 17 au 23. Palais de Justice et Prisons de Ste-Scholastique, Hull et Bryson.

Vingt-deux séries de plans pour maisons d'école ont été faites par les dessinateurs de mon bureau et sous ma direction, cette année, pour l'usage du département de l'Instruction publique.

Chaque série comprend une moyenne de cinq feuilles de plans.

En outre de ces séries originales, il a été fait 31 copies sur toile à tracer.

Treize séries de ces plans ont été lithographiées par ordre du département de l'Instruction publique.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Premier Ministre,

Votre très humble serviteur,

ELZ. CHAREST,

Ingénieur et directeur des travaux publics.

APPENDICE No 2

CHEMINS DE FER

L'HONORABLE ED.-J. FLYNN,

Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics, Québec.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous présenter mon premier rapport en qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la Province.

Cet exposé couvre les dix mois écoulés du 1er octobre 1895 au 1er août 1896.

Nommé le 31 janvier dernier à la charge de directeur des chemins de fer par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en remplacement de M. E. Moreau, mis à la retraite pour cause de santé, j'ai pris immédiatement la direction de ce bureau. A cette date, une très grande partie des dossiers des trois dernières années n'avaient pas été classifiés, ce qui était dû, d'après mon prédécesseur, à son mauvais état de santé ainsi qu'à l'insuffisance du personnel du bureau.

Je me suis donc mis sur le champ à l'œuvre pour rétablir l'ordre, et sans y avoir encore réussi entièrement, j'espère que dans le cours de l'année, avec l'aide nécessaire que l'on me donnera, j'aurai complété la classification de tous les dossiers et documents et terminé l'ouvrage laissé en arrière, tout en expédiant les affaires courantes au jour le jour.

Bien que, dans le cours de la présente année, la construction des chemins de fer n'ait pas été aussi considérable que les années passées, il a été payé par la Province une somme de \$250,186.59 en subventions pour construction aux compagnies suivantes :

Québec Central.....	\$ 88,838.60
Lotbinière et Mégantic.....	6,663.16
Colonisation du Lac Témiscamingue.....	2,500.01
Comtés-Unis.....	31,962.90
Ottawa et Vallée de la Gatineau.....	9,697.41
Grand-Nord.....	100,906.03
Grand Oriental.....	9,618.48
Total.....	\$ 250,186.59

Les plans de la gare que la Cie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix se propose de construire au "Palais," dans la cité de Québec, ont été soumis à ce Département pour approbation. Après examen et sur mon rapport favorable, ces plans ont été approuvés par ordre en conseil No 260, en date du 3 juillet 1896, et un délai pour l'achèvement des travaux a été accordé à cette compagnie jusqu'au 31 décembre 1898, sujet à ratification par la Législature.

Des promesses similaires de prorogation ou délai, sujettes à ratification par la Législature, ont aussi été accordées, par ordre en conseil No 212, en date du 30 juin 1896, aux compagnies des chemins de fer Montagne d'Orford, Baie des Chaleurs, Vallée Est du Richelieu, Ottawa et Vallée de la Gatineau, Québec et Lac St-Jean, ces compagnies n'ayant pu terminer leurs travaux dans le temps prescrit par la loi. Les compagnies des chemins de fer du Grand-Nord et de Jonction de Pontiac au Pacifique, ont aussi obtenu une prorogation analogue, sujette à la même ratification, jusqu'au 1er juillet 1898, par ordres en conseil Nos. 203 et 204, du 10 juin dernier.

Le 24 mars dernier, j'ai fait l'inspection du pont érigé sur la rivière Richelieu, en face de Sorel, par la Compagnie du chemin de fer de la Rive-Sud. J'ai alors recommandé le paiement de la somme de \$36,306.73, étant la proportion de subvention due pour des travaux exécutés à cette date sur les \$50,000 votées par la 58 Vict., chap. 2. Aucun montant n'a encore été payé.

Le pont érigé sur le St-Maurice, à la Grand'Mère, par la Compagnie du chemin de fer Le Grand-Nord, a été complété. Il doit recevoir une dernière couche de peinture qui est évaluée à \$500.00.

La même compagnie a aussi terminé une section de dix milles de son chemin, à partir de sa jonction avec les Basses-Laurentides jusqu'à un endroit situé dans les limites de Ste-Flore, à peu près deux milles à l'ouest de la rivière St-Maurice.

Le chemin de fer des Comtés-Unis a été terminé depuis St-Hyacinthe jusqu'à sa jonction, à St-Robert, avec le Pacifique Canadien. Ce chemin de fer est maintenant en opération.

Le chemin de fer de Colonisation du Lac Témiscamingue a aussi été complété par la construction d'un pont interprovincial sur les rivières Ottawa et Mattawa, pour souder ce chemin de fer au Pacifique Canadien à Mattawa. Ce pont se compose de sept travées de 150', une de 110', système "Howe Truss," et quinze travées de 48', système "Queen Post Truss"; plus 850' de viaduc, formant une longueur totale de 2,710 pieds. Cet ouvrage a été examiné le 29 mai dernier, et une résolution du Comité des chemins de fer du Conseil Exécutif a été adoptée, en vertu de l'ordre en conseil No 259, en date du 3 juillet 1896, autorisant la compagnie à ouvrir au trafic régulier, pour le transport des passagers et marchandises, le pont sus-mentionné, de même que le chemin à partir de ce pont jusqu'au lac Kippewa, sur un parcours de 44.88 milles.

La Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic a complété les deux derniers milles subventionnés de sa ligne, à partir de Ste-Philomène, dans la direction

de St-Jean Deschaillons, et elle est maintenant en train de parachever sa ligne à partir de ce dernier endroit jusqu'à St-Jean Deschaillons, sur une distance d'environ cinq milles. Ce dernier tronçon n'est pas subventionné.

Un ordre-en-conseil portant le No 189, a été passé à la date du 29 mai 1896, décrétant qu'un projet de loi devra être présenté à la prochaine session de la Législature, pour autoriser le Gouvernement à accorder à la municipalité de Stanstead Plain une somme de \$5,000 pour l'aider dans la construction d'un embranchement de deux milles trois-quarts de longueur, pour relier le village de Stanstead-Plain au terminus du chemin de fer de la Vallée du Massawippi. Ces \$5,000 ne seront payés à la municipalité de Stanstead, que lorsque le dit embranchement, avec gares, voies d'évitement et dépendances, auront été complétés à la satisfaction de l'Ingénieur du Département, mais pas plus tard que le 30 juin 1897.

Conformément aux dispositions d'un autre ordre-en conseil portant le No 202 du 10 juin dernier, un projet de loi sera présenté à la prochaine session de la Législature pour autoriser le gouvernement à accorder à la Compagnie du chemin de fer de Colonisation de Montfort une subvention de \$5,000 par année pendant douze ans, à partir du 1er juillet prochain, pour l'aider à prolonger sa voie, sur une distance de douze milles, depuis le vingt-unième mille jusqu'à Arundel, qui sera son terminus régulier. Cette somme devra être payée annuellement, une moitié à même l'octroi de la Colonisation, et l'autre moitié à même le crédit affecté à l'agriculture, aucune partie de cette subvention ne devant être payée avant que les douze milles de ce chemin ne soient complètement terminés et reçus par l'ingénieur du département.

Le 12 juillet dernier, j'ai fait l'inspection du nouveau pont construit par la Compagnie du Québec Central sur la rivière Etchemin, à St-Anselme, pour remplacer le vieux pont emporté par la crue des eaux du printemps dernier. C'est un bel ouvrage en acier, mesurant 127 pieds de travée, et l'inspection a donné entière satisfaction.

Vous trouverez ci-après, Monsieur le Ministre, un tableau indiquant la longueur des chemins de fer construits, ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation, dans la Province de Québec, le 1er août 1896.

Respectueusement soumis,

LOUIS A. VALLÉE,

Directeur et Ingénieur des chemins de fer.

TABLEAU indiquant la longueur des chemins de fer construits ou en exploitation, ou prêts à être livrés à l'exploitation, dans la Province de Québec, le 1er août 1896 :

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

	Milles.
De la rivière Ristigouche—(frontière du Nouveau Brunswick)— jusqu'à la jonction de la " Chaudière ".....	294.00
Embranchement de la Rivière-du-Loup.....	4.00
" de St. Charles.....	13.00
" de Rimouski.....	2.00
	——— 313.00

CHEMIN DE FER LE QUÉBEC CENTRAL.

De la jonction, à Harlaka, avec l'Intercolonial, jusqu'à Sherbrooke...	138.00
De la jonction de Beauce jusqu'à St-François.....	15.15
Embranchement de Tring.....	59.36
	——— 212.51

CHEMIN DE FER INTERNATIONAL :—

*(Maintenant un chaînon de la ligne courte de la compagnie du
Pacifique Canadien.)*

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à la fron- tière du Maine, E.-U	81.25
---	-------

CHEMIN DE FER LE GRAND-TRONC.

	Milles.
De la frontière du New-Hampshire jusqu'à Montréal.....	131.00
De Lévis à Richmond.....	96.50
Embranchement d'Arthabaska jusqu'à " Doucet's Landing ".....	34.71
De la jonction à St-Lambert jusqu'à " Rouse's Point ".....	43.68
Embranchement de Ste-Martine :—de St-Isidore à Hemmingford.....	24.15
De Brosseau à Dundee.....	62.20
De Montréal à Lachine.....	8.00
De Montréal à la frontière d'Ontario.....	44.00
De la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, au Sault-au-Récollet, jusqu'à Lachine.....	6.50
	——— 450.74

RÉSEAU DU CHEMIN DE FER DU SUD-EST.

(Maintenant sous le contrôle de la Compagnie du Pacifique Canadien.)

Chemin de fer du Sud-Est,— proprement dit :—

	Milles.
De la frontière du Vermont à Farnham-Ouest.....	44.00
Chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska,—de la jonction de Sutton à Sorel.....	96.00
Embranchement de St-Césaire.....	8.00
Chemin de fer de Jonction du St-Laurent et du Lac Champlain :— de Stanbridge à St-Guillaume.....	61.00
Embranchement de l'Avenir.....	11.50
	<hr/> 220.50

CHEMIN DE FER LE CANADA-ATLANTIQUE.

De la frontière d'Ontario à la jonction de Lacolle.....	53.00
---	-------

CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU LAC ST-JEAN.

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, à 4 milles de Québec, à l'Ancienne-Lorette, jusqu'à la jonction de Chambord	172.84
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Roberval.....	13.86
do do do Chicoutimi.....	51.22
Section terminale entre St-Ambroise de la Jeune-Lorette et la nouvelle station sur la propriété " Drum," au " Palais," à Québec...	12.00
	<hr/> 249.92

CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL ET DU LAC MASKINONGÉ :—

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis la jonction avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, près de St-Félix de Valois, jusqu'à St-Gabriel de Brandon.....	13.00
--	-------

CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND.

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Ste-Rosalie, jusqu'à Nicolet....	65.98
Depuis St-Léonard jusqu'au delà de Forestdale, dans le canton de Blandford.....	22.00
	<hr/> 87.98

CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION.

De la jonction avec le Pacifique Canadien, à l'Epiphanie, jusqu'au village de l'Assomption.....	3.50
---	------

 RÉSEAU DU VERMONT-CENTRAL.

	Miles.
Chemin de fer du Vermont-Central :—de St-Jean à la frontière du Vermont.....	26.00
Chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly :—de la jonction avec le Vermont-Central, à deux milles de St-Jean, jusqu'à Waterloo.....	41.00
Chemin de fer Montréal, Portland et Boston :—de St-Lambert à la frontière, près de Frelighsburg.....	54.00
	<hr/> 121.00
Chemin de fer de Colonisation du Lac Témiscamingue—De Mattawa au Lac Kippewa.....	45.88
Chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix :—De Hedleyville au Cap Tourmente, à St-Joachim.....	30.00

CHEMIN DE FER DE BOSTON ET MAINE, —(RÉSEAU DE LOWELL,)—

DIVISION DU PASSUMPSIC.—

Chemin de fer du Massawippi :—de la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à "North Derby," sur la frontière du New-Hampshire.	34.75
Embranchement de Stanstead.....	2.00
	<hr/> 36.75

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

De Montréal à Ottawa.....	120.00
De Hull à Aylmer.....	7.50
Embranchement de St-Jérôme.....	13.50
" de Buckingham :—depuis la station de Buckingham jusqu'au village de Buckingham.....	4.10
" de St-Lin.....	15.08
" de St-Eustache.....	8.00
" de Joliette :—de Lanoraie à St-Félix de Valois.....	24.00
" de Berthier	2.09
" des Piles.....	26.82
De la jonction, à St-Martin, jusqu'à Québec.....	159.10
Extension à l'eau profonde, à Québec.....	0.86
Chemin de ceinture, aux Trois-Rivières.....	3.00
De " Mile-End " jusqu'à la jonction à St-Polycarpe.....	40.00
De la jonction de Montréal jusqu'à " North Troy," comté de Biome..	90.00
De Waterloo à Sherbrooke.....	39.00
Chemin de fer de la Vallée du Missisquoi :—De Eastman à Bolton-Sud.....	10.10
	<hr/> 563.15

CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA.	
Depuis Fraserville jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick.....	69.28
CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT.	
<i>(Maintenant le chemin de fer de Montréal & Ottawa—exploité par la Cie du Pacifique-Canadien.)</i>	
De Vaudreuil à Pointe-Fortune.....	23.50
CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS.	
De la jonction avec le Canada-Atlantique, près de Valleyfield, jusqu'à la ligne-frontière, dans la direction de Malone, E.-U.....	20.38
CHEMIN DE FER D'HEREFORD,	
<i>(Maintenant exploité par le "Maine-Central.")</i>	
De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à "Hall's Stream"...	35.00
Embranchement de Cookshire jusqu'à "Lime Ridge," aux carrières de chaux et de marbre	18.52
	<hr/> 53.52
CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD.	
Depuis Eastman jusqu'à Kingsbury.....	26.38
CHEMIN DE FER DE PONTIAC ET RENFREW.	
Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de jonction de Pon- tiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la Compagnie de Bristol...	5.00
CHEMIN DE FER DES COMTÉS-UNIS.	
De la jonction avec le Grand Tronc, à St-Hyacinthe, jusqu'à Iberville	28.70
De St-Hyacinthe à la jonction du Pacifique à St-Robert.....	31.14
	<hr/> 59.84
CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT.	
De la jonction avec le chemin de fer Montréal & Occidental, à St-Sau- veur, jusqu'au 21ième mille dans la direction d'Arundel	21.00
CHEMIN DE FER DE LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC.	
De Lyster à Ste-Philomène	25.00
CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIÈRES DE PHILIPSBURG.	
De la jonction avec le Vermont-Central, à Stanbridge, jusqu'à Phi- lipsburg.....	6.87

CHÉMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE DE
"NEW ROCKLAND."

De la jonction avec le Grand Tronc jusqu'aux Carrières de New Rockland ..	4.12
---	------

CHÉMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU.

Depuis Hull jusqu'au 54 $\frac{1}{2}$ ième mille dans le Township d'Aylwin....	54.50
--	-------

CHÉMIN DE MONTREAL & OCCIDENTAL.

Depuis St-Jérôme jusqu'à la Chute aux Iroquois.....	70.00
---	-------

CHÉMIN DE FER LE GRAND-NORD.

De la jonction avec le Pacifique-Canadien, à St-Jérôme, jusqu'à près de Montcalm	28.00
De la jonction avec les Basses-Laurentides, à St-Tite, jusqu'au delà de la traverse du St-Maurice à la Grand'Mère	10.00
	<u>38.00</u>

CHÉMIN DE FER DE LA VALLÉE D'OTTAWA

De Lachute à St-André.....	6.74
----------------------------	------

CHÉMIN DE FER DE JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE.

Depuis Aylmer jusqu'à 12 milles au-delà du Fort Coulonge.....	71.00
---	-------

CHÉMIN DE FER DES BASSES-LAURANTIDES.

(Maintenant exploité par la Cie du chemin de fer Le Grand-Nord.)

Du point de jonction avec le chemin de fer des Piles, à la station de St-Tite, à 3 milles au sud du terminus du chemin des Piles, à aller jusqu'à la station de la Rivière à Pierre, sur la ligne du Québec et du Lac St-Jean.....	38.84
--	-------

CHÉMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

De la jonction avec l'Intercolonial, à Métapédia, jusqu'à 1 $\frac{1}{2}$ mille à l'est de St-Charles de Caplan.....	80.00
--	-------

CHÉMIN DE FER LE GRAND-ORIENTAL.

Du village d'Yamaska jusqu'à la rivière St-François ...	6.11
De St-Grégoire, à la jonction avec le Grand-Tronc—(embranchement d'Arthabaska), jusqu'à la ville de Nicolet, près la jonction avec le chemin de fer du comté de Drummond.....	6.75
De Montréal. ou St-Lambert, jusqu'à Sorel.....	45.00
	<u>57.86</u>

CHEMIN DE FER DE CARILLON ET GRENVILLE.

De Carillon à Grenville.....	12.75
------------------------------	-------

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE BEAUHARNOIS.

Depuis la jonction avec le chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain, à Ste-Martine, jusqu'à Valleyfield.....	19.13
--	-------

Formant, dans toute la province, un total de voies ferrées construites ou en exploitation, ou prêtes à être livrées à l'exploitation, à venir au 1er août 1896	3245.89
--	---------

Sur ce total de 3245.89 milles. il a été construit, depuis le 1er juillet 1867,—date de l'établissement de la Confédération canadienne...	2670.64
Et, avant le 1er juillet 1867	575.25

En tout.....	3245 89
--------------	---------

LOUIS A. VALLÉE,

Ingénieur.

Département des Travaux Publics, }
Québec, 1er août 1896. }

APPENDICE No 3.

INSPECTION DES ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES EDIFICES PUBLICS.

Bureau des inspecteurs des établissements industriels et des édifices publics.

MM. Joseph Lessard (président), James Mitchell et Louis Guyon, de Montréal ; Charles-T. Côté, de Limoilou, près Québec ; le docteur C.-R. Jones, de Hatley, comté de Stanstead.

Inspectrices des établissements industriels.

Madame A. King et madame J.-N. Provencher.

Inspecteur hygiénique des établissements industriels.

Docteur W.-A. Verge.

Examineur des inspecteurs des chaudières à vapeur.

M. François Gendron, ingénieur, de Sorel.

Le droit fixé pour l'inscription et l'examen est de cinq piastres. Le diplôme est gratuit.

Inspection des chaudières à vapeur.

Conformément aux dispositions de l'acte 57 Victoria, ch. 30, tout propriétaire d'établissement industriel (à moins d'exemption formelle par règlement régulièrement édicté) est obligé, chaque année, de fournir à l'inspecteur officiel " un certificat d'inspection des chaudières à vapeur et moteurs, dans l'établissement, ainsi que des conduites-vapeur."

Aucun tarif n'a été fixé pour le coût de l'inspection des chaudières à vapeur.

3-f-P.W.

*Noms des personnes ayant qualité pour faire les inspections de chaudières à vapeur requises
par l'acte 57 Vict., ch. 30.*

E.-O. Champagne, Montréal.	Hormisdas Latour, Ste-Cunégonde de Montréal.
O.-E. Granberg, “	Damasse Morin, Ste-Cunégonde de Montréal.
Wm. Laurie, “	Richard Marchand, Ste-Cunégonde de Montréal.
Ch. Allard, “	François Samson, Sorel.
Louis Arpin, “	Pontbriant, Sorel.
A. York, “	Jos. Samson, Lévis.
Jos. Martineau, “	A.-E. Atkins, Montréal et Toronto.
F.-X. Lavigne, “	F.-W. Donaldson, Montréal et Toronto.
J.-E. Huntingdon, “	Cornelius Gronberg, Coaticooke.
Rosario Drouin, “	Napoléon Samson, Rivière-du-Loup (en bas).
Omer Guillemette, “	N.-A. Many, Lauzon.
Nap. Piché, “	E.-D. Montgomery, Québec.
Alph. Toutant, “	Robert MacKay, “
Lact. Paquin, “	
E.-F. Valiquette, Saint-Henri de Mon- tréal.	

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS

LEGISLATION

(57 VICTORIA, CHAPITRE 30.)



ANNO QUINQUAGESIMO SEPTIMO

VICTORIÆ REGINÆ

CHAP. XXX

LOI RELATIVE AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

[Sanctionnée le 8 janvier 1894.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section quatrième du chapitre deuxième du titre septième des Statuts refondus, telle qu'amendée par les actes 52 Victoria, chapitre 32, 53 Victoria, chapitre 38, 54 Victoria, chapitre 26, et 56 Victoria, chapitre 28, est remplacée par ce qui suit :

SECTION IV

“ DE LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DE LA SALUBRITÉ DE CES ÉTABLISSEMENTS.

§ 1. *Dispositions déclaratoires et interprétatives.*

“ **3019.** Cette section peut être désignée et citée sous le nom de Nom de cette section. “Loi des établissements industriels de Québec,” et, à moins que le contexte ne comporte expressément ou n'implique clairement un sens différent, les mots, termes et expressions qui suivent ont, pour les fins de la présente loi, le sens et la signification qui leur sont particulièrement donnés par le présent, savoir :

Interprétation des expressions suivantes :

- “ Atelier de famille; ”** 1. Les mots : “ atelier de famille ” signifient tout établissement où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père ou de la mère, soit du tuteur ou gardien, pourvu que tel établissement ne soit pas classé comme dangereux, insalubre ou incommode, ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudière à vapeur ou autre moteur ;
- “ Chef d'établissement, ” etc. ;** 2. Les mots : “ chef d'établissement ” ou “ patron ” signifient et comprennent toute personne qui, pour son propre, ou comme gérant, surveillant, contre-maître ou agent d'une autre personne, raison sociale, compagnie ou corporation, a charge d'un établissement industriel et y emploie des ouvriers ;
- “ Etablissement industriel, ” etc. ;** 3. Les mots : “ établissement industriel ” ou simplement : “ établissement ” signifient et comprennent les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances ;
- “ Partie de tel établissement, ” etc. ;** Une partie de tel établissement industriel, occupée comme résidence, n'est pas censée faire partie de l'établissement visé par le présent paragraphe.
- Etablissement en plein air ;** Une propriété ou un lieu quelconque, n'est pas exclu de la définition ci-dessus donnée d'un établissement industriel, pour la seule raison que cette propriété ou ce lieu est en plein air.
- “ Inspecteurs ” ;** 4. Les mots : “ inspecteurs ”, “ médecins hygiénistes ” signifient les inspecteurs et médecins hygiénistes nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'autorité de la présente section, pour en faire exécuter les dispositions.
- “ Semaine; ”** 5. Le mot : “ semaine ”, à moins qu'il ne soit contrairement défini dans la présente loi, signifie le temps qui s'écoule depuis l'heure de minuit le dimanche, jusqu'à la même heure le samedi suivant.
- “ Commissaire des travaux publics, ” etc. ;** 6. Les mots : “ commissaire des travaux publics ” ou “ assistant-commissaire des travaux publics ” ou simplement “ commissaire ” ou “ assistant commissaire ” signifient et comprennent le commissaire et l'assistant-commissaire des travaux publics de la province de Québec.
- “ Enfant ” ;** 7. Le mot : “ enfant ” s'entend d'un garçon âgé de moins de quatorze ans ;
- “ Jeune fille ” ;** 8. Le mot : “ jeune fille ” s'entend d'une fille âgée de quatorze ans et de moins de dix-huit ans ;
- “ Femme. ”** 9. Le mot : “ femme ” s'entend d'une femme âgée de dix-huit ans et plus.

§ 2.— *De l'application de cette loi.*

Application de cette loi.

“ **3020.** Sauf dans les mines, qui sont régies par la loi des mines de Québec, et dans lesquelles la présente loi n'est applicable qu'en autant qu'il y est formellement prescrit, les manufactures, fabriques, usines,

chantiers, ateliers de tous genres et leurs dépendances, sont soumis aux dispositions de la présente loi.

2. Sont exceptés les ateliers de famille où aucun ouvrier étranger Exceptions. n'est employé, à moins que ces ateliers ne soient classés par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse à l'aide de chaudières à vapeur ou autres moteurs.

3. Sont encore exceptés ceux qu'il plaît au lieutenant-gouverneur Autres exceptions. d'indiquer dans les règlements qu'il fait en vertu de la présente loi.

§ 3.—*De la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, et de la salubrité de ces mêmes établissements.*

1.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

“ **3021.** Les établissements industriels visés dans l'article précédent, doivent être construits et tenus de manière à assurer la sécurité du personnel; et dans ceux qui contiennent des appareils mécaniques, les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins, doivent être installés et entretenus dans les meilleures conditions possible pour la sécurité des travailleurs. Mode de construire et de tenir les établissements industriels.

2. Ils doivent encore être tenus dans les meilleures conditions possible de propreté; offrir un éclairage et une circulation d'air suffisants pour le nombre des employés; présenter des moyens efficaces d'expulsion des poussières produites au cours du travail, ainsi que des gaz et vapeurs qui s'y dégagent et des déchets qui en résultent; offrir, en un mot, toutes les conditions de salubrité nécessaire à la santé du personnel tel que requis par et conformément aux règlements faits par le conseil d'hygiène de la province de Québec avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

2.—DISPOSITIONS SPÉCIALES.

“ **3022.** Des règlements pourront être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil pour déterminer les prescriptions spéciales nécessaires à la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. Prescriptions spéciales par règlement du lieutenant-gouverneur.

Ces règlements peuvent être modifiés et appliqués, soit en tout, soit en partie, à toutes les industries, ou à certaines espèces d'industrie, ou à certains modes de travail. Modifications, etc., d'iceux.

§ 4.—*Du travail des enfants, filles ou femmes, et de la durée de ce travail.*

1.—DE L'ÂGE D'ADMISSION AU TRAVAIL.

“ **3023.** Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'âge des Âges des ouvriers dans les établissements.

ments dangereux, etc. ouvriers ne doit pas être moindre de seize ans pour les garçons et de dix-huit ans pour les filles ou les femmes.

Dans les autres établissements. 2. Dans tous les établissements autres que ceux indiqués dans le paragraphe précédent, l'âge des ouvriers ne doit pas être moindre de douze ans pour les garçons et de quatorze ans pour les filles.

Certificat d'âge fourni par le patron. 3. Le patron de l'enfant ou de la jeune fille doit, s'il en est requis, présenter à l'inspecteur, un certificat d'âge, signé des parents, du tuteur ou des autres personnes ayant la garde ou la surveillance de cet enfant ou de cette jeune fille, ou l'opinion écrite d'un médecin à ce sujet.

Nouvel examen sur demande de l'inspecteur, etc. " 3024. Un nouvel examen des enfants ou filles déjà admis dans l'établissement peut être fait, à la demande de l'inspecteur, par un des médecins hygiénistes ou par tout autre médecin, et sur l'avis de tel médecin, l'employé examiné peut être renvoyé du service pour défaut d'âge ou même de forces physiques.

2.—DE LA DURÉE DU TRAVAIL.

Heures du travail. " 3025. Sauf les cas mentionnés dans l'article 3026, les garçons au-dessous de dix-huit ans, les enfants, filles ou femmes, ne peuvent être admis à travailler dans les établissements visés à l'article 3020, pendant plus de dix heures dans une même journée, ni pendant plus de soixante heures dans une même semaine. Il est permis au chef d'établissement de répartir les heures de travail dans le but unique d'abrégier la journée du samedi.

Heure du repas le midi. Il doit être accordé une heure pour le repas, chaque jour, à midi, si l'inspecteur l'exige; mais cette heure ne peut être comptée comme formant partie du nombre d'heures de travail ci-dessus indiqué.

Journée de dix heures. La journée de dix heures, dont il est fait mention dans cet article, ne doit pas commencer avant six heures du matin ni se terminer après neuf heures du soir.

Pouvoir de l'inspecteur de prolonger la durée du travail en certains cas. " 3026. L'inspecteur, pour des raisons satisfaisantes qui lui sont données, et dans le but de refaire le temps perdu, ou de satisfaire aux besoins de l'industrie, peut, pour un temps qui ne doit pas excéder six semaines, prolonger la durée du travail des enfants, filles et femmes, jusqu'à douze heures par jour ou soixante et douze heures par semaine; pourvu que la journée ne commence pas avant six heures du matin et ne se termine pas après neuf heures du soir dans les cas suivants :

S'il arrive un accident. (a) S'il arrive un accident aux moteurs ou machines d'un établissement industriel; ou

Si les machines ne peuvent être régulièrement mises en marche. (b) Si, par quelque cause indépendante de la volonté du patron, les moteurs ou machines ne peuvent être régulièrement mis en marche; ou

S'il y a chômage. (c) S'il arrive une cause quelconque de chômage pour les ouvriers.

§ 5.—*Des devoirs généraux des chefs d'établissements.*

“ **3027.** Tout chef ou patron d'établissements visés à l'article 3020, Devoirs des patrons : doit se conformer aux prescriptions qui le concernent, et notamment doit :

1. Transmettre à l'inspecteur un avis par écrit, indiquant son nom et Transmettre un avis indiquant les noms, etc., de l'établissement ; son adresse, le nom de l'établissement, l'endroit où il est situé, l'espèce d'industrie exploitée, la nature et la quantité de la force motrice qui y est employée ;

Cet avis doit être donné dans les trente jours de l'ouverture de tout Temps pour donner l'avis. établissement nouveau, et dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi pour les établissements actuellement en existence ;

2. Transmettre à l'inspecteur, un avis par écrit, l'informant de tout Transmettre avis des accidents ; accident qui a causé la mort de quelqu'un des travailleurs ou lui a causé des blessures graves qui l'ont empêché de travailler. et ce, dans les quarante-huit heures de l'accident.

Cet avis doit indiquer le domicile de la personne tuée ou blessée ou Avis doit indiquer le domicile, etc., de la personne tuée. l'endroit où elle a été transportée, afin de permettre à l'inspecteur de faire l'enquête que lui prescrit la loi à ce sujet ;

3. Tenir des registres où sont entrés :

(a) Les noms et l'âge des enfants, garçons, filles ou femmes, qu'il Tenir des registres contenant : Noms et âge des enfants ; emploie ;

(b) La durée du travail, de chaque jour et de chaque semaine, de ces Durée du travail. enfants, garçons, filles ou femmes, et l'heure à laquelle ils ont commencé et ont fini de travailler ;

4. Fournir à l'inspecteur, tous les moyens nécessaires pour faciliter Aider l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions ; l'inspection efficace de l'établissement et de ses dépendances ;

5. Tenir affichés, dans les endroits les plus apparents de l'établissement, les avis et prescriptions de la loi et des règlements qui lui sont Afficher des avis fournis par l'inspecteur ; fournis par l'inspecteur, et les y maintenir entiers et lisibles jusqu'à ce qu'un ordre de ce dernier lui soit donné de les modifier ou de les enlever ;

6. Fournir à l'inspecteur un certificat d'un officier d'hygiène que son Fournir certificat d'officier d'hygiène ; établissement remplit les conditions de salubrité et d'hygiène voulues par cette section, ainsi que par les règlements du conseil d'hygiène de la province approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

7. Fournir à l'inspecteur, tous les ans, un certificat d'inspection des Fournir certificat d'inspection de chaudières à vapeur. chaudières à vapeur et moteurs, dans l'établissement, ainsi que des conduites-vapeurs.

§ 6.—*De l'inspection des chaudières à vapeur, etc.*

“ **3028.** L'inspection des chaudières à vapeur et moteurs dans Chaudières, moteurs, leur inspection, etc. l'établissement, ainsi que des conduites-vapeurs, doit être faite conformément aux règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil à ce sujet, par un inspecteur qui est porteur d'un certificat de capacité,

délivré par des examinateurs nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec tel traitement qu'il lui plaît de fixer.

L'inspection peut aussi être faite par tout inspecteur d'une compagnie d'assurance contre les accidents, légalement constituée en corporation, faisant affaires dans la province, pourvu qu'elle y ait intérêt et que cet inspecteur soit porteur d'un certificat tel que ci-dessus requis.

Les chefs d'établissements doivent fournir tous les moyens et toutes les facilités nécessaires à une inspection efficace.

Les chaudières à vapeur installées à l'avenir doivent être construites dans les meilleures conditions possible de sécurité et offrir, dans leur construction, tous les moyens nécessaires pour en faire avantageusement l'inspection.

§ 7.—*Des devoirs des propriétaires, etc., de l'immeuble où se trouve l'établissement.*

Responsabilité des propriétaires, etc., à raison des escaliers de sauvetage.

“ **3029.** Le propriétaire, le locataire et l'occupant de l'immeuble où se trouve l'établissement, sont solidairement obligés à la construction et à la réparation des escaliers de sauvetage, ainsi qu'aux changements apportés à tel établissement.

Approbation des escaliers de sauvetage.

2. Les dimensions et la forme de ces escaliers, ainsi que les changements qui y sont faits, doivent être approuvés par l'inspecteur.

§ 8.—*De l'inspection des établissements industriels.*

1.—DE LA NOMINATION DES INSPECTEURS ET DES MÉDECINS HYGIÉNISTES.

Nomination d'inspecteurs.

“ **3030.** Pour assurer l'exécution de la présente loi et des règlements faits sous son autorité, des inspecteurs, parmi lesquels un inspecteur en chef, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Chef.

Les conditions de salubrité sont sous le contrôle du conseil d'hygiène de la province.

Devoir du conseil d'hygiène.

Nomination de médecins hygiénistes.

Un ou plusieurs médecins hygiénistes peuvent, sur recommandation du conseil d'hygiène de la province, être nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ayant pour attribut spécial de surveiller, sous la direction de ce conseil, les conditions de salubrité des établissements industriels, ainsi que l'exécution des règlements sanitaires faits par le dit conseil.

Sur quel fonds payés.

La rémunération de ces médecins hygiénistes, de même que leurs dépenses nécessaires, est défrayée à même les sommes qui sont votées par la législature pour la mise à exécution de la présente loi.

Leur traitement.

“ **3031.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement des inspecteurs et des médecins hygiénistes et leur prescrit les pouvoirs et devoirs qui ne leur sont pas formellement prescrits par la présente loi.

" 3032. Ces officiers sont sous le contrôle général et la direction du commissaire des travaux publics; ils doivent lui faire des rapports annuellement, et aussi souvent qu'ils en sont requis, relativement à la mise à exécution des prescriptions de la loi.

Sous le contrôle du commissaire des travaux publics. Rapports.

2.—DES DEVOIRS DE CES OFFICIERS.

" 3033. En entrant en office, les dits officiers doivent prêter le serment suivant, devant le commissaire des travaux publics ou devant son assistant:

Serment d'office.

Je jure que je remplirai fidèlement et consciencieusement les devoirs de ma charge de Formule du serment., (suivant le cas) et que je ne dévoilerai, en aucune manière, les secrets de fabrication et en général les procédés d'exploitation dont je pourrai prendre connaissance dans l'exercice de mes fonctions.

Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signature) A. B.
Insp.

Assermenté devant moi à ce jour de 18
(Signature) C. D.
Com. des Trav. Publ.
ou Ass. Com. des Trav. Publ.

3.—DES POUVOIRS DES OFFICIERS.

" 3034. Les inspecteurs, de même que les médecins hygiénistes, ont entrée à toute heure raisonnable de jour ou de nuit, dans les établissements visés à l'article 3020.

Pouvoir des inspecteurs de visiter les établissements.

2. Ils ont droit de se faire présenter les registres, certificats, avis et documents, que la présente loi et les règlements prescrivent, les examiner, en prendre des copies ou extraits, faire toutes les suggestions et poser toutes les questions qu'ils croient pertinentes.

D'examiner les registres ;

3. Il ont droit, pour les fins des deux paragraphes précédents, de se faire accompagner d'un constable lorsqu'ils ont raison de craindre d'être molestés dans l'exécution de leurs devoirs.

De se faire accompagner d'un constable ;

4. Ils ont, avec les autorités chargées de faire exécuter la loi et les règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène dans les établissements industriels, tant dans les mines qu'ailleurs, des pouvoirs concurrents.

De faire exécuter les règlements, etc. ;

5. Les inspecteurs peuvent faire des enquêtes, chaque fois qu'ils le croient opportun, et, à cette fin, interroger toute personne employée dans l'établissement, assigner les témoins, faire prêter serment et exercer en un mot tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour donner suite aux dispositions de la présente loi et des règlements.

De faire des enquêtes ;

Proviso.	Aucune personne interrogée par l'inspecteur n'est tenue de donner, cependant, aux questions qui lui sont posées, une réponse qui pourrait l'incriminer.
Frais d'enquête.	Les frais d'enquête sont à la charge des chefs d'établissements, chaque fois qu'il est prouvé qu'ils sont en défaut, et sont recouvrables par action intentée par l'inspecteur, devant tout tribunal de juridiction compétente.
D'assister aux enquêtes des coroners, etc. ;	6. Ils peuvent assister aux enquêtes faites par les coroners et les commissaires des incendies de Québec et de Montréal, chaque fois qu'il s'agit d'incendie ou d'accidents survenus dans un établissement industriel, et questionner les témoins, dans le but de connaître la cause de tel incendie ou de tel accident.
De faire des suggestions.	7. Ils ont droit de faire, aux autorités qu'il appartient, les suggestions qu'ils croient convenables dans l'intérêt de la sécurité et de l'hygiène dans les établissements industriels.
Amende pour abstention à l'inspecteur dans l'exercice de ses devoirs.	" 3035. Toute personne qui, délibérément, retarde l'un de ces officiers dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article précédent, ou qui manque de se conformer à une sommation ou à un ordre reçu, ou qui cache ou tente de cacher un enfant, une jeune fille ou une femme, dans le but de l'empêcher de comparaître et d'être interrogé, est censée faire obstruction à l'officier dans l'exécution de ses devoirs, et est punissable par l'amende ou l'emprisonnement décrété à l'article 3039.

§ 9.—Des avis et significations.

Mode de formuler les avis.	" 3036. Les avis que la présente loi prescrit de donner sont réputés avoir été valablement donnés s'ils sont reçus par la personne à qui ils sont destinés, ou s'ils sont laissés à son domicile ou à son lieu d'affaires ordinaire, dans le délai fixé par la présente loi, sans égard au mode de transmission.
Signification des avis, ordres, etc.	2. Les avis, ordres, réquisitions, sommations et documents, dont la signification est requise ou autorisée pour les fins de la présente loi, peuvent être signifiés à la personne, elle-même, ou à son domicile, en en laissant une vraie copie à une personne raisonnable de sa famille, ou à l'établissement même où la personne visée est occupée, en en laissant une vraie copie à l'un des employés, ou par lettre affranchie envoyée par la poste.
Signification au patron.	Lorsqu'ils doivent être signifiés à un patron, ils sont censés avoir été légalement adressés, s'ils l'ont été à lui-même, à l'établissement dont il est le patron, avec, de plus, l'adresse postale convenable, mais sans y dénommer spécialement ce patron.
Instructions aux patrons et aux employés.	3. L'inspecteur doit faire dresser les avis des prescriptions de la présente loi et des règlements rendus en vertu d'icelle, qu'il juge nécessaires pour instruire les patrons et les employés de l'établissement de leurs responsabilités et de leurs devoirs.
Indiquent son nom, etc.	Ces avis doivent indiquer le nom et l'adresse de l'Inspecteur.

4. Les avis que doivent donner les patrons, et les registres qu'ils doivent tenir en vertu de l'article 3027, sont faits dans la forme prescrite par l'inspecteur.

Forme des avis
donnés par les
patrons, etc.

§ 10.—*Des contraventions et pénalités.*

3037. Quiconque tient un établissement, contrairement aux dispositions de cette loi et des règlements, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas douze mois à défaut de paiement.

Pénalité pour
tenir un
établissement
contrairement
aux disposi-
tions de cette
loi.

3038. Les parents, tuteurs ou gardiens d'un enfant ou d'une jeune fille employés dans un établissement industriel, en contravention aux dispositions de la présente loi, sont coupables d'infraction à cette loi, à moins que ces contraventions n'arrivent sans leur consentement et sans connivence ou négligence de leur part; et, en conséquence, sur conviction sommaire du fait, sont passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement.

Pénalité contre
les parents des
enfants em-
ployés con-
trairement à la
loi.

3039. Quiconque fait obstruction à l'inspecteur ou au médecin hygiéniste, dans l'accomplissement des devoirs qu'ils ont à remplir en vertu des dispositions de cette loi, est, si cette obstruction est faite durant le jour, passible d'une amende n'excédant pas trente piastres et des frais et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement, et, si elle arrive durant la nuit, passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement.

Pénalité pour
obstruction
d'un inspec-
teur dans
l'accomplisse-
ment de ses
devoirs.

3040. Tout chef d'établissement qui néglige de faire faire l'inspection de ses chaudières à vapeur et conduites-vapeur conformément à la loi et aux règlements établis à ce sujet, ou qui s'oppose à cette inspection, ou ne fournit pas les moyens et facilités nécessaires à une inspection efficace, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement.

Pénalité pour
défaut de faire
faire l'inspec-
tion des
chaudières,
etc.

3041. Tout mécanicien ou patron qui permettra en quelque temps que ce soit que la pression de la vapeur à laquelle la chaudière est soumise excède le degré fixé par son certificat, ou altérera, cachera ou disposera le manomètre de manière à empêcher de voir et constater le degré réel de pression de la vapeur, encourra une amende de deux cents piastres pour chaque contravention et un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Amende contre
le mécanicien
ou patron per-
mettant de
dépasser le
degré de pres-
sion d'une
chaudière.

3042. Lorsqu'un établissement n'est pas tenu conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements qui y sont visés, le tribunal, en outre des pénalités auxquelles le patron est sujet, peut, dans les délais qu'il fixe, donner ordre à ce patron de s'y conformer, sous peine

Amende contre
le patron pour
le forcer à se
mettre en
règle.

d'une amende n'excédant pas six piastres pour chaque jour de retard après l'expiration de tels délais.

Prolongation
des délais pour
ce faire.

De même tribunal peut, toutefois, sur demande et pour les raisons qu'il croit valables, prolonger ces délais, soit par le même ordre, soit par un ordre subséquent.

Amende contre
celui qui fait
une fausse
entrée dans un
registre.

"3043. Quiconque, de propos délibéré, fait une fausse entrée dans un registre, un avis, un certificat, ou un document, que la présente loi prescrit, ou fait ou signe une déclaration fausse, ou fait usage de toute telle fausse entrée ou déclaration, sachant qu'elle est fausse, est passible, sur conviction du fait, d'une amende n'excédant pas cent piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement.

Amende contre
le patron refu-
sant de tenir
un registre des
employés, etc.

"3044. Tout patron qui refuse de tenir des registres des employés dans son établissement et d'y entrer les heures du travail conformément à l'article 3027, est passible d'une amende n'excédant pas trente piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement.

Amende contre
le patron,
s'il n'est pas
prescrit de
punition.

"3045. S'il n'est prescrit aucune punition pour contravention aux dispositions de la présente loi, ou aux règlements, règles ou arrêtés faits en vertu d'icelle par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par l'inspecteur, le patron qui se rend coupable de telle contravention est passible, sur conviction sommaire du fait, d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement.

Infractions
commises à
l'insu du
patron.

"3046. S'il est commis une infraction à la présente loi ou aux règlements, dont le patron se trouve légalement responsable, et s'il est prouvé, à la satisfaction du tribunal jugeant la plainte, que l'infraction a été commise sans son consentement, ou son concours personnel, ou à son insu, mais par une autre personne, le tribunal peut assigner la personne qui l'a commise à comparaître devant lui pour rendre compte de l'infraction, et cette personne est passible des peines infligées par la présente loi pour telle infraction, et condamnée au lieu du patron sur preuve de sa culpabilité.

Procédure si le
patron fait
connaître la
personne qui
a commis
l'offense.

"3047. Lorsqu'il est établi, à la satisfaction de l'inspecteur, au moment où une offense est découverte, que le patron a fait toute la diligence voulue pour faire exécuter les dispositions de la présente loi, ou des règlements, pour faire connaître par qui l'offense a été commise, et aussi qu'elle a été commise à son insu, sans connivence de sa part et contrairement à ses ordres, l'inspecteur procède alors contre la personne qu'il croit être le véritable délinquant, avant de procéder contre le patron.

Offenses com-
mises par les
agents, em-
ployés, etc.,
du patron.

"3048. Lorsqu'une offense, dont le patron est responsable, en vertu de la présente loi ou des règlements, a été commise par un agent, un servi-

teur, un ouvrier ou toute autre personne, cet agent, ce serviteur, cet ouvrier ou cette autre personne est passible, à raison de cette offense, de la même amende, pénalité et punition que si elle était le patron même.

§ 11.—*De la juridiction de certains tribunaux et de la procédure.*

“ **3049.** Toutes les poursuites, en vertu de la présente loi, sont ^{Ou et devant quel tribunal les poursuites sont intentées.} intentées par l'inspecteur, et peuvent l'être devant le juge des sessions ou le magistrat de police dans les cités de Montréal et Québec, et devant le magistrat de district ou devant tout juge de paix de l'endroit où l'offense a été commise ou le tort causé dans toute autre partie de la province, lesquels ont juridiction en pareille matière quel que soit le montant de la pénalité réclamée.

“ **3050.** Sauf les cas où il est autrement prescrit par la présente loi, ^{Procédure.} la procédure suivie est celle prescrite pour les convictions sommaires par le Code criminel, 1892.

“ **3051.** Il ne peut être imposé d'amende ni d'emprisonnement en ^{Prescription.} vertu de la présente loi, à moins que les procédures n'aient été prises, contre le contrevenant, dans les trois mois après que l'infraction est venue à la connaissance de l'inspecteur.

§ 12.—*De l'emploi des amendes.*

“ **3052.** Toutes les amendes imposées en vertu de la présente loi, ^{Emploi des amendes.} sont perçues par l'inspecteur et remises au trésorier de la province pour les besoins de la province.

§ 13.—*Des règlements.*

“ **3053.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements : ^{Règlements.}

1. Soustraire à l'opération de cette loi, en conformité de l'article 3020, tous les établissements industriels qu'il juge à propos ;

2. Classer comme dangereux, insalubres ou incommodes, les établissements qu'il croit pouvoir offrir des dangers pour la santé des travailleurs, surtout des enfants, filles ou femmes ;

3. Déterminer les devoirs, qui ne sont pas formellement déterminés dans cette loi, des chefs ou patrons d'établissements ;

4. Donner les pouvoirs et prescrire les devoirs qui ne sont pas formellement déterminés par cette loi aux officiers chargés de mettre la présente loi et les règlements à exécution ;

5. Déterminer, le mode d'inspection des chaudières à vapeur et conduites-vapeur dans les établissements industriels, dans les mines comme ailleurs ;

6. Formuler les prescriptions spéciales nécessaires se rapportant aux matières indiquées dans l'article 3022.

Lois civiles
non affectées.

Le présent paragraphe ne doit cependant préjudicier en rien au droit qu'ont les conseils municipaux de passer des règlements à ce sujet et de les faire exécuter, pourvu que tels règlements comportent des prescriptions semblables ou équivalentes à celles formulées par cette loi ou par le lieutenant-gouverneur en conseil.

§ 14.—*Dispositions finales.*

Certaines
nominations,
etc., non affectées.

“ **3053a.** Les dispositions des lois civiles de cette province, concernant la responsabilité du patron envers son employé, ne sont nullement considérées comme étant modifiées ou changées par les dispositions de la présente loi.”

2. La présente loi n'affectera point les nominations, règles et règlements, matières ou choses faits, en vertu de la loi que la présente remplace, lesquels resteront en vigueur tant qu'il n'en sera pas décidé autrement en vertu des dispositions de la présente loi.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

RÈGLEMENTS CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 31 octobre 1895, conformément aux dispositions de l'Acte 57 Vict., chap. 30.

INSTALLATION ET ENTRETIEN.

1. Installation et entretien.—Les établissements industriels, avec tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la santé et la vie des ouvriers soient aussi largement et efficacement que possible protégées contre les risques professionnels.

2. La construction des bâtiments, de même que les changements ou modifications qui peuvent y être apportés, doivent être faits de façon à écarter, dès l'origine, les vices d'aménagement, de sécurité et de salubrité auxquels il serait très difficile de remédier plus tard. Dans ce but, des plans d'architectes doivent être préalablement soumis à l'inspecteur.

3. Les établissements actuels qui demanderaient des frais trop considérables pour être conformes aux prescriptions de la loi et des règlements faits sous son autorité, doivent cependant l'y être autant que possible, à la satisfaction de l'inspecteur.

4. Si un établissement (bâtiment) change de destination, de manière à exiger plus de solidité, un certificat démontrant telle solidité doit être donné par un architecte à l'inspecteur.

5. Si l'inspecteur a lieu de douter de la solidité d'une construction, il pourra exiger un certificat d'architecte.

LIEUX DE TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR DES BATIMENTS.

6. Passage de circulation.—Les passages pour la circulation des ouvriers à l'extérieur des bâtiments ne doivent pas être glissants. Lorsqu'il y a de la neige ou du verglas, on conseille l'emploi de cendre ou de sable pour les tenir en parfait état, surtout au voisinage des excavations. Ces passages doivent être libres de tout objet étranger au travail.

7. Plates-formes et passages aériens.—Les plates-formes et passages aériens doivent être munis de balustrades composées d'une main courante et d'une traverse destinée à empêcher la chute des objets. (Sous le nom de plates-formes et passages aériens, il faut comprendre les installations suivantes : rampes inclinées, ponts volants ou fixes, planches de passage, échafaudages.)

Cette prescription ne s'applique qu'aux plates-formes dont le niveau au-dessus du sol est supérieur à 5 pieds.

8. Les transmissions par courroies, câbles ou arbres qui se trouvent dans un espace où des ouvriers sont appelés à circuler, doivent être enfermés jusqu'à une hauteur de 6 pieds au-dessus du sol.

EXCAVATIONS, LIEUX D'AISANCE, MONTE-CHARGES, ETC.

9. Caves, puits, bassins.—Les excavations doivent être, ou bien couvertes, ou bien entourées de balustrades. Si elles doivent rester ouvertes la nuit, il est indispensable de les éclairer. (Sous le nom d'excavation, il faut entendre les caves, puits, bassins contenant des matières toxiques ou chaudes, les étangs, lacs et cours d'eau.)

10. Appareils de sauvetage.— Dans le cas où l'on ne pourrait munir de balustrades une excavation, des appareils de sauvetage doivent être tenus à proximité.

11. Placards.—Dans les endroits particulièrement dangereux, surtout près des réservoirs de liquides corrossifs ou brûlants, des avis seront placés commandant les plus grandes précautions.

12. Monte-charges.—Les monte-charges qui se trouvent à l'extérieur des bâtiments doivent être munis, au niveau de leur plate-forme inférieure de chargement, d'une clôture pleine, de cinq pieds de hauteur.

13. Lieux d'aisance.—Les lieux d'aisance doivent être construits de telle sorte que la chute d'une personne y soit impossible

GRUES ET CHÈVRES.

14. Les chèvres et grues à manivelles doivent être munies d'un dispositif d'arrêt. Si la charge doit descendre par son propre poids, elles doivent être munies d'un frein et d'un couvert sur les engrenages.

15. Les diverses parties de ces appareils doivent être soumises à des inspections fréquentes.

INTÉRIEUR DES BATIMENTS.

PORTES ET ISSUES.

16. Si les issues ne sont pas suffisantes, l'inspecteur pourra ordonner qu'il en soit construit d'autres à l'intérieur ; et, dans le cas où cela serait trop difficile, des ouvrages pour rendre facile la sortie des personnes seront exécutés à l'extérieur.

17. Les principales portes d'issues doivent s'ouvrir sur le sens de la sortie, et être tenues libres pendant toute la durée du travail. Elles doivent fermer au moyen de poids ou de ressorts, mais non de clanches.

18. La largeur de ces portes ne doit pas avoir moins de 48 pouces, et la hauteur moins de 7 pieds.

19. Les portes servant d'issue à des corridors, passages, allées ou escaliers, n'auront pas une largeur moindre que la largeur de ces passages ; et si elles servent d'issues en cas de panique, elles devront s'ouvrir sur les deux sens et être maintenues fermées au moyen de poids ou de ressorts.

20. La largeur des passages principaux doit être d'au moins 48 pouces, et celle des passages secondaires d'au moins 24 pouces. Ces passages doivent être libres.

21. PASSAGES AÉRIENS, PLATES-FORMES.—Les passages aériens, plates-formes, rampes inclinées, ponts volants ou fixes, planches de passage, échafaudages, doivent être munis de balustrades composées d'une main courante et d'une traverse destinée à empêcher la chute des objets.

Cette prescription ne s'applique qu'aux plates-formes dont le niveau au-dessus du sol est supérieur à 5 pieds.

ESCALIERS.

22. Les principaux escaliers ne doivent pas avoir moins de quatre pieds de largeur et pas plus de douze pieds entre chaque palier et être assez nombreux pour permettre l'évacuation immédiate et facile de l'établissement. La profondeur des marches doit être de 12 pouces et la hauteur de 8 pouces.

23. Les escaliers doivent être maintenus en bon état et munis de gardes et de rampes.

24. Si ces escaliers servent d'issues en cas d'incendie, ils doivent être enfermées, à moins qu'ils ne soient construits dans des tours.

ECLAIRAGE.

25. Les salles, escaliers, passages, ascenseurs, issues, et tous les endroits où se trouvent les commandes des divers signaux d'arrêt et de mise en train des machines, doivent être convenablement éclairés.

26. Salle de la chaudière.—La salle, en général, le manomètre et l'indicateur de niveau, en particulier, doivent être tout spécialement éclairés.

27. Lieux d'aisance.—Ils doivent être constamment éclairés pendant les heures de travail.

28. Installation.—Les appareils d'éclairage doivent être placés à une hauteur telle qu'ils ne puissent ni être endommagés, ni gêner ou brûler les ouvriers.

MONTE CHARGES.

29. Les monte-charges, ascenseurs et élévateurs seront guidés et disposés de manière à ce que la voie de la cage du monte-charge et des contre poids soit fermée ; que la fermeture du puits s'effectue automatiquement et que rien ne puisse tomber de la cage du monte-charge dans le puits.

30. Une vérification des diverses parties de chaque monte-charge doit avoir lieu environ tous les six mois.

31. Le fonctionnement des ascenseurs ou monte-charges, peut même être arrêté par l'inspecteur si les conditions nécessaires de sécurité ne sont pas observées.

ENDROITS DANGEREUX.

32. Les fosses pour les volants et autres pièces mobiles, les ouvertures dans les planchers, murs, puits, trappes, cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds, et autres endroits ou objets dangereux, doivent être entourés de clôtures.

MESURES DE SURETÉ RELATIVES AUX CHAUDIÈRES PLACÉES A DEMEURE.

33. Dans les établissements nouveaux, si c'est possible, les chaudières à vapeur et tout autre moteur, doivent être installés en dehors de la bâtisse principale.

34. Dans les établissements industriels actuellement en existence, les chaudières à vapeur et moteurs doivent être installés, s'il y a nécessité de le faire, dans des locaux séparés, fermés du côté où le travail s'effectue, et seulement accessibles aux ouvriers spéciaux affectés à leur surveillance.

SOUPAPES.

35. Chaque chaudière doit être munie de deux soupapes de sûreté, chargées de manière à laisser la vapeur s'écouler dès que sa pression effective atteint la limite maxima indiquée sur le certificat de la dernière inspection.

36. L'orifice de chacune des soupapes doit suffire à maintenir la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède, pour aucun cas, la limite ci-dessus.

37. Le constructeur est libre de répartir, s'il le préfère, la section totale d'écoulement nécessaire des deux soupapes réglementaires entre un plus grand nombre de soupapes.

38. Chaque chaudière doit être munie d'un appareil de retenue (soupape, clapet, ou autre) fonctionnant automatiquement, et placé au point d'insertion du tuyau d'alimentation qui lui est propre.

39. Chaque chaudière doit être munie d'une soupape ou d'un robinet d'arrêt de vapeur, placé, autant que possible, à l'origine des tuyaux de conduite de vapeur, sur la chaudière même.

40. La charge de la soupape de sûreté doit être d'un poids unique et ne doit jamais être modifiée.

MANOMÈTRE.

41. Toute chaudière doit être munie d'un manomètre en bon état placé en vue du chauffeur, et gradué de manière à indiquer en livres la pression effective de la vapeur dans la chaudière.

42. Une marque très apparente doit indiquer sur l'échelle du manomètre, la limite que la pression effective ne doit pas dépasser.

43. La chaudière doit être munie d'un ajustage terminé par un appareil pour recevoir le manomètre vérificateur.

INDICATEURS.

44. Chaque chaudière doit être munie de deux appareils indicateurs du niveau de l'eau, indépendants l'un de l'autre, et placés en vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation.

45. Tubes-jauges.—L'un de ces deux indicateurs est un tube en verre, disposé de manière à pouvoir être facilement nettoyé et remplacé au besoin.

46. Pour les chaudières verticales de grande hauteur, le tube en verre est remplacé par un appareil disposé de manière à reporter en vue de l'ouvrier chargé de l'alimentation, l'indication du niveau de l'eau dans la chaudière.

47. Robinets-jauges.—Des robinets seront placés sur les chaudières à des hauteurs différentes. Le niveau de l'eau doit se trouver constamment entre ces robinets.

INSPECTION DES CHAUDIÈRES À VAPEUR.

48. Toute chaudière neuve et appareils dont la pression de vapeur dépassera 6 livres, devra, avant d'être mise en service, mais après avoir été installée, être inspectée et approuvée suivant la loi et les règlements.

49. La même formalité sera exigée après une réparation notable.

INSPECTEURS.

50. Nul ne peut remplir les fonctions d'inspecteur de chaudières à vapeur s'il ne remplit pas les conditions suivantes, savoir :

1. Être âgé de 21 ans révolus.
2. Justifier d'une bonne conduite.
3. Parler l'anglais et le français et écrire l'une de ces langues d'une manière satisfaisante.
4. Être porteur d'un certificat de compétence donné par un examinateur nommé pour cette fin.

51. Ce certificat peut être révoqué en tout temps par le Commissaire des Travaux Publics.

52. Les examinateurs d'inspecteurs de chaudières à vapeur nommés sous l'autorité de l'acte 57 Victoria ch. 30 (art. "3028" S. R. P. Q.) ne pourront remplir les fonctions d'inspecteurs de chaudières à vapeur dans les établissements industriels.

53. Nul inspecteur ne pourra donner un certificat s'il est intéressé directement ou indirectement dans la construction ou la vente des chaudières à vapeur à examiner, ou dans les établissements où ces chaudières sont placées.

54. Si l'inspecteur des chaudières à vapeur est satisfait, il délivrera un certificat en duplicata de la forme suivante :

CERTIFICAT D'INSPECTION DE CHAUDIÈRES A VAPEUR.

.....189 .

No.....

Nom.....

Localité.....

J^e, soussigné, certifie avoir examiné et éprouvé par pression hydrostatique la chaudière à vapeur de M
 manufacturier, No
 rue.....à une pression de(.....)
 livres au pouce carré, et qu'elle peut porter avec sûreté une pression de.....
(.....)
 livres de vapeur, et pas plus.

Ce certificat est retournable immédiatement à l'Inspecteur des établissements industriels.

Soupape de sûreté.....

Manomètre.....

Robinet d'épreuve.....

Appareil alimentaire

“ sous pression,

Soin général.....

Age de la chaudière.....

Etat de la chaudière.....

Quand réparée.....

Soupape de vidange

“ d'arrêt

Indicateur du niveau de l'eau

Remarques :.....

.....

.....

Personnel de l'établissement : hommes.....femmes.....filles.....enfants.....

Honoraire \$.....Transport \$.....

.....
Inspecteur de C. à vapeur.

Ce certificat doit être affiché dans la chambre des chaudières.

LES CHAUFFEURS ET LEURS DEVOIRS.

55. Pour remplir les fonctions de chauffeur, il faut fournir des preuves d'une bonne conduite et de connaissances techniques suffisantes.

56. L'inspecteur des établissements industriels peut exiger que l'ouvrier responsable du maniement de la chaudière, soit en possession d'un certificat donné, soit par un examinateur d'inspecteurs de chaudières à vapeur, soit par un inspecteur de chaudières à vapeur ou par le président d'une association d'ingénieurs mécaniciens, attestant sa compétence.

57. *Nettoyage et réparation de la chaudière.*—En cas de réparation d'une chaudière, il faut avoir soin de l'isoler au moyen de garniture d'étoupe des autres chaudières restées en feu. L'isolement au moyen de robinets et soupapes ordinaires est insuffisant. Il est nécessaire d'enlever avec le plus grand soin les incrustations et les dépôts de tartre.

58. Une carte d'instructions pour la direction du chauffeur doit être affichée dans la salle de la chaudière. Pour aucune raison la chauffeur ne doit s'éloigner de la chaudière sous pression sans s'être fait remplacer.

APPAREILS SOUS PRESSION.

59. Tous les appareils sous pression doivent être munis de manomètres et de soupapes de sûreté, et être soumis à des révisions périodiques.

MOTEURS.

60. *Etablissement d'un moteur.*—A l'exception des moteurs qui ne font qu'un avec la machine qu'ils actionnent, les moteurs à vapeur ou à gaz, les moteurs électriques, les roues hydrauliques, les turbines, seront installés dans des locaux séparés, fermés du côté où le travail s'effectue, et seulement accessibles aux ouvriers spéciaux chargés de leur surveillance.

61. *Accessoires des roues et turbines.*—Les vannes doivent être étanches.

Les arbres doivent être munis de freins permettant d'arrêter l'appareil dès que l'on suspend l'arrivée de l'eau.

MÉCANICIENS.

62. Pour remplir les fonctions d'ingénieur-mécanicien, il faut justifier une bonne conduite et des connaissances techniques suffisantes.

63. L'inspecteur des établissements industriels peut exiger que cet ingénieur-mécanicien soit en possession d'un certificat donné, soit par un examinateur d'inspecteurs de chaudières à vapeur, soit par un inspecteur de chaudières à vapeur ou par le président d'une association d'ingénieurs-mécaniciens, attestant sa compétence.

CONDUITE DES MACHINES MOTRICES ET TRANSMISSIONS.

64. *Système de débrayage.*—La commande principale de toute transmission doit être pourvue d'une poulie folle ou d'un appareil d'accouplement mobile permettant

d'isoler la transmission, et par suite d'arrêter le mouvement des machines actionnées par cette transmission.

65. Quand un même moteur actionne des transmissions placées dans des locaux distincts, chaque transmission doit être munie, soit d'un débrayage, soit d'un signal permettant de commander au moteur l'arrêt ou la mise en marche.

66. La mise en train et l'arrêt des machines doivent toujours être précédés d'un signal convenu.

67. Les conducteurs de machines, les contremaîtres ou chefs d'ateliers, auront toujours à portée de leur main, l'appareil destiné à arrêter la force motrice et les transmissions.

68. *Arrêt et mise en mouvement de machines à volants.*—La mise en mouvement, lorsque la machine est à un point mort, doit avoir lieu autant que possible à l'aide d'une disposition mécanique ; mais si elle s'effectue à bras d'hommes, la soupape d'admission de vapeur doit être fermée pendant la durée de cette manœuvre.

69. Dans tous les cas, les ouvriers spéciaux à qui sont confiées ces opérations, doivent être choisis parmi les ouvriers adultes et du sexe masculin.

DISPOSITIONS PROTECTRICES CONTRE LES TRANSMISSIONS, MACHINES, ETC.

70. Les transmissions, par courroies, câbles ou arbres et engrenages ou roues dentées qui se trouvent dans un espace où des ouvriers sont appelés à circuler, doivent être enfermées dans des caisses ou dans des gaines jusqu'à une hauteur de 6 pieds au-dessus du sol.

71. Les arbres verticaux et les courroies ou câbles qui passent d'un étage à un autre, doivent être entourés, jusqu'à la hauteur de 5 pieds, d'une gaine fixée au sol.

72. Les saillies des pièces (boulons, écrous, clavettes, etc.), qui concourent à l'accouplement, doivent être évitées autant que possible ; dans le cas où l'on se trouve dans l'obligation de les conserver, il est nécessaire de les couvrir d'une calotte.

73. Les courroies de plus de 2 pouces de large et les câbles dont la vitesse par minute dépasse 1,600 pieds, doivent, s'ils sont installés au-dessus de places occupées par le personnel, être séparés de ce personnel par des planches, des échelles ou des fers recourbés, destinés à empêcher qu'ils atteignent les ouvriers en cas de rupture.

74. Quand les courroies ont plus de 1½ pouce de large, il est formellement interdit de les placer à la main sur les poulies en mouvement ou de les séparer à la main de ces mêmes poulies.

75. Ces manœuvres doivent être exécutées à l'aide d'une fourche ou d'un appareil analogue, et confiées aux soins d'ouvriers spéciaux.

76. Ces deux dispositions ne s'appliquent pas aux poulies étagées des machines-outils.

77. *Dispositions protectrices contre les pièces en mouvement.*—Les volants, manivelles, bielles, tiges passantes, etc., doivent être munis d'appareils protecteurs.

MACHINES OUTILS EN GÉNÉRAL.

78. Toutes les machines-outils actionnées par un arbre de transmission doivent être pourvues de poulies fixes et folles et d'un appareil permettant de séparer la courroie de la poulie. Ce dernier appareil doit être facilement manœuvrable de la place qu'occupe l'ouvrier, et être construit de telle sorte que la courroie ne puisse se replacer d'elle-même sur la poulie.

79. Toutes les parties mobiles doivent être couvertes ou entourées d'appareils de sécurité.

80. Les roues dentées doivent être entourées d'une enveloppe.

81. Les volants des machines-outils, qui ont leur point le plus bas à moins de 6 pieds au-dessus du sol, doivent être entourés jusqu'à cette hauteur de grillages ou de gâines.

82. Toute saillie de tête de boulon ou de clavette doit être supprimée ou couverte.

83. Les parties oscillantes doivent être enfermées de manière à n'atteindre aucun ouvrier passant dans le voisinage.

84. Dans les machines qui comportent le mouvement rapide d'un outil tranchant, tel que machine à scier, à fraiser, à raboter, à découper, à hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, du lieu où ils sont occupés, toucher aucun de ces instruments. On devra prendre des mesures de nature à préserver l'ouvrier contre les projections de copeaux ou d'éclats.

MACHINES-OUTILS TRAVAILLANT LE MÉTAL.

85. Dans les machines à forer, la bobine doit être maintenue en bon état, et le foret ne doit présenter aucune saillie.

86. Dans les tours, la trajectoire des disques et des plans animés d'une rotation rapide, doit être entourée d'un organe protecteur.

87. Dans les machines à raboter, les trajectoires des pièces qui dépassent le banc doivent être entourées d'un organe protecteur.

88. Les meules de plus de 18 pouces de diamètre ou celles qui font plus de 150 tours à la minute, ne doivent être calées sur l'arbre qu'à l'aide de rondelles et non à l'aide de coins en bois.

89. Les meules doivent être entourées d'organes protecteurs (grilles, cloisons). Les disques en bois doivent être formés d'au moins deux morceaux composés chacun de plusieurs segments.

MACHINES-OUTILS TRAVAILLANT LE BOIS.

90. Les scies circulaires doivent être munies de calottes ; par dessous la table elles doivent être entourées d'une caisse de protection. Cette dernière disposition s'applique aux scies à ruban.

91. Il est strictement défendu de faire passer plus d'un morceau de bois à la fois dans la machine à blanchir le bois, excepté si cette machine est construite pour recevoir plusieurs morceaux à la fois.

SIGNAUX.

92. *Signaux à établir entre la machine et la chaudière.*—De tels signaux doivent être établis quand la machine est éloignée de la chaudière.

93. *Signaux à l'intérieur du local des machines motrices.*—De tels signaux sont destinés à annoncer le commencement ou la fin du mouvement des transmissions aux ouvriers attachés au service des machines actionnées par ces moteurs.

94. *Signaux entre les différents locaux où l'on a transporté la force à distance.*—De tels signaux permettent aux ouvriers qui se trouvent dans les locaux contenant les machines réceptrices, de commander l'arrêt ou la mise en mouvement au mécanicien qui dirige la machine génératrice de la force. Ces signaux sont ou bien des coups de cloche, ou bien des coups de sifflet, ou bien une sonnerie électrique, excepté dans les cas où des appareils permettent l'arrêt à certaines distances des moteurs ou des transmissions.

GRAISSAGE, NETTOYAGE ET RÉPARATIONS.

95. Il est interdit de laisser les ouvriers procéder au graissage, à la visite, au nettoyage ou aux réparations de machines ou mécanismes en mouvement.

96. Si, les mécanismes étant arrêtés, la transmission marche encore, il ne sera procédé à ces opérations qu'après que le débrayage et le volant auront été convenablement calés.

97. *Appareils de graissage.*—Les parties en mouvement doivent être munies de graisseurs automatiques, sinon le graissage n'est autorisé, pendant que les pièces sont en mouvement, que si elles sont pourvues d'un appareil protecteur, mettant l'ouvrier à l'abri de tout danger.

98. Tous les coussinets et paliers doivent être munis de graisseurs automatiques.

99. Pour le graissage de coussinets élevés, il convient d'installer des plateformes à des niveaux convenables.

100. Quand on ne peut installer des graisseurs automatiques, il convient de n'effectuer le graissage que pendant l'immobilité des transmissions.

101. Le nettoyage des arbres ainsi que des poulies à cables ou à courroies, lorsque le système est en mouvement, ne doit être effectué qu'en se plaçant soit sur le sol de l'atelier, soit sur des plates-formes solides; et, dans ces deux cas, on doit procéder à l'aide de balais, brosses, crochets, etc., munis d'une poignée de longueur convenable.

102. Il est formellement interdit de se servir de gants ou de mitaines, et d'opérer pendant le mouvement le nettoyage à la main à l'aide d'étoupes ou de chiffons.

PRÉCAUTIONS CONTRE L'INCENDIE.

103. L'Inspecteur pourra ordonner au patron de faire tous les arrangements intérieurs et d'avoir les appareils nécessaires pour prévenir les incendies, et il pourra défendre de fumer, excepté dans la salle affectée à cet usage.

104. Éclairage à l'huile.—Les récipients d'huile doivent être relégués dans une chambre spéciale et close.

105. Pétrole.—Les récipients de pétrole doivent aussi être placés dans une pièce spéciale et close.

106. Éclairage au gaz.—Les usines à gaz doivent être distinctes de l'atelier et munies de l'écriteau : "ENTRÉE INTERDITE"; elles doivent être surveillées par des hommes âgés de plus de 18 ans. L'allumage doit être fait par des agents de confiance. L'emploi des lampes fermées est imposé dans tous les endroits où l'on peut redouter l'incendie.

107. Éclairage électrique.—Les machines dynamo-électriques doivent être, autant que possible, enfermées dans des locaux spéciaux, et, en tous cas, convenablement isolées. Les accumulateurs doivent être absolument séparés de l'atelier. Des écriteaux doivent en interdire l'approche, et des affiches spéciales doivent indiquer la manœuvre aux agents préposés à ce service.

108. Précautions contre les dangers d'explosion.—Les locaux dans lesquels se dégagent des gaz explosibles ou inflammables et les bâtiments qui servent à la garde de matières explosibles ou inflammables, ne doivent être éclairés que du dehors et ne doivent être visités qu'à la lampe de sûreté.

109. Les fenêtres des bâtiments contenant des appareils ou des produits explosifs ne doivent pas être grillagées et doivent être assez grandes pour permettre le passage d'un homme.

110. Maniement des matières facilement inflammables.—Quand on manie l'asphalte, le goudron, la poix, l'huile, on doit prendre les précautions nécessaires pour que le liquide chaud ne sorte pas de la cuve qui le contient. On doit avoir sous la main un couvercle pour empêcher l'entrée de la flamme dans la dite cuve.

111. Les précautions indiquées à l'article précédent doivent aussi être observées dans les usines où l'on traite les dégras et où l'on fabrique les vernis.

112. Conservation des matières inflammables.—Les débris de chiffons imbibés d'huile, doivent être gardés dans des caisses munies de couvercles se fermant d'eux-mêmes.

113. Des écriteaux portant le mot : "INFLAMMABLE," doivent être placés sur les matières qui présentent le danger d'incendie.

114. L'interdiction de fumer doit être absolue, ainsi que l'entrée avec une lampe à feu nu.

PRÉCAUTIONS EN CAS D'INCENDIE OU DE PANIQUE.

115. Dans les établissements à trois étages ou plus, où les ouvriers travaillent au-dessus du deuxième étage, l'inspecteur pourra exiger la construction d'issues

additionnelles et même d'escaliers de sauvetage à l'extérieur, si les issues ordinaires de chaque extrémité de l'établissement ne sont pas suffisantes.

116. Ces issues doivent consister en ouvertures, portes ou fenêtres ouvrant sur le sens de la sortie, communiquant à des balcons ou galeries placées en dehors de l'établissement, dont une partie au moins ne doit pas être construite immédiatement au-dessus d'une ouverture d'un étage inférieur.

117. Un indicateur portant les mots "*Issue en cas de panique*" doit indiquer l'accès de ces issues.

118. L'angle des escaliers ne doit guère dépasser 45 degrés.

119. Les balcons, galeries, échelles et escaliers doivent être construits en fer, et ces derniers doivent descendre jusqu'au sol. Cependant la base de ces escaliers pourra être mobile.

120. Ces balcons, galeries et escaliers seront construits aux endroits et de la manière désignés par l'inspecteur.

121. Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les escaliers de sauvetage, sont à plus de deux pieds de hauteur du plancher, on devra établir des gradins pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.

122. Ces issues de sauvetage doivent toujours être tenues en bon état et libres de tout embarras ou de toute obstruction quelconque.

123. Dans le cas d'édifices à toits plats, une échelle de la largeur de 24 pouces devra communiquer du balcon le plus élevé au sommet du bâtiment, et excéder le toit d'au moins 24 pouces.

124. Une hache ou autre outil sera placé à proximité de ces issues.

125. L'inspecteur peut exiger l'adoption d'appareils spéciaux de sauvetage lorsque la situation particulière du local ou le nombre des personnes le rendent nécessaire.

126. Cependant, lorsque l'inspecteur jugera que la situation et l'installation des issues ordinaires sont suffisantes, il pourra dispenser le patron de l'observation des prescriptions ci-dessus.

MESURES D'HYGIÈNE.

127. Aérage.—Tous les locaux doivent être bien aérés, notamment ceux qui contiennent des forges, des fonderies, des meules, des couleurs et vernis et ceux dans lesquels on manie des acides ou dans lesquels se dégagent des gaz délétères.

128. Thermomètre.—Afin de juger du degré de la température, des thermomètres seront placés en nombre suffisant aux endroits désignés par l'inspecteur.

129. Travaux dangereux.—Les travaux dans les conduites de gaz, canaux de fumée et appareils contenant des gaz délétères, ne doivent être entrepris qu'avec l'autorisation d'un agent préposé à ces appareils. On devra procéder au préalable à l'épreuve de l'atmosphère contenue dans ces derniers, et attacher les ouvriers appelés à y travailler, à l'aide d'une ceinture de sûreté.

130. Conservation des matières dangereuses.—Les matières dangereuses doivent être contenues dans des récipients clos et portant l'indication de leur contenu.

131. Les ouvriers ne devront point prendre leurs repas dans les ateliers ni dans aucun local affecté au travail si l'inspecteur le défend.

132. Les ouvriers auront un endroit où ils pourront faire chauffer leurs aliments, et, par les temps rigoureux, prendre leur repas à l'abri du froid, de la pluie ou de la neige.

133. Les patrons mettront à la disposition de leur personnel les moyens d'assurer la propreté individuelle et de l'eau de bonne qualité.

SOL OU PLANCHER DANS LES PLACES DE TRAVAIL.

134. Les machines et les moteurs devront être installés de manière que le sol ou les planchers ne produisent aucune vibration.

LIEUX D'AISANCE.

135. Chaque établissement doit être pourvu d'urinoirs dans la proportion d'un par cinquante hommes et garçons, ou moins, y employés, et des cabinets d'aisance inodores, (*earth closets* ou *water closets*), dans la proportion d'un par vingt-cinq personnes, ou moins, y employées.

136. *Water closets avec sièges se relevant.*—Dans les établissements pourvus de water closets avec sièges se relevant, ceux-ci seront requis dans la proportion de un par 20 personnes. Dans ce cas les urinoirs ne seront pas nécessaires.

137. *Dimension des cabinets d'aisance.*—Ces cabinets d'aisance ne devront pas avoir moins de trente pouces de largeur, par quarante-cinq de profondeur.

138. *Formes et dimensions.*—L'inspecteur peut prescrire quelles seront la forme de tels urinoirs et cabinets, leurs dimensions, les matériaux avec lesquels ils seront construits, et donner toutes directions qu'il jugera nécessaires.

139. *Accès et entrées séparées.*—L'inspecteur a le droit de condamner les urinoirs et cabinets s'ils ne sont pas construits d'après les dispositions des présents règlements, ou s'il trouve que les lieux d'aisance destinés à l'usage de chaque sexe n'ont pas une entrée ou un accès séparé.

EQUIPEMENT PERSONNEL DES OUVRIERS.

140. *Vêtements.*—Les vêtements des ouvriers qui se tiennent près des appareils en mouvement doivent être boutonnés et collants.

141. *Souliers.*—Les ouvriers des fonderies et des forges et les mécaniciens doivent porter des chaussures bien ajustées ou des bottes.

142. *Gants.*—Il est défendu de porter des gants dans le maniement des scies.

143. *Lunettes.*—Les ouvriers qui sont attachés au service d'appareils lançant des étincelles ou des éclats doivent porter des lunettes.

144. *Masques, Ecrans.*—Des masques et des écrans peuvent être employés dans le même but.

145. *Appareils respiratoires.*—Les ouvriers qui travaillent dans des ateliers où se dégagent des gaz délétères et où se répandent des poussières, doivent être munis d'appareils respiratoires.

SOINS AUX MALADES ET AUX BLESSÉS.

146. Advenant un accident, on doit appeler le médecin en toute hâte.

147. Dans les grandes usines, l'inspecteur pourra exiger que quelques personnes aient reçu les instructions nécessaires pour pouvoir donner les premiers soins tels qu'indiqués ci-après :

PREMIERS SOINS A DONNER AUX BLESSÉS EN ATTENDANT L'ARRIVÉE DU MÉDECIN.

Blessures.

1o Arrêter l'écoulement du sang avec des compresses ou de l'amadou, imbibés au besoin d'un mélange d'une cuillerée à thé d'alun calciné dans un verre d'eau ;

2o Rapprocher les chairs avec des bandelettes de sparadrap ou de taffetas (*plaster*) si la coupure est peu profonde ;

3o Panser avec la charpie enduite de cérat, recouverte d'une toile fenestrée (percée de trous) et fixée au moyen d'une bande ; panser matin et soir ;

4o S'il y a simplement contusion, laver la plaie avec de l'eau fraîche, puis la couvrir d'une compresse imbibée de teinture d'arnica, d'eau vulnéraire, ou d'eau blanche étendue d'eau (l'eau blanche se fait instantanément avec une cuillerée à thé d'extrait de saturne dans un verre d'eau) ;

5o De toute façon, lorsqu'il y aura syncope, fatigue, éblouissement, faire prendre au blessé soit un petit verre de cognac, soit quelques gouttes de teinture d'arnica ou d'eau vulnéraire, lui faire respirer de l'éther, du vinaigre radical, etc.

Brûlures.

1o Panser immédiatement la plaie avec un morceau de ouato enduite du mélange suivant : parties égales d'eau de chaux et d'huile d'amandes douces ou d'huile d'olive de bonne qualité, et renouveler le pansement soir et matin ;

2o Employer à l'intérieur les moyens indiqués au paragraphe 5 concernant les blessures.

Foulures.

1o Employer les compresses d'eau-de-vie camphrée, d'eau sédative, de teinture d'arnica ; envelopper le membre lésé au moyen d'une bande fortement fixée, et garder le repos ;

2o A l'intérieur employer toujours les moyens indiqués au paragraphe 5, concernant les blessures.

Fractures.

Mettre le patient dans la position la plus agréable pour lui maintenir le membre fracturé, le soutenir au moyen de vinaigre radical, d'éther et quelques gouttes de cognac, en attendant le pansement et l'arrivée du médecin.

148. Ecriteaux indiquant les soins à donner aux blessés.—Des écriteaux indiquant les soins à donner aux blessés, tels qu'indiqués ci-dessus, doivent être apposés dans les ateliers.

149. Médicaments, etc.—Des médicaments, bandages, etc., tels qu'indiqués ci-dessus, devront, si l'inspecteur l'exige, être placés dans l'atelier pour permettre de donner les premiers secours.

150. L'avis qui doit être envoyé à l'inspecteur après un accident, conformément à la loi, aura la forme suivante :

AVIS D'ACCIDENT.

Article 3027, § 2.

A M.....

Inspecteurs des Etablissements industriels.

Conformément à l'article 3027, §2.

Avis vous est par les présentes donné d'un accident arrivé

le.....dans.....
l'établissement.....
situé.....

Nom de la personne blessée :

Résidence, la rue.....dans la.....le.....

Age de la personne blessée :.....

Cause de l'accident :.....

Degré de gravité de l'accident :.....

Décédé.....

Où la personne a été transportée.....

Où le corps a été transporté.....

Remarques :

.....

.....

.....

Daté.....ce.....jour de..... 189.....

Signature du patron ou agent.

PRÉCAUTIONS DIVERSES.

151. On devra prendre les dispositions et régler les arrangements intérieurs, de telle sorte qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan vertical ou aux abords immédiats d'un volant ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

152. Des grillages mobiles préserveront les ouvriers de tout danger d'être atteints par les débris ou les éclats de la matière mise en œuvre.

153. Le maniement des courroies sera toujours fait par le moyen des systèmes, tels que monte-courroies, porte-courroies ou autres, évitant l'emploi direct de la main.

154. On doit enseigner à tous les ouvriers de l'atelier l'usage du système ou du signal leur permettant de provoquer, en cas d'accidents, l'arrêt de toutes les machines.

155. Il est interdit de coudre et de réparer les courroies lorsqu'elles sont encore sur les poulies.

156. Quand une courroie n'est pas en service, il faut la suspendre à une place telle que les poulies ou les arbres ne puissent la saisir d'eux-mêmes.

157. Les opérations relatives aux courroies ou autres modes de transmissions doivent être interdites aux femmes et aux enfants et confiées à des ouvriers spéciaux.

158. *Déplacement des objets d'un poids considérable.*—Une personne expérimentée doit être préposée à l'opération.

159. Les appareils employés pour le transport (brouettes, brancards, traîneaux, etc.), doivent être appropriés aux poids à transporter ; les objets doivent être chargés de façon à éviter tout accident pendant le transport.

160. Il est défendu d'employer les ouvriers sujets à des attaques d'épilepsie ou à des syncopes dans la conduite des machines et sur des échafauds.

POLICE DE L'ATELIER.

161. L'entrée des ateliers, et notamment des salles de chaudières et de machines à vapeur, est interdite aux personnes qui n'y sont pas appelées par leur service.

162. Les mesures préventives doivent être indiquées par affiches avec mention de l'ordre en conseil les prescrivant.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

163. L'inspecteur, après avoir signalé au patron les défauts, soit dans la construction ou l'entretien des bâtisses, soit dans l'installation et l'entretien de l'établissement, ou autres défauts résultant de l'absence de ce qui est nécessaire pour protéger la vie et la santé des ouvriers, devra suggérer les ouvrages qui lui paraîtront être nécessaires, laissant cependant au patron le choix des changements à faire pour que son établissement soit tenu en conformité de la loi et des règlements.

164. Après réception des présents règlements, tout intéressé aura le droit de provoquer, par une demande à l'inspecteur du district, une visite de son établissement par le service d'inspection, et de se faire indiquer par ce service les dispositions qui seraient considérées comme ne remplissant pas les conditions de salubrité et de sécurité exigées par les règlements.

165. Si l'application des prescriptions des règlements nécessite une modification notable des dispositions de l'établissement, il sera accordé un premier sursis d'office, calculé d'après l'importance des modifications jugées nécessaires.

166. Passé le délai fixé par ce sursis, les présents règlements recevront leur pleine et entière exécution.

167. Le délai accordé aux patrons pour se mettre en règle sera à la discrétion de l'inspecteur.

168. Les règlements approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 19 juillet 1894, concernant les établissements industriels dans la province de Québec, sont annulés et remplacés par les présents règlements.

FORMULE DES CERTIFICATS D'ÂGE.

Article 3023, § 3.

Nom de l'enfant ou jeune fille.....
 Résidence.....
 Date de la naissance.....
 Âge.....
 Lieu de naissance.....
 Employé comme.....
 Nom du patron.....
 Son adresse.....

DÉCLARATION.

Je certifie par les présentes que les renseignements ci-dessus sont, au meilleur de ma connaissance, conformes à la vérité.

(Cette déclaration doit être signée par le père ou la mère, ou à leur défaut par le tuteur, le gardien ou le médecin de l'enfant ou jeune fille, avec date et adresse du signataire.)

APPROBATION.

COPIE DU RAPPORT d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 29 octobre 1895, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 31 octobre 1895.

No 404.

Sur l'approbation des **RÈGLEMENTS CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS** dans la Province de Québec.

L'honorable Commissaire des Travaux Publics, dans un mémoire en date du vingt-neuf octobre courant, (1895), recommande que les règlements concernant les établissements industriels, approuvés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 19 juillet 1894, soient recindés et annulés, et que les "Règlements concernant les Etablissements Industriels dans la Province de Québec," préparés par les inspecteurs officiels et dont copie est annexée au mémoire susdit, soient approuvés et déclarés obligatoires sous l'autorité de l'Acte 57 Vict., Ch. 30, sec. 1, (articles 3022 et 3053).

Certifié.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS CONCERNANT L'INSPECTION

DES

Chaudières à vapeur, Soupapes de sûreté, Manomètres, etc.

*Approuvés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, sous
l'autorité de l'acte 57 Victoria, chapitre 30, le 19 juillet 1894.*

1. L'inspecteur doit s'assurer par examen et par épreuve hydrostatique, si cela est nécessaire, que la chaudière est faite de matériaux sains et sans défaut; la limite de la pression ne doit pas excéder 150 lbs par pouce carré si la chaudière est en tôle de fer et 190 lbs par pouce carré si elle est en tôle d'acier.

2 Avant de soumettre une chaudière à la pression hydrostatique, elle doit être ouverte; les portes du trou d'homme et les plaques de la vidange doivent être enlevées, le dehors et le dedans de la chaudière nettoyés et balayés, etc.; et toutes précautions doivent être prises pour faire un examen satisfaisant et effectif.

3. Dans le cas d'épreuve non satisfaisante, les défauts doivent être réparés et la chaudière éprouvée de nouveau.

4. En soumettant les chaudières en tôle de fer à l'épreuve hydrostatique, l'inspecteur prendra la pression de cent livres par pouce carré pour maximum de la pression permise comme force motrice pour une chaudière neuve de quarante-deux pouces de diamètre, faite du meilleur fer affiné, d'au moins un quart de pouce d'épaisseur, de la meilleure manière; et il établira la pression effective de toutes les chaudières en fer, qu'elles soient d'un moindre ou d'un plus grand diamètre, d'après leur force comparativement à cette règle; et, dans tous ces cas, l'épreuve excèdera la pression effective permise dans la proportion de cent cinquante à cent livres, et la température de l'eau dont il sera fait usage dans les épreuves n'excèdera pas soixante degrés Fahrenheit.

Maximum de
pression pour
les chaudières
en fer neuves.

Règle quant à
la pression
effective.

5. En soumettant les chaudières faites en tôle d'acier à l'épreuve hydrostatique, l'inspecteur prendra la pression de cent vingt-cinq livres par pouce carré pour maximum de la pression permise comme force motrice pour une chaudière neuve de quarante-deux pouces de diamètre,

Pression maxi-
ma pour les
chaudières en
acier neuves.

Règle quant à la pression effective.

faite de la meilleure manière, avec la meilleure qualité de tôle d'acier, d'au moins un quart de pouce d'épaisseur, les trous des rivets devant être percés en place, les plaques étant ensuite séparées et les bavures ébarbées, les sutures longitudinales de la chemise étant assujéties au moyen de bandes d'acier bout-à-bout coupées en travers du grain de la tôle, et chacune de cinq huitièmes de l'épaisseur des plaques qu'elles couvrent, et tous les ourlets des plaques étant au moins à double rangs de rivets et ayant pour le moins soixante-dix pour cent de la force de la tôle solide, et toutes les surfaces planes devant être étayées de la meilleure manière et toutes les sutures à double rangs de rivets; et il établira la pression effective de toutes les chaudières en acier ainsi faites, qu'elles soient d'un moindre ou d'un plus grand diamètre, d'après leur force comparativement à cette règle; et dans tous ces cas l'épreuve excédera la pression effective permise pour ces chaudières dans la proportion de cent quatre-vingt-dix à cent vingt-cinq livres, et la température de l'eau dont il sera fait usage dans les épreuves n'excédera pas soixante degrés Fahrenheit.

La pression effective peut être réduite.

6. Si un inspecteur est d'opinion qu'une chaudière, qu'elle soit en tôle de fer ou d'acier, ne peut supporter avec sûreté, à cause de sa construction ou des matériaux dont elle est faite, une pression effective aussi élevée que celle ci-dessus spécifiée pour chaque espèce de chaudière respectivement, il pourra, pour les raisons qu'il devra spécialement énoncer dans son certificat, fixer la pression effective de la chaudière à moins des deux tiers de la pression d'épreuve.

Discretion laissée à l'inspecteur quant à la pression effective.

7. Les règles qui précèdent seront suivies dans tous les cas, à moins que les proportions des chaudières par rapport aux cylindres, ou quelque autre chose, ne fassent voir manifestement que l'application en serait injuste, auquel cas l'inspecteur pourra déroger à ces règles, s'il le peut faire avec sûreté; mais, en aucun cas, la pression effective permise n'excédera la proportion ci-dessus, calculée d'après l'épreuve hydrostatique.

Pression effective externe sur les carneaux, etc.

8. La pression effective externe qui pourra être permise sur les fourneaux cylindriques et les carneaux en fer lisse soumis à cette pression, lorsque les joints longitudinaux sont soudés ou faits sous bandes bout-à-bout, sera déterminée d'après la formule suivante :—

Formule.

Le produit de 90,000 multiplié par le carré de l'épaisseur de la tôle en pouces, — divisé par la longueur du carneau ou du fourneau en pieds plus 1, multipliés par le diamètre en pouces, — sera la pression effective permise par pouce carré en livres, — pourvu qu'elle ne dépasse pas celle donnée par la formule suivante :—

Formule.

Le produit de 8,000 multiplié par l'épaisseur de la tôle en pouces, divisé par le diamètre du fourneau ou du carneau en pouces, sera la pression effective permise par pouce carré en livres ;

La longueur du fourneau que l'on prendra pour la première formule sera la distance comprise entre les anneaux, si le fourneau est fait avec des anneaux; et celle des deux formules qui donnera la pression la plus basse, sera celle par laquelle l'inspecteur devra se guider. Longueur, — comment com- prise.

9. Sur les surfaces planes, la pression effective ne dépassera pas six mille livres pour chaque pouce carré effectif de l'aire du profil des toises qui les supportent. Pression per- mise sur les surfaces planes.

La pression qui sera autorisée sur les plaques formant des surfaces planes sera celle déterminée par la formule suivante:—

$$\frac{C \times (T + 1)^2}{S - 6} = \text{Presion effective en livres par pouce carré, dans laquelle —}$$

T=L'épaisseur de la tôle en seizièmes de pouce ;

S=La surface supportée en pouces carrés ;

C=100. Mais lorsque les plaques sont exposées au choc de la chaleur ou de la flamme, et que la vapeur seule est en contact avec les plaques du côté appose, C sera réduit à 50.

10. Pour s'assurer de la force et de l'état d'une chaudière, l'inspecteur pourra, s'il le juge nécessaire, y faire percer des trous, et pourra aussi demander qu'on lui fournisse les renseignements relatifs à sa construction intérieure qui lui permettent de juger exactement de sa force de résistance. L'Inspecteur constatera la condition intérieure de la chaudière.

11. Dans aucun cas, un certificat ne sera donné pour une chaudière lorsque les plaques en auront été forcées par des fiches rabattues pour ramener les uns sur les autres les trous des plaques. Emploi de fiches rabattues défendu.

12. Les trous d'hommes seront renforcés au moyen d'anneaux compensateurs au moins de la même aire de profil que la plaque coupée, et dans aucun cas ces anneaux ne seront d'une épaisseur moindre que les plaques auxquelles ils sont attachés, — et les axes les plus courts de ces ouvertures dans les enveloppes de chaudières cylindriques devront être placés longitudinalement. Trous d'hommes des chaudières renforcés.

13. Quand des barres ou des cornières de fer seront employées pour soutenir le ciel du fourneau d'une chaudière, les trois cinquièmes de la pression effective admissible sur le ciel seront soutenus par des tirants partant de l'enveloppe de la chaudière et fixés au plafond. Cornière du ciel du fourneau d'une chaudière.

14. Les chaudières dans lesquelles les sutures longitudinales de l'enveloppe cylindrique ne sont qu'à simple rang de rivets, au lieu d'être à doubles rangs, seront sujettes à une réduction sur la pression effective admissible pour une chaudière de la meilleure construction (telle que prescrite dans les numéros quatre et cinq des présents règlements), et le maximum de pression ne devra pas excéder, dans les chaudières construites de cette manière, quatre-vingts livres par pouce carré au lieu de cent Réduction de pression effective pour chaudières construites à simple rang de rivets.

livres, ou cent vingt-cinq livres, comme il est dit dans les dits numéros quatre et cinq des présents règlements.

Le nom ou la
marque du fa-
bricant devra
être estampé sur
la tôle.

15. Aucune chaudière ne devra être faite de tôle à chaudière, soit en fer, soit en acier, qui n'aura pas été estampée de la marque ou du nom du fabricant, et aucun certificat ne sera délivré pour une chaudière faite en entier ou en partie de tôle ne portant pas une pareille marque; et avant qu'un certificat puisse être délivré pour une chaudière, le fabricant devra fournir à l'inspecteur, si celui-ci l'exige, une déclaration du nom du fabricant, de la tôle employée, de la qualité de celle-ci et de la qualité de tous les matériaux employés dans la confection de la chaudière.

Attestation
du nom du fa-
bricant ou de la
qualité de la
tôle.

Inspection
pendant la con-
struction d'une
nouvelle chau-
dière.

16. Pendant la confection de toute chaudière à vapeur en cette Province, l'inspecteur des établissements industriels du district pourra la faire inspecter, et, en tout temps pendant cette confection, l'inspecteur des chaudières à vapeur aura accès à la chaudière.

Mauvais ma-
tériaux ou for-
mes défectueu-
ses pas tolérés.

17. Aucune chaudière, ni aucun tuyau ne seront approuvés s'ils sont faits en entier ou en partie de mauvais matériaux ou s'ils sont dangereux à cause de leur forme, des défauts de l'ouvrage, de leur détérioration par l'usage, de leur vétusté, ou pour toute autre cause.

SOUPAPES DE SÛRETÉ, MANOMÈTRES, ETC.

Examen des
soupapes de
sûreté.

18. Tout inspecteur qui inspectera, visitera ou examinera les chaudières ou appareils à vapeur, devra s'assurer que les soupapes de sûreté sont de dimensions convenables, en nombre suffisant, d'un jeu facile et en bon état de service, et qu'elles sont chargées de manière seulement à s'ouvrir à la hauteur ou au-dessous de la pression effective autorisée.

Robinet et
soupapes fixés à
la chaudière.

19. Les robinets et soupapes des chaudières seront solidement faits, et dans aucun cas ils ne devront être fixés aux chaudières par des vis dans la tête, à moins que, pour plus de sûreté, il ne soit posé des brides boulonnées en outre de l'attache susmentionnée.

Nulle sou-
pape ne devra
être surehar-
gée.

20. Nulle soupape, dans quelque circonstance que ce soit, ne devra jamais être chargée ou manœuvrée de manière à ce qu'une chaudière soit soumise à une pression plus forte que celle permise par l'inspecteur lors de la dernière inspection.

Soupapes de
sûreté.

21. Les soupapes seront éprouvées par un inspecteur avant d'être employées; et nul inspecteur ne délivrera de certificat à moins que la chaudière, ou chacune des chaudières, s'il y en a plus d'une, ne soit munie d'une soupape de sûreté.

Jeu et cou-
vertures des
soupapes; le-
viers.

22. Chaque soupape de sûreté posée ou attachée à une chaudière après l'adoption de ce règlement, aura un jeu au moins égal à un quart de son diamètre; les ouvertures destinées au passage de la vapeur, en entrant ou en sortant de la soupape, auront une aire au moins égale à celle de la soupape, de même que le tuyau de décharge de la vapeur, et le

tiroir de la soupape aura un tuyau de décharge de trop-plein ; si le levier d'une soupape de sûreté à levier n'a pas de douille en cuivre, sa goupille sera en cuivre ; l'on ne permettra pas de laisser travailler fer sur fer ; chaque soupape de sûreté sera munie d'un levier à engrenage, de manière qu'elle puisse être manœuvrée à bras, soit de la chambre de la machine ou du foyer.

23. L'aire de toute soupape de sûreté ou l'aire collective de toutes les soupapes de sûreté d'une chaudière faite ou posée après l'époque susdite, ^{Aire des soupapes de sûreté.} ne sera pas inférieure à un demi-pouce carré pour chaque pied carré de la surface de grille dans ou sous la chaudière.

24. Il sera placé, dans un lieu apparent et d'un accès facile, un manomètre convenablement construit, qui indiquera en tout temps la pression ^{Le manomètre doit être visible.} exacte de la vapeur dans la chaudière.

25. Une marque très apparente devra indiquer sur l'échelle du manomètre la limite que la pression effective ne devra pas dépasser.

26. Chaque chaudière sera munie d'un indicateur convenable, capable ^{Indicateurs.} d'indiquer le niveau de l'eau dans la chaudière en tout temps.

27. Si l'inspecteur des chaudières à vapeur est satisfait, il délivrera un certificat en triplicata de la forme suivante :

CERTIFICAT D'INSPECTION DE CHAUDIÈRE À VAPEUR.

.....189...
 No.....
 Nom.....
 Localité.....
 Comté.....

JE, SOUSSIGNÉ, certifie avoir examiné et éprouvé par pression hydrostatique la Chaudière à vapeur de M.....
 manufacturier, No....., rue.....
 à une pression de.....(.....) livres au pouce carré, et qu'elle peut porter avec sûreté une pression de.....(.....) livres de vapeur, et pas plus.

Ce certificat est retournable à l'Inspecteur des manufactures,.....
d'ici à.....

Soupape de sûreté.....
 Soupape d'arrêt.....
 Manomètre.....
 Robinet d'épreuve.....
 Appareil alimentaire.....
 Soin général.....

Age de la chaudière.....
 Etat de la chaudière.....
 Soupape de vidange.....
 L'indicateur du niveau de l'eau.....
 Remarques :.....

 Honoraire \$......
 Charretier.....
 Passage.....

Inspecteur de C. à vapeur.

Il en donnera deux au patron et gardera le troisième pour lui-même.

28. Toute dispute ou contention entre le propriétaire de chaudières à vapeur et l'inspecteur des chaudières à vapeur sera réglée par l'inspecteur en chef des manufactures; mais on pourra appeler de sa décision au Commissaire des Travaux-Publics.

29. L'inspecteur des chaudières à vapeur devra donner, chaque fois qu'il en sera requis par l'inspecteur en chef des établissements industriels, copie de tous les certificats d'inspection de chaudières qu'il aura délivrés.

30. Nul inspecteur ne pourra donner un certificat s'il est intéressé directement ou indirectement dans la construction ou la vente des chaudières à vapeur à examiner, ou employé pour le patron qui fait inspecter ses chaudières.

31. Sont exceptées de l'application de la loi 57 Vict., ch. 30, relativement à l'inspection des bouilloires et conduites à vapeur et moteurs, toutes les fabriques de beurre et de fromage de la Province.

(Vraie copie)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Cons. Ex.

RÈGLEMENTS
DU
CONSEIL D'HYGIÈNE
RELATIFS
A LA SALUBRITÉ DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 6 juin 1895.

Présent:—Le Lieutenant-Gouverneur, en Conseil :

Il est ordonné que les règlements suivants, relatifs à la salubrité des établissements industriels, préparés par le Conseil d'Hygiène conformément à l'article 3095a des Statuts Refondus de la province de Québec, 1888, tel qu'amendé par la section 9 de l'article 57 Vict., ch. 31, soient approuvés et déclarés obligatoires quinze jours après leur publication dans la *Gazette Officielle*.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS DU CONSEIL D'HYGIÈNE RELATIFS A LA SALUBRITÉ
DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.
(57 Vict., ch. 31.)

1. La définition de plusieurs termes employés dans ces règlements est donnée dans la loi relative aux établissements industriels.

2. Nul établissement industriel ne peut être établi sans une permission préalablement obtenue du conseil municipal.

APPROVISIONNEMENT DE L'EAU POTABLE.

3. L'eau d'alimentation doit être de bonne qualité et satisfaire le médecin hygiéniste.

Est absolument défendue pour la consommation :

(a) L'eau des puits creusés dans les caves ;

(b) L'eau des puits qui se trouvent à moins de vingt pieds d'une habitation, et à moins de quarante d'une étable ou d'une porcherie.

(c) L'eau des puits creusés à moins de cent pieds d'un abattoir, d'une fosse d'aisance, d'un puisard à eaux sales;

(d) L'eau des puits situés à une distance moindre que quatre cents pieds d'un cimetière, à moins que le fond de ces puits ne soit au-dessus du niveau du cimetière, ou à moins qu'il n'y ait, entre ces puits et le cimetière, une ravine, une coulée, un ruisseau ou une rivière dont le fond soit au-dessous du niveau des puits. Dans tous les cas, cette distance ne doit jamais être moindre que cinquante pieds.

Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent ni aux puits artésiens ni aux puits tubés, excepté toutefois dans le cas où le médecin hygiéniste aurait lieu de soupçonner leur pollution.

ÉCLAIRAGE.

4. Lorsque, dans l'opinion du médecin hygiéniste, la lumière solaire ou la lumière artificielle éclaire d'une manière insuffisante le travail qui se fait dans un atelier, usine ou fabrique, le dit médecin peut requérir qu'on augmente, dans la proportion qu'il juge nécessaire, la surface éclairante de cet atelier, usine ou fabrique ou la puissance de son éclairage artificiel.

ESPACE CUBIQUE.

5. Du 1er octobre au 1er mai, chaque ouvrier devra avoir au moins 400 pieds cubes d'air.

AÉRATION ET VENTILATION.

6. Pendant les interruptions de travail pour les repas, les ateliers seront évacués et l'air en sera entièrement renouvelé par l'ouverture des fenêtres. L'air sera aussi entièrement renouvelé le soir après le travail fini, ou le matin avant l'ouverture de l'atelier.

7. Lorsqu'il le croira nécessaire, le médecin hygiéniste pourra prescrire d'office une ventilation artificielle, par propulsion ou par extraction, capable de fournir au moins 1000 pieds cubes d'air neuf par heure pour chaque ouvrier. L'air ainsi introduit ne devra pas être d'une température moindre que soixante degrés Fahrenheit.

PROPERTÉ ET NETTOYAGE.

8. Tout chef d'établissement ne doit tolérer, à l'intérieur ou autour de son usine ou fabrique ou dépendances, aucune accumulation de matières animales ou végétales de rebut ou en décomposition.

9. Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable, à la satisfaction du médecin hygiéniste. Les murs seront recouverts d'un enduit imperméable de silicate, de stuc ou de peinture à base de zinc.

10. Les résidus putrescibles non utilisés ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure et déposés dans des vases clos jusqu'à ce qu'ils soient brûlés ou enterrés.

11. Les murs intérieurs et les plafonds de tout atelier ou fabrique seront blanchis entièrement au lait de chaux une fois par année, à moins qu'ils ne soient peints. Les murs et plafonds peints seront entièrement lavés à l'eau et au savon au moins une fois par année.

12. Le plancher de tout atelier sera au moins balayé après le travail de la journée et les ordures seront sorties de l'atelier. Dans les locaux où l'on travaille des matières putrescibles, un nettoyage à fond, par lavage, se fera au moins une fois par semaine, si le travail est continu, et dans les vingt-quatre heures qui suivent le travail, si celui-ci est intermittent.

POUSSIÈRES, GAZ, VAPEURS, DÉCHETS.

13. Les poussières, les gaz, les vapeurs incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors de l'atelier au fur et à mesure de leur production, à la satisfaction du médecin hygiéniste.

14. Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera installé des hottes avec cheminée d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

15. Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs ou tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des *tambours* en communication avec une ventilation aspirante énergique.

16. Pour les gaz lourds, tels que vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum*; les tablettes, appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

17. La pulvérisation des matières irritantes ou toxiques ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

18. Quand il n'y a que certaines opérations d'une industrie qui sont cause de dégagement de poussières, gaz ou vapeurs, le médecin hygiéniste peut exiger que telles opérations, qu'il désigne, ne se pratiquent que dans des chambres entièrement séparées du reste de l'établissement.

19. Les déchets solides putrescibles qui ne sont pas utilisés par l'industrie seront ou brûlés ou enterrés sous deux pieds de terre à un endroit approuvé par le conseil municipal ou son bureau d'hygiène, mais jamais à moins de deux cents pieds d'un puits ou autre source d'eau potable.

DRAINAGE.

(*Eviders, lavabos, urinoirs, lieux d'aisance, liquides industriels.*)

20. Dans les municipalités où il y a un réseau d'égout, les établissements industriels doivent être reliés à l'égout public, à moins que les eaux résiduaires ne puissent, de l'assentiment du médecin hygiéniste, détériorer les dits égouts, et dans ce dernier cas, les articles 24, 25, 26 de ces règlements s'appliquent à ces établissements industriels déjà construits ou à construire, tout comme s'il n'y avait pas de réseau d'égout municipal.

21. Dans les établissements qui déversent leurs eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé :

(a) Les tuyaux collecteurs de la bâtisse doivent être en fer, en fonte ou en grès vernissé.

(b) Le tuyau de chute doit être en fer ou en fonte, ou au moins en plomb, et être conduit jusqu'au-dessus du faite de la bâtisse.

(c) Des tuyaux mettant les water-closets, les bassins, les évier ou autres réceptacles en communication avec les tuyaux de chute doivent être en fer ou en plomb et il doit y avoir une esse de sûreté tout près de chaque water-closet, bassin, évier ou réceptacle.

(d) Tous les joints doivent être faits de manière que ni eau, ni gaz ne puisse s'en échapper.

(e) Il est interdit de construire en zinc ou en tôle galvanisée le ventilateur de l'esse de sûreté d'un water-closet, d'un évier, bassin ou autre réceptacle.

(f) Les water-closets doivent être placés dans une pièce séparée des locaux où seront employés des ouvriers et doivent communiquer au dehors par un ventilateur.

(g) Le plancher du water-closet doit être rendu imperméable à la satisfaction du médecin hygiéniste.

(h) Le seul water-closet autorisé dans les manufactures qui seront construites à l'avenir est celui connu sous le nom de washout closet (cabinets à chasse d'eau).

(i) Les tuyaux ou autres travaux futurs de plomberie doivent être à découvert.

22. Le médecin hygiéniste peut faire augmenter le nombre des cabinets d'aisance quand il le croit nécessaire.

23. Les canaux de drainage en bois (dalots) venant aboutir à l'intérieur de la bâtisse sont interdits.

24. Dans les municipalités où il n'existe pas de réseau d'égout, le conseil municipal doit, avant de permettre la construction d'un établissement industriel, faire soumettre le projet de drainage du dit établissement industriel au médecin hygiéniste des manufactures du district qui, après s'être consulté avec l'exécutif du Conseil d'hygiène, détermine lequel des procédés suivants : irrigation agricole, décantation, filtrage mécanique, évaporation en chaudières suivi de l'incinération du résidu solide, dénaturation par les agents chimiques, doit être employé par les eaux résiduaires et eaux usées et quel est le genre de latrines à employer.

25. Il est interdit à tout établissement industriel de faire usage de puits perdus ou puisards communiquant avec la nappe d'eau souterraine ou la dépassant.

26. Lorsque le médecin hygiéniste est d'opinion qu'une fosse d'aisance fixe est un danger pour la santé publique, il peut en ordonner la suppression et déterminer le genre de latrines à lui substituer.

TEMPÉRATURE.

27. Du 1er mai au 1er octobre, les bouilloires des fabriques doivent être renfermées dans une chambre entièrement séparée dans laquelle ne peuvent séjourner que l'ingénieur et le chauffeur.

28. A moins que ce ne soit nécessaire au genre d'ouvrage fait dans une manufacture, (et alors même il faudra l'autorisation du médecin hygiéniste), la température des locaux ne doit jamais être moindre que soixante, ni plus de soixante-douze degrés Fahrenheit.

29. Dans les établissements où les travaux nécessitent que l'on y dégage de la vapeur d'eau, la température de l'appartement devra être élevée suivant le degré d'hygrométrie à atteindre dans les proportions indiquées par l'échelle suivante :

Si l'on veut obtenir:	Le thermomètre sec devra marquer :	Le thermomètre humide marquant :
5.1 grains de vapeur par pied cube d'air.....	60 degrés Fahrenheit	58 degrés Fahrenheit.
5.2.....	61.....	59
5.4.....	62.....	60
5.6.....	63.....	61
5.8.....	64.....	62
6.....	65.....	63
6.2.....	66.....	64
6.4.....	67.....	65
6.6.....	68.....	66
6.9.....	69.....	67
7.1.....	70.....	68
7.1.....	71.....	68.5
7.1.....	72.....	69
7.4.....	73.....	70
7.4.....	74.....	70.5
7.65.....	75.....	71.5
7.7.....	76.....	72
8.....	77.....	73
8.....	78.....	73.5
8.25.....	79.....	74.5
8.55.....	80.....	75.5
8.6.....	81.....	76
8.65.....	82.....	76.5
8.85.....	83.....	77.5
8.9.....	84.....	78
9.2.....	85.....	79
9.5.....	86.....	80
9.55.....	87.....	80.5
9.9.....	88.....	81.5
10.25.....	89.....	82.5
10.3.....	90.....	83
10.35.....	91.....	83.5
10.7.....	92.....	84.5
11.....	93.....	85.5
11.1.....	94.....	86
11.5.....	95.....	87

30. Les règlements ci-dessus n'annulent les règlements des conseils municipaux que dans le cas où ces derniers leur sont contradictoires.

31. Tous règlements antérieurs du Conseil d'hygiène, contradictoires aux présents règlements, sont abrogés, en autant qu'ils se rapportent aux établissements industriels.

32. Quand il y a conflit entre le médecin hygiéniste et un chef d'établissement sur un point laissé à la discrétion du premier, il est du devoir du dit médecin hygié-

niste d'en référer au président ou au secrétaire du Conseil d'hygiène avant de prendre action.

33. La procédure à suivre pour les avis, significations, poursuites et autres mesures nécessaires à la mise à exécution de ces règlements, est celle indiquée pour les avis, significations, poursuites et autres mesures visés par la section quatrième du chapitre deuxième du titre septième des Statuts refondus (S. R. P. Q., art. 3095e.)

34. Toute infraction aux règlements ci-dessus rend celui qui en est trouvé coupable passible d'une amende de deux cents piastres au plus, et d'une autre amende n'excédant pas six piastres par jour, pour chaque jour que dure l'infraction, après l'avis donné par le médecin hygiéniste (3095b S. R. P. Q.)

35. Les articles 21a et 21b de ces règlements ne s'appliquent qu'aux établissements industriels à construire. Les établissements industriels actuellement en opération ont, à dater de la promulgation des dits règlements, un délai de un an pour se conformer à l'article 5, et un délai de 6 mois pour les articles 9, 14, 16, 17, 20, 21f, 29, et enfin un délai de 3 mois pour les articles 21c, 21g et 25.

EDIFICES PUBLICS

LÉGISLATION

(57 VICTORIA, CHAPITRE 29)



ANNO QUINQUAGESIMO SEPTIMO

VICTORIÆ REGINÆ

CHAP. XXIX

Loi relative aux édifices publics.

[Sanctionnée le 8 janvier 1894]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section première du chapitre deuxième du titre septième des Statuts refondus est remplacée par la suivante : Section remplacée.

“ SECTION I

“ DE LA SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS.

§ 1. *Dispositions interprétatives et déclaratoires.*

“ 2973. Les mots : “ édifices publics ” signifient et comprennent les églises et chapelles ou les édifices servant comme telles, les séminaires, collèges, couvents et maisons d'école, les hôpitaux et asiles, les hôtels et maisons de pension pouvant recevoir dix pensionnaires et plus, les théâtres et les salles de réunions publiques, de conférences ou d'amusements publics. Interprétation des mots : “ Édifices publics ”;

“ 2974. Les mots : “ propriétaires d'édifices publics ” comprennent les particuliers, compagnies et corporations qui sont propriétaires, locataires ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, de quelqu'un des édifices indiqués dans la définition de l'article précédent, et leurs agents. Propriétaires d'édifices publics.”

§ 2. De l'application de cette loi.

Application
de la loi.

“ **2975.** Sauf les restrictions qu'il plait au lieutenant-gouverneur en conseil de faire dans les règlements qu'il peut édicter en vertu de l'article 2987, tous les édifices publics indiqués dans l'article 2973 sont soumis aux dispositions de la présente loi.

§ 3. De la sécurité dans les édifices publics.

Sécurité dans
les édifices
publics.

“ **2976.** Les édifices publics visés dans l'article 2973 doivent offrir toute la sécurité requise par la présente loi et les règlements faits sous son autorité.

Edifices
actuellement
ouverts.

2. Les édifices publics actuellement ouverts au public, et qui exigeraient des frais trop considérables pour être rendus conformes aux prescriptions requises, doivent cependant l'y être autant que possible, à la satisfaction de l'inspecteur.

Construction
des édifices
et soumission
des plans à
l'architecte.

3. La construction d'un nouvel édifice public doit être faite de façon à écarter dès l'origine les défauts auxquels il serait très difficile de remédier plus tard, et, dans ce but, des plans d'architecte doivent être préalablement soumis à l'inspecteur.

Certificat
requis dans
le cas de
changement
des plans.

4. Lorsqu'il y a des changements importants faits à un édifice public, un certificat d'architecte doit en être fourni à l'inspecteur, constatant la solidité et la sécurité de tel édifice.

Certificat
requis dans
le cas de chan-
gement de
destination.

5. Si un édifice public change de destination de manière à exiger plus de solidité, un certificat d'architecte, constatant telle solidité, doit être donné par le propriétaire à l'inspecteur.

§ 4. Des devoirs des propriétaires d'édifices publics.

Devoirs du pro-
priétaire de :
Transmettre
avis à l'ins-
pecteur cons-
tatant la desti-
nation de
l'édifice, etc.;

“ **2977.** Tout propriétaire d'édifice public doit :

1. Transmettre à l'inspecteur un avis par écrit indiquant son nom, le nom de l'édifice et sa destination, ainsi que le nom de l'endroit où il est situé, dans les trente jours avant l'ouverture au public de tel édifice, s'il est nouvellement construit, et dans les soixante jours de l'entrée en vigueur de la présente section, s'il est actuellement ouvert au public :

Donner avis des
incendies ;

2. Transmettre au dit inspecteur un avis par écrit, informant ce dernier de tout incendie ou accident survenu dans le dit édifice, dans les quarante-huit heures de tout tel incendie ou accident ;

Faciliter
l'inspection ;

3. Fournir à tel inspecteur tous les moyens nécessaires pour faciliter une inspection efficace de l'édifice et de ses dépendances ;

Tenir affiché
un certificat de
l'inspecteur.

4. Si l'édifice est un théâtre ou une salle de conférences ou d'amusements publics, y tenir affiché un certificat d'inspection, signé par l'inspecteur, et l'y maintenir constamment entier et lisible.

§ 5. *De l'inspection des édifices publics.*

" 2978. Les inspecteurs des établissements industriels, nommés en vertu de la section quatrième du présent chapitre, sont chargés d'assurer l'exécution de la présente section et des règlements faits sous son autorité.

Devoirs des inspecteurs d'établissements industriels.

" 2979. Ces inspecteurs ont, *mutatis mutandis*, en ce qui se rapporte à la sécurité dans les édifices publics, les mêmes pouvoirs, et sont soumis aux mêmes obligations, que ceux qui leur sont indiqués dans la dite section quatrième et dans les règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, relativement à la sécurité dans les établissements industriels, en autant qu'ils sont applicables.

Pouvoirs et obligations de ces inspecteurs.

" 2980. Ils ont droit d'assister aux enquêtes faites par les commissaires des incendies de Québec et de Montréal, et de celles faites par les coroners, chaque fois qu'il s'agit d'incendie ou d'accident survenu dans un édifice public, et de questionner les témoins, dans le but de connaître les causes de tel incendie ou accident.

Ils assistent aux enquêtes des commissaires des incendies de Québec et de Montréal.

" 2981. Ils ont droit de faire aux autorités qu'il appartient toutes les suggestions qu'ils croient convenables, dans l'intérêt de la sécurité dans les édifices publics.

Ils font des observations aux autorités.

" 2982. Ils doivent faire publier dans la *Gazette Officielle de Québec* les prescription de la loi et des règlements qu'ils croient nécessaire de faire connaître plus spécialement au public, et y faire aussi publier leur adresse.

Ils publient la loi et les règlements, etc., dans la *Gazette Officielle*.

§ 6. *Des contraventions et pénalités.*

" 2983. Les propriétaires d'édifices publics qui contreviennent aux prescriptions de la loi et des règlements faits sous l'autorité d'icelle, sont passibles d'une amende n'excédant pas cinquante piastres et des frais.

Pénalités pour infractions à cette section et aux règlements.

2. Les titulaires, marguilliers ou syndics, propriétaires d'églises ou d'édifices servant d'églises, en vertu de la section première du chapitre troisième du titre neuvième des présents Statuts, concernant les terrains possédés par des congrégations religieuses, et tous autres possédant des églises ou édifices servant d'églises en vertu de toute autre loi, sont soumis aux dispositions de la présente section,—et, dans le cas de contraventions, sont séparément passibles des pénalités édictées dans le paragraphe précédent.

Application de la section aux marguilliers, etc., et pénalités pour infraction.

" 2984. Tout propriétaire de théâtre ou de salle de réunions publiques, de conférences ou d'amusements publics, qui, sans le certificat requis d'inspection, laisse cet édifice ouvert au public, est passible, outre l'amende indiquée dans l'article précédent, d'une pénalité n'excédant pas cinquante piastres et des frais pour chaque jour que tel édifice reste ainsi ouvert.

Pénalité additionnelle pour chaque jour que dure la contravention.

2. Sur rapport de l'inspecteur, le commissaire des travaux publics peut ordonner à ce propriétaire de fermer les portes de tel édifice tant qu'il ne s'est pas procuré le certificat requis.

Fermeture des édifices par ordre du commissaire.

Cet ordre peut être mis à exécution par tout homme de la police municipale ou provinciale, ou un constable de la paix, soit en empêchant le public d'y entrer, soit en faisant vider les lieux. Exécution de l'ordre.

§ 7. *De la juridiction de certains tribunaux et de la procédure.*

"2985. Toutes les poursuites en vertu de la présente section sont intentées par l'inspecteur, devant le juge des sessions ou le magistrat de police dans les cités de Québec et de Montréal, et devant le magistrat de district ou un juge de paix du lieu où la contravention a été commise dans toute autre partie de la province. Poursuite en vertu de la présente section.

2. La procédure suivie dans telles poursuites est celle prescrite pour les convictions sommaires, par le Code criminel, 1892. Lois régissant ces poursuites.

3. Aucune poursuite ne peut être intentée pour infraction à la loi ni aux règlements, à l'expiration de soixante jours après que cette infraction est venue à la connaissance de l'inspecteur. Prescription des actions.

§ 8. *De l'emploi des amendes.*

"2986. Les amendes imposées en vertu de la présente section doivent être payées au trésorier de la province pour les besoins publics. Emploi des amendes.

§ 9. *Des règlements d'administration publique.*

"2987. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements, formuler des prescriptions relatives aux édifices visés dans l'article 2973, se rapportant, entre autres matières, aux suivantes : Règlements faits par le lieutenant-gouv. relatifs aux :

(a) La construction des édifices publics et leur solidité, pour assurer la sécurité de ceux qui les habitent ou les fréquentent ; Construction et solidité des édifices ;

(b) Les précautions à prendre contre les incendies, principalement en ce qui concerne les portes et les fenêtres, les escaliers, les issues de sauvetage, les appareils d'extinction et de sauvetage, les ascenseurs et leurs appareils de protection. Précautions contre les incendies.

2. Rien, dans le présent article, ne doit cependant préjudicier aux pouvoirs que les conseils municipaux possèdent de faire des règlements concernant la sécurité publique, ni à celui qu'ont les commissaires nommés en vertu de la loi relative à l'érection et à la division des paroisses, d'en faire concernant le même sujet, en ce qui concerne les églises et autres édifices destinés au culte religieux ; pourvu que ces règlements soient semblables ou équivalents à ceux qui sont faits en vertu de la présente section. Proviso quant au pouvoir des conseils municipaux de faire des règlements.

2. La présente loi n'affectera point les règles et règlements, matières ou choses faites en vertu de la loi que la présente remplace, lesquels resteront en vigueur, tant qu'il n'en sera pas décidé autrement en vertu de la présente loi. Règlements existant non affectés.

RÈGLEMENTS

CONCERNANT LES ÉDIFICES PUBLICS

DANS LA

PROVINCE DE QUÉBEC

Approuvés par le Lieutenant Gouverneur en Conseil, sous l'autorité de
l'acte 57 Vict., chap. 29, le 27 mars 1895.

INSTALLATION ET ENTRETIEN DES ÉDIFICES PUBLICS EN GÉNÉRAL.

1. Les édifices publics, avec tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la vie des personnes qui les fréquentent soit efficacement protégée contre les accidents.

2. Ils doivent être pourvus de tous les moyens nécessaires pour permettre aux occupants ou au public de sortir promptement et facilement dans le cas d'une alarme de feu ou d'une panique.

3. Si l'inspecteur constate qu'en raison du manque de résistance ou de solidité d'un édifice ou d'une partie d'icelui, il y a danger d'éroulement, il doit sur le champ ordonner l'évacuation immédiate et complète du dit édifice ou de partie d'icelui, suivant le cas.

4. Les échafauds érigés pour la réparation ou l'ornementation des différentes pièces des édifices publics, ou pour autres travaux, doivent être construits solidement et en bons matériaux ; les plates-formes doivent avoir une largeur suffisante et être installées de manière à permettre aux ouvriers de travailler avec sécurité.

PORTES, ALLÉES, ESCALIERS, ETC.

5. Toutes les portes d'issue doivent s'ouvrir sur le sens de la sortie, et rester libres pendant toute la durée des assemblées, classes, représentations, services religieux, etc. Elles doivent fermer au moyen de poids ou de ressorts, mais non de clanches.

6. La largeur des allées et passages doit être calculée d'après le nombre des places destinées aux occupants, soit dix-huit pouces de largeur par cent occupants ; mais en aucun cas il ne sera permis de faire une allée de moins de deux pieds six pouces dans sa partie la plus étroite.

La largeur des couloirs, passages, vestibules et issues sera calculée de la même manière. Exception, cependant, est faite pour les corridors, lesquels ne doivent pas avoir moins de cinq pieds de large, et pour les portes, dont la largeur *minima* doit être de trois pieds.

7. Les escaliers doivent être maintenus en bon état et munis d'une rampe, et même de deux rampes lorsque la chose est nécessaire.

8. Les escaliers contiguës aux fenêtres doivent être munis de barreaux de trois pieds de hauteur, lorsque la partie inférieure de l'ouverture ne se trouve pas à cette hauteur au-dessus des marches.

9. Les escaliers de l'intérieur ne doivent pas avoir moins de quatre pieds de largeur et pas plus de douze pieds entre chaque palier, et devront, dans tous les cas, être assez larges et assez nombreux pour permettre l'évacuation immédiate et facile de l'édifice.

10. Les passages, allées, escaliers, etc., doivent être libres de tout objet pouvant obstruer la circulation.

ÉCLAIRAGE.

11. Les édifices, escaliers, passages, ascenseurs et issues de sauvetage doivent être éclairés; les appareils d'éclairage doivent être placés à une hauteur telle qu'ils ne puissent ni être endommagés, ni gêner ou brûler les personnes.

ASCENSEURS.

12. Les ascenseurs seront disposés de manière à ce que les puits puissent être complètement fermés. La fermeture du puits, à chacune de ses entrées, devra s'effectuer automatiquement.

13. Les ouvertures des ascenseurs doivent être pourvues d'appareils protecteurs, et être constamment fermées, excepté quand des personnes dûment autorisées par le propriétaire auront à faire fonctionner l'appareil.

14. Tout employé chargé de conduire un ascenseur ne doit pas être âgé de moins de dix-huit ans.

15. Les portes des ascenseurs ne doivent s'ouvrir que par l'intérieur.

16. Les caisses d'ascenseurs, qu'elles servent aux marchandises ou aux personnes, doivent être pourvues d'un appareil automatique convenable, approuvé par l'inspecteur, au moyen duquel elles puissent être maintenues en arrêt en cas d'accident.

17. Si l'inspecteur constate quelque défectuosité, soit aux cables, moteur, ou à toute autre partie de l'ascenseur pouvant causer quelque accident, il peut en suspendre l'usage jusqu'à ce que tel défaut soit réparé; le propriétaire doit donner avis à l'inspecteur quand les réparations sont terminées.

18. Les chaînes et cables des machines et monte-charges doivent être soumis à des vérifications périodiques.

19. Une vérification des diverses parties de chaque monte-charge doit avoir lieu environ tous les six mois.

20. Le fonctionnement des ascenseurs ou monte-charges peut même être arrêté par l'inspecteur si les conditions nécessaires de sécurité n'existent pas.

21. A l'avenir, dans toute nouvelle construction ou édifice, les murs des puits des ascenseurs devront être faits en brique ou de toute autre matière incombustible, et devront s'élever à la hauteur de six pieds au-dessus du toit.

PRÉCAUTIONS CONTRE L'INCENDIE.

22. Il est défendu de fumer dans tout édifice public, excepté dans la salle qui serait affectée à cet usage.

23. Le propriétaire doit faire tous les arrangements intérieurs et se munir des appareils jugés nécessaires contre les incendies, pour assurer la sécurité de ceux qui pourraient visiter, fréquenter ou habiter tel édifice.

24. L'inspecteur devra s'assurer que les calorifères, tuyaux, cheminées, dépôts de poudre ou toutes autres matières explosibles, dépôts de cendre, etc., n'offrent rien de dangereux pour la vie des personnes, et il pourra exiger du propriétaire de chaque édifice ou établissement un certificat à cet effet émanant d'un architecte ou d'une autre personne compétente, selon le cas.

25. Lorsque le propriétaire d'un édifice y fera usage d'une chaudière à vapeur dont la pression excèdera six livres, il devra fournir, chaque année, à l'inspecteur des édifices publics, un certificat d'un inspecteur spécial établissant le bon état de telle chaudière à vapeur et des moteurs et conduites-vapeur qui en dépendent.

26. Aucune chaudière à vapeur d'une pression de plus de six livres ne sera placée à l'avenir, dans un édifice public, sans l'autorisation de l'inspecteur; et il sera du devoir de celui-ci de voir à ce que l'installation de telle chaudière à vapeur soit faite dans de bonnes conditions, quant à la sécurité, et de manière à en rendre l'inspection facile.

PRÉCAUTIONS EN CAS D'INCENDIE OU DE PANIQUE.

27. Des escaliers et des issues doivent faciliter la sortie du personnel en cas d'incendie ou de panique.

28. Pour faciliter l'évacuation immédiate de l'établissement, une hache, ou un autre outil, sera placée à proximité de ces issues.

29. Les édifices à deux étages ou plus, occupés au-dessus du premier étage, à moins qu'ils ne soient munis d'un nombre suffisant d'escaliers placés dans des tours, doivent être suffisamment pourvus d'issues et d'escaliers de sauvetage.

30. Ces issues doivent consister en portes ou fenêtres communiquant à des galeries ou balcons placés en dehors de l'édifice, dont une partie au moins ne doit pas être construite immédiatement au-dessus d'une ouverture d'un étage inférieur.

L'angle des escaliers ne doit pas être moindre que de $22\frac{1}{2}$ degrés.

Les balcons, galeries, échelles et escaliers doivent être construits en fer, et ces derniers doivent descendre jusqu'au sol. Cependant la base de ces escaliers pourra être mobile.

Ces balcons, galeries et escaliers seront construits aux endroits et de la manière désignés par l'inspecteur.

31. Dans le cas d'édifices à toits plats, une échelle en fer, de la largeur de 24 pouces, devra communiquer du balcon le plus élevé au sommet du bâtiment, et excéder le toit d'environ 24 pouces.

32. L'inspecteur peut exiger l'adoption d'appareils de sauvetage spéciaux, lorsque la situation particulière du local ou le nombre des personnes le rendent nécessaires.

33. Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur des escaliers de sauvetage sont à plus de trois pieds de hauteur du plancher, on devra établir des gradins pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.

THÉÂTRES ET SALLES DE CONFÉRENCES OU D'AMUSEMENTS PUBLICS.

34. Le certificat prescrit par l'article 2977 des S. R. P. Q., tel qu'amendé par l'acte 57 Vict., chap. 29, devra indiquer le nombre de personnes que peut contenir tout théâtre, salle de conférences ou salle d'amusements.

35. Ce nombre sera déterminé par la quantité et la dimension des issues et par la largeur des passages et des allées, et il ne sera pas permis de laisser entrer des spectateurs ou auditeurs en nombre plus élevé que le chiffre indiqué aux certificats.

36. Ce certificat sera affiché dans l'endroit désigné par l'inspecteur, et nul ne devra le changer de place sans sa permission. Cet affichage pourra être fait en double ou plus, selon le cas.

37. Il est défendu de placer aucune chaise, pliant, banc ou autre siège quelconque, de manière à gêner en aucune façon la circulation dans aucun passage, aile, escalier ou allée, durant le temps de la représentation, conférence ou réunion. Il n'est pas non plus permis de s'y tenir debout, ni d'obstruer les issues.

38. Les jeux d'acrobates ne sont pas permis au-dessus de l'enceinte réservée au public, à moins qu'un filet suspendu ne soit installé à une distance convenable de la tête des spectateurs.

39. Au-dessus de chaque porte ou issue conduisant à l'extérieur, il devra y avoir une affiche portant en gros caractères le mot " SORTIE " ou " EXIT " avec lumière suffisante pour être lue facilement.

40. A l'avenir, dans tout théâtre qui sera ouvert au public, il sera installé un rideau incombustible en outre du rideau ordinaire.

41. Les galeries, ponts, escaliers, au-dessus des coulisses ou de la scène, doivent être construits en matières incombustibles. Les constructions actuelles qui sont en bois doivent être reconvertes de peinture à l'épreuve du feu.

42. La boutique du machiniste (ou l'atelier du décorateur) doit être séparée de l'édifice principal par une porte incombustible, qui doit être tenue fermée pendant le spectacle; il ne sera pas permis d'y accumuler des matières inflammables.

43. Les escaliers, passages, couloirs et allées doivent être éclairés d'une manière suffisante jusqu'à ce que le spectacle soit terminé et que le public soit entièrement sorti.

44. Si l'éclairage se fait autrement qu'à l'électricité, les lumières placées dans les coulisses, sur le parquet de la scène, rampes, etc., doivent être entourées d'un manchon en fer métallique.

45. L'inspecteur pourra exiger que, dans les théâtres, salles de conférences ou d'amusements publics de grande dimension, on emploie un ou plusieurs gardiens dont le devoir spécial sera de prendre charge des boyaux et autres appareils contre l'incendie dans l'édifice, et de voir à ce que ces appareils soient toujours maintenus en bon état et prêts à fonctionner.

46. Ces gardiens devront être constamment présents durant les représentations, conférences ou réunions, et prêts à faire fonctionner immédiatement les dits appareils à la première alarme. Ils doivent être en uniforme, se tenir à leur poste pendant toute la durée du spectacle ou de la réunion, connaître parfaitement le manie-ment des appareils confiés à leurs soins, les issues de l'édifice et les moyens de sauvetage.

HOTELS ET MAISONS DE PENSIONS.

47. L'inspecteur pourra exiger que, dans tout hôtel ou maison de pension où il y aura cent chambres occupées, il y ait un gardien pour en prendre soin toute la nuit.

48. Les passages et escaliers doivent être éclairés pendant toute la nuit. Les lampes indiquant les issues de sauvetage devront avoir une marque particulière.

49. Dans chaque chambre, le propriétaire doit faire afficher un avis, en français et en anglais, contenant les informations nécessaires pour permettre aux occupants de se diriger vers les issues supplémentaires et de faire usage des extincteurs et des appareils de sauvetage.

50. Il devra y avoir un fort timbre ou autre appareil d'alarme pour réveiller les occupants, la nuit, en cas de danger.

MAISONS D'ÉDUCATION, HOPITAUX ET ASILES.

51. Il est du devoir du directeur de tout collège, séminaire, école, couvent, hôpital ou asile, d'instruire, autant que possible, les élèves ou autres occupants sur ce qu'il y a à faire en cas de feu, et de leur montrer la manière de se servir des appareils de sauvetage ou d'extinction.

52. Le Commissaire des Travaux Public désignera ceux des inspecteurs qui devront s'assurer de la mise à exécution de la loi et des présents règlements dans les communautés religieuses ; et il leur donnera des instructions à cet effet.

53. L'inspecteur doit avoir entrée libre dans les édifices à toute heure raisonnable du jour et de la nuit, pour l'accomplissement de ses devoirs.

54. Il a le droit d'exiger la production des certificats ou autres documents requis par la loi et les présents règlements, ainsi que tous les renseignements qu'il juge nécessaires.

55. S'il a raison de craindre d'être molesté dans l'exécution de ses devoirs, il a le droit de se faire accompagner, dans chaque cas, par un constable.

(Toutes contraventions aux règlements ci-dessus sont punissables selon les termes de la loi 57 Vict., chap. 29, art. 2983 S. R. P. Q. et autres.)

Vraie copie.

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

1815

Greffier du Conseil Exécutif.

QUATRIÈME RAPPORT ANNUEL
DE M. JOSEPH LESSARD,

Président du Bureau des Inspecteurs des Edifices publics et des Etablissements industriels.

Montréal, 30 juillet 1896.

A L'HONORABLE E.-J. FLYNN,

*Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics
de la Province de Québec.*

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser mon rapport annuel sur l'inspection des édifices publics et des établissements industriels de la province de Québec.

Comme cette année la remise de ce rapport est en avance de deux mois sur la date habituelle, l'exercice ne comprendra donc que dix mois. Mais les conséquences que nous pourrions déduire des faits n'en seront pas moins instructives et de nature à nous faire constater les améliorations réalisées, puis à nous montrer celles que nous devons nous efforcer d'obtenir.

D'autre part, les rapports personnels de mes collègues, qui vous sont communiqués en même temps que celui-ci, me dispenseront de descendre trop dans les détails, et me permettront d'examiner dans des considérations d'ensemble les résultats acquis durant l'exercice écoulé.

Nous respecterons l'ordre de subdivision antérieurement adopté en nous occupant successivement :

(A) des édifices publics.

(B) des établissements industriels.

Un troisième paragraphe (C), sous la rubrique : "Demandes," résumera les modifications ou amendements qui nous semblent constituer un progrès et qui pourraient être obtenus à la faveur d'une loi ou de règlements approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

§ A.—EDIFICES PUBLICS.

De l'ensemble des inspections, il résulte une sensible amélioration à l'égard des années précédentes. Les observations, présentées sous forme d'avis ou de conseils, sont, d'une manière générale, acceptées avec faveur par les intéressés, et les modifications réclamées par nous sont presque toujours et partout, à d'assez rares exceptions près, promptement exécutées. Comme conséquence, nous n'avons cette année dans cette classe aucun accident à signaler, contre deux qui figuraient au rapport de l'an dernier.

Communautés.—Les communautés se sont, pour la plupart, empressées de suivre les prescriptions que nous leur avons indiquées dans nos visites. Nous devons, en particulier, une mention très-flatteuse à l'égard des religieuses de l'Asile St-Jean de Dieu de la Longue-Pointe.

Cet établissement mérite à tous les titres nos éloges pour la façon dont il est dirigé, et pour l'admirable dévouement dont les malades sont l'objet. Aussitôt notre première visite, ces dames se sont empressées de mettre à exécution les prescriptions qui leur ont été communiquées. Echelles et escaliers de sauvetage, extincteurs automatiques à jet, en nombre largement suffisant, répondent aux premiers besoins et assurent les premiers secours contre tout événement. D'autre part, la discipline est parfaite, ce qui est de première nécessité dans un sauve-qui-peut ; et nous avons pu constater par nous-même, ayant été témoin des faits, combien le malade obéit plus vite et plus volontiers à une Sœur qu'aux gardiens hommes. Par les hommes il faut utiliser la force brutale ; par les Sœurs, la volonté douce suffit presque toujours pour avoir raison des plus récalcitrants.

Inutile d'ajouter que les soins matériels ne le cèdent en rien aux soins physiques et moraux, ce que nous avons été heureux de constater aussi.

Externats.—Parmi les établissements qui ont fait des résistances pour adopter les améliorations que nous leur avons suggérées, il faut noter les externats. C'est toujours difficile à obtenir ; mais il y a amélioration. Comme si la vie de milliers d'enfants ne valait pas les quelques cents piastres que coûtent des échelles de fer et des extincteurs ! Les difficultés sont plus particulièrement soulevées par les institutions placées sous l'administration des Commissaires d'Écoles. Je suis néanmoins arrivé, par la persuasion, à faire comprendre combien l'intérêt même des opposants était menacé en refusant d'exécuter la lettre de la loi. Une preuve du succès se trouve dans les remerciements ultérieurs que plusieurs des anciens récalcitrants nous ont adressés lorsqu'ils eurent reconnu leurs torts.

Généralement les externats sont très mal construits, mal conçus, de disposition mauvaise, et privés de tout moyen de secours. Et si quelqu'un refuse toute amélioration, on est bien sûr, comme nous l'avons déjà dit en maintes occasions, de rencontrer quelque commissaire d'école de ville ou de paroisse.

Comme moyen pratique de sauvetage, nous plaçons, en première ligne, les échelles de fer et escaliers. C'est grâce à de semblables dispositions si, dans un incendie encore assez récent à Chicago, 1150 femmes qui travaillaient à un huitième étage furent sauvées d'une mort inévitable.

Comme moyen préventif, parallèle au premier, nous recommandons les extincteurs automatiques avant les "hoses" et "babcocks." Les extincteurs automatiques à jet ont fait leurs preuves. Et à la liste publiée l'an dernier, nous pouvons ajouter les attestations des personnes suivantes relevées pour l'année 1896 :

Madame Labelle, pont du Sault.

L. Couët, à Roberval.

Communauté des Saints Noms de Jésus et Marie.

Sœur Marie-Léontine, économe, Hochelaga.
 P. Plante, J. M. J., Eglise de l'Immaculée Conception, Montréal.
 Dame H. Lamoureux, Montréal.
 Madame J.-B. Péloquin, Sault-au-Récollet (3 fois).
 Dame Labelle, Montréal.
 Arthur Forest, St-Roch de l'Achigan.
 F.-X. Dubuc, Montréal.
 Madame G. Cyr, Montréal.
 M. de Sola, Montréal.
 P. Brunet, pharmacien, Québec.
 J.-J.-G.-L. Forbes, prêtre-missionnaire, Caughnawaga.
 J.-S.-P. Guy, fils, Montréal.
 A.-J. Wight, St-Jean, Que.
 G.-M. Le Pailleur, prêtre-curé, Maisonneuve.
 A.-L. Jarvis, Montréal.
 M. McCormick, confiseur, Toronto.
 Renaud, King & Paterson, Montréal.
 W. Pagnuelo, avocat, Montréal.
 Dame Bisaillon.

Il est bon de signaler aussi, quant à l'emploi des extincteurs, que leur rôle est d'autant plus efficace qu'ils se trouvent plus à portée de l'endroit où se déclare l'incendie. Cette remarque n'est pas due à des considérations hypothétiques, mais résulte d'une série d'enquêtes sur affidavit qui constatent précisément que le succès des extincteurs est dû à leur proximité du lieu de l'accident. Vouloir réduire ou limiter leur nombre dans certains cas serait donc s'exposer à diminuer l'efficacité que les témoignages ci-dessus ont reconnue à cet appareil. (Consulter à ce sujet, en tant que de besoin, les lettres et copies d'enquêtes envoyées au Gouvernement au courant de la présente année, notamment le 8 février 1896).

Autres édifices et églises.—Parmi les édifices où des dispositions défectueuses exposent journellement la vie de plusieurs milliers de personnes, et contre lesquels nous ne pouvons rien, puisque la loi ne les place pas encore sous notre contrôle, il faut signaler tout particulièrement les entrepôts ou magasins de marchands en gros, les bureaux de chemins de fer, les grands magasins tels que chez Carsley, Murphy, et autres, toutes les bâtisses des compagnies d'assurance et entreprises similaires où le groupement d'un grand nombre de chambres louées dans un but de spéculation pour servir d'offices ou bureaux, est une cause certaine de catastrophe dans le cas où des paniques ou incendies se déclareraient dans les étages inférieurs. Aussi, nous considérons comme une nécessité d'étendre à ces établissements l'action de la loi. A notre connaissance les constructions visées n'ont, comme moyen d'évacuation, que des escaliers intérieurs et des élévateurs qui, à la moindre conflagration, transformés en cheminées d'appel, barreraient la route au personnel qui s'y trouverait à l'instant de l'accident.

C'est un point que nous avons signalé dans notre rapport de l'an dernier, et sur lequel nous insistons de nouveau.

Quant aux églises, elles sont, en général, mal disposées pour un sauvetage et d'un aménagement absolument contraire à la sécurité des fidèles. Ce sont surtout les jubés qui, à ce point de vue, réunissent les plus graves inconvénients. Des escaliers insuffisants et étroits, difficiles d'accès, et dans lesquels, le cas échéant, viendraient s'entasser des victimes en nombre considérable, voilà ce que nous rencontrons couramment. Nous demandons bien des réformes pour les édifices existants ; mais sans faire preuve d'un mauvais vouloir absolu, on nous oppose une lenteur, une inertie dangereuses ; et ce n'est qu'après de fréquents retours à l'assaut de la même résistance que nous gagnons finalement quelque chose de notre procès. C'est profondément regrettable.

Il n'en est pas de même pour les constructions d'églises en projet ou en cours. Là nous n'acceptons les plans que lorsque l'on s'est conformé, ou sous promesse de se conformer strictement aux exigences de la loi. C'est donc petit à petit que nous ferons disparaître les vices des anciennes constructions, et que nous arriverons à réaliser les plus avantageuses conditions pour la sécurité du public.

Hôtels et maisons de pension.—Là encore, il serait bon d'étendre l'action de la loi. En effet les maisons de pension qui comptent moins de dix pensionnaires échappent à notre contrôle. C'est d'autant plus regrettable que ceux de ces établissements dont le nombre des habitués est restreint sont généralement ceux où l'on met le moins en pratique les règles d'une prudente sécurité. C'est dans un établissement de ce genre, à St-Hyacinthe (maison de pension Lapierre) que deux femmes ont perdu la vie pendant un incendie, au cours de l'an dernier.

Il y aurait donc tout à gagner en plaçant cette catégorie d'établissement sous la surveillance des inspecteurs.

§ B.—ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

Les améliorations que nous avons signalées dans notre rapport de l'an dernier n'ont cessé de s'accroître, ainsi que nous ont permis de le constater les nombreuses inspections faites au cours de l'exercice.

Chaudières.—Cette section de notre travail d'inspection, l'une des plus importantes, attire journellement notre vigilante attention. Il est bien vrai qu'il y a amélioration ; mais ce que nous voudrions surtout réaliser, c'est d'éviter toutes les chances possibles d'explosion, tout au moins de les réduire à leur plus strict minimum.

Notre rapport de l'an dernier signalait jusqu'où peut aller l'ignorance de certains ouvriers qui s'intitulent chauffeurs-mécaniciens, et nous avons toujours appelé l'attention des pouvoirs publics sur les deux points suivants :

I. Nécessité d'établir des examens spéciaux, et délivrance d'un diplôme *ad hoc* à ceux qui aspirent à conduire une chaudière ou un engin quelconque. Et qu'à la suite de ses examens sérieusement passés, et devant un bureau d'examineurs d'un mérite et d'une science reconnus, l'on ne délivre les diplômes qu'au seul savoir et non par complaisance ou favoritisme.

II. Nécessité de créer sous le contrôle du Gouvernement une école spéciale d'arts et métiers où se formeraient durant deux ou trois ans des jeunes gens aptes à devenir par la suite d'excellents contre-maîtres ou des premiers ouvriers de haute valeur. Sur ce point nous n'avons qu'à prendre dans l'expérience des pays industriels par excellence comme l'Angleterre, la France, la Belgique où des établissements de ce genre façonnent tous les ans des jeunes gens qui deviennent pour les chefs d'industries des collaborateurs intelligents et d'un grand sens pratique. Cette génération, que nous voudrions voir s'élever au Canada, assurerait pour notre industrie une pépinière d'artisans de mérite qui la rendraient rapidement l'égale de celle des pays que nous signalons plus haut.

Je suis d'autant plus fondé dans cette dernière idée que j'ai eu personnellement l'occasion de voir tout le profit que l'on tirerait de cette création. Comme Président Honoraire de l'Association des Ingénieurs Mécaniciens de la Province de Québec, j'ai bien souvent suivi les conférences données cet hiver au Monument National par M. H. Bonnin, ingénieur-mécanicien, professeur à l'Ecole Polytechnique de Montréal, et j'ai pu constater de sérieux progrès dans les examens subséquents passés par les aspirants ingénieurs de chaudières qui avaient suivi régulièrement les cours de mécanique appliquée. A mon sens, et en attendant mieux, le Gouvernement accomplirait un acte des plus louables en faveur des ouvriers mécaniciens et chauffeurs mécaniciens, en encourageant par des subventions les cours ainsi vulgarisés, en développant même cette institution qui a produit d'aussi heureux fruits.

De la division en districts, et de la nécessité de faire rentrer les beurreries et fromageries dans la loi commune. — Pour être efficace, l'inspection des chaudières doit s'étendre à toutes les industries, sans exception, qui utilisent la vapeur sous pression comme pouvoir moteur.

Tout d'abord donc un état statistique et un classement par catégories s'impose. C'est jusqu'à présent un travail qui nous manque, une véritable mine à renseignements qui nous fait défaut, et dont les modestes ressources mises à notre disposition continueront à nous priver si le Gouvernement ne vient, par une prochaine décision, ordonner l'amélioration que nous avons bien des fois réclamée. On pourrait utiliser pour ce travail, afin de réduire les frais, les secrétaires des municipalités, qui n'auraient qu'à remplir des imprimés délivrés par le bureau des inspecteurs de la province.

Nous disons de plus que toutes les chaudières à vapeur devraient relever expressément de ce service d'inspection réorganisé.

On ne conçoit pas bien en effet que les beurreries et fromageries, distraites de la liste par l'ordre en conseil passé le 19 juillet 1894, soient ainsi soustraites à l'application de la loi 57 Vict., ch. 30, relative à l'inspection des chaudières à vapeur et moteurs. D'autant plus que ces établissements, utilisant souvent pour ingénieurs-chauffeurs et pour mécaniciens les mêmes ouvriers, plus au courant des travaux de la culture que du soin de la conduite des machines, sont bien plus exposés que les autres aux catastrophes d'explosions.

Le remaniement d'inspections en question entraînant la création de nouveaux

districts, par suite de la multiplicité des usines à verser dans la même surveillance, amènerait forcément l'augmentation du personnel inspecteur. Cette augmentation, à laquelle viendrait s'adjoindre la récente nomination de deux inspectrices pour le travail des femmes, exigerait l'ouverture d'un crédit que nous estimons au chiffre de \$15,000. Il faudrait de plus en effet compter sur un ou deux employés sédentaires aux bureaux de Montréal pour expédier les travaux courants et de correspondance pendant les absences des inspecteurs. Des laissez-passer ou cartes de circulation sur les lignes de chemins de fer et de bateaux rendraient plus faciles et plus fréquentes les visites d'usines pour le plus grand profit des travailleurs et des patrons.

Hygiène publique, fumivore.—Voici une question sur laquelle plus d'une fois déjà notre attention a été attirée. Il est regrettable de voir en effet qu'à Montréal, où l'agglomération s'étend de plus en plus, des industriels, peu soucieux de leurs intérêts, et méconnaissant les règlements d'hygiène publique, déversent dans l'atmosphère d'énormes quantités de fumée. C'est à ce point que durant les jours de chaleur que nous traversons, les bureaux, magasins, habitations particulières, écoles, hôpitaux, sont au voisinage de telles usines obligés de fermer leurs fenêtres pour ne pas voir la fumée faire irruption chez eux. En somme, le rayon d'action néfaste de ces établissements devient littéralement inhabitable. Jusqu'à présent, la difficulté de se procurer un bon foyer fumivore, simple et robuste, tout à la fois, a été pour ainsi dire un empêchement à l'application stricte des règlements de la corporation. Mais une invention canadienne récente, le "Foyer fumivore Lamoureux," semble parer à ce grave inconvénient de la production exagérée de fumée.

Il résulte en effet d'essais récents dont les résultats nous ont été communiqués, que par l'emploi de ce foyer, non seulement l'industriel ne produit plus de fumée, mais réalise une double économie : 1o, par l'économie de combustible qui va jusque 25 par cent, et 2o, par l'excès de production de vapeur qui va jusque 33 par cent. D'autres essais actuellement en cours vont nous éclairer complètement à ce sujet. Nous les suivrons avec intérêt; car nous ne pouvons que souhaiter de voir se réaliser les espérances qu'ont fait naître les premiers résultats. Il serait bon alors de rappeler les industriels au respect des règlements en les obligeant à brûler complètement leur fumée, n'ayant plus la moindre raison à nous donner contre cette obligation.

Age des enfants employés dans les manufactures.—Il serait à désirer que cet âge fût reculé à 14 ans pour les garçons et au-delà pour les filles. Nous avons pu constater, à notre grand regret, toutes les difficultés qui résultent de l'inobservance de la loi actuelle, et les graves inconvénients que la limite de 12 ans occasionne parmi la classe ouvrière. En effet, des parents, pressés de profiter de leurs enfants, les retirent des écoles sans qu'ils y aient rien appris; et l'on envoie à l'usine des apprentis dans l'enfance qui ne savent même pas lire. Le prétexte n'existant plus, puisque la loi portera la limite d'âge à 14 ans, les enfants bénéficieront de deux années qu'ils passeront de plus en classe pour leur plus grand avantage. Ils auront du moins des chances de savoir lire et de n'être plus des ouvriers ignorants comme on n'en rencontre que trop.

Grèves.—Cette année, la sagesse des ouvriers et leur organisation syndicale, jointes à la prudence des patrons, nous ont évité les ennuis qui accompagnent toujours les grèves partielles ou totales. Nous pouvons en féliciter les uns et les autres.

Travail supplémentaire.—Le nombre de demandes d'autorisation pour travail supplémentaire est presque nul.

"Sweating system."—Au tableau que nous avons fait dans notre rapport de l'an dernier et que nous pourrions reproduire en entier parce que la situation n'est pas changée, vient s'ajouter la remarque suivante :

Le Gouvernement fédéral, à qui la chose avait été soumise, ordonna une enquête sur les faits articulés. Cette enquête a été confiée à une personne qui mit, paraît-il, quinze jours à parcourir tout le pays, y compris Montréal et Québec, mais dont aucun de nous n'a reçu la visite pour communication d'informations ou de renseignements d'aucune sorte. Cette personne a déclaré n'avoir rien découvert dans son inspection. C'est par des extraits de son rapport publiés par les journaux que nous avons appris ces faits. Or, nous sommes tellement sûrs de nos renseignements que nous pouvons faire connaître les fauteurs de ce système d'exploitation que nous dénonçons comme abusif, et contre lequel nous continuerons à nous élever, car nous le considérons comme une honte pour les pays où il s'infiltré.

Accidents dus aux machines.—Explosions.—Le nombre d'accidents dus aux machines et survenus dans le district de Montréal au cours de l'exercice est en augmentation sur l'an dernier.

Nous en comptons 115, dont 10 ont entraîné des pertes de vies. Tous ces accidents, dus à des causes variables, ont été l'objet d'enquêtes qui ont établi les responsabilités. Quant aux explosions de chaudières, nous n'en avons aucune à enregistrer.

Mais nous mentionnerons ici deux accidents à dégâts purement matériels que nous aurions pu ranger dans la partie de ce rapport qui concerne les édifices publics, et que nous rangerons dans les établissements industriels par suite de leur analogie avec les explosions de chaudières à vapeur. Il s'agit d'une explosion de chaudière à eau chaude chez les Frères d'Iberville et d'une rupture de tuyau dans un appareil du même genre à l'église de Ste-Cunégonde. Ces faits, qui pourraient être bien plus dangereux et plus fréquents, nous amènent à réclamer pour les inspecteurs le droit de pouvoir obliger les propriétaires de ces sortes de chaudières à les modifier pour la sécurité de ceux qui en ont la garde ou qui s'en approchent, en y ajoutant une valve de sûreté.

Amélioration des moyens de sauvetage dans de nombreuses usines.—Nous constatons avec satisfaction que, sur nos avis réitérés, beaucoup d'industriels ont apporté à leurs usines de sérieuses modifications comme moyens de sauvetage pour la sécurité de leur personnel. Les plus fréquemment réalisés sont un grand nombre d'escaliers en fer, à même de desservir simultanément plusieurs issues à différents étages, et des tours isolées construites pour être absolument à l'abri du feu. Des exercices fréquents entretiennent le personnel à l'accoutumance de ces moyens exceptionnels d'évacuation, et le prépare, le cas échéant, à les utiliser sans craintes d'accidents.

Personnel.—Nous enregistrons la nomination de mesdames Provencher et King comme inspectrices du travail des femmes. On ne peut que féliciter le Gouvernement de cet essai où il prouve tout l'intérêt qu'il porte aux femmes et aux filles d'ouvriers et la protection qu'il veut leur accorder.

Nécrologie.—Nous avons à déplorer la mort de l'un de nos collègues, M. Many, inspecteur des chaudières à Lévis. Fils de ses œuvres, M. Many est l'auteur d'un petit ouvrage répandu parmi les ingénieurs de la Puissance ayant pour titre "Formulaire pratique pour les ingénieurs." C'était un homme très estimé, d'un grand mérite personnel, et dont nous ressentons vivement la perte.

§ C.—DEMANDES.

Si nous résumons les *desiderata* relatés au présent rapport, nous nous permettrons d'attirer l'attention du Gouvernement sur les nécessités suivantes qui constitueront certainement les éléments de projets de lois à réaliser dans un avenir plus ou moins rapproché.

EDIFICES PUBLICS.

I. Nécessité d'étendre aux établissements non dénommés dans la loi, tels que entrepôts, bureaux de chemins de fer, grands magasins, bâtisses louées à l'usage d'offices au bureaux privés, l'obligation de recevoir les visites des inspecteurs.

II. Nécessité de généraliser d'une façon absolue pour tous les hôtels et maisons de pension, quel que soit le nombre des pensionnaires ou occupants, l'obligation de l'inspection.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

I. Nécessité d'instituer une commission d'examen pour les ingénieurs des chaudières à vapeur, laquelle commission délivrerait des diplômes de classement donnant le droit aux titulaires d'occuper des places en rapport avec leur mérite et leur savoir.

II. Nécessité de créer une école d'arts et métiers.

III. Nécessité d'établir une statistique et un classement méthodique pour tous les établissements industriels de la province de Québec.

IV. Nécessité de faire rentrer les beurreries et fromageries dans la loi commune.

V. Nécessité de créer des districts nouveaux d'inspection.

VI. Ouverture des crédits nécessaires à ces remaniements et à ces nouvelles dispositions.

VII. Utilité de rendre obligatoire pour tous les industriels le soin de brûler leur fumée.

VIII. Nécessité de reculer à 14 ans l'âge minimum où les garçons seront employés dans les manufactures.

IX. Nécessité absolue d'opposer une barrière à l'envahissement du "sweating system."

X. Obligation pour les propriétaires d'appareil à eau chaude d'ajouter à leurs chaudières une valve de sûreté.

XI. Enfin, pour mettre le bureau d'inspection à Montréal à même de répondre aux exigences de cette réorganisation et du travail que nous nous proposons d'accomplir, il y aurait lieu de nommer un ou deux employés sédentaires chargés de la correspondance générale et des états statistiques. Ce dernier point du programme étant le ceux que nous considérons comme indispensables d'acquérir pour faire de nos efforts communs œuvre vraiment utile et féconde.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les réclamations que je soumets à votre bienveillante attention, ne cessant d'être, Monsieur le Ministre,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

J. LESSARD,

Président du Bureau des Inspecteurs des Edifices Publics et des Etablissements Industriels.

RAPPORT DE M. LOUIS GUYON,

Inspecteur des Établissements Industriels et des Édifices Publics.

A L'HONORABLE E.-J. FLYNN,

Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics.

MONSIEUR,

Conformément aux instructions reçues du département le 28 juin, j'ai l'honneur de vous transmettre mon rapport sur l'application de l'acte des établissements industriels et des édifices publics dans la division ouest durant l'année fiscale expirée.

L'espace très restreint qui nous est alloué dans le rapport général du département des Travaux Publics, ne permettant pas l'élaboration d'un rapport détaillé de nos opérations, je limiterai le présent travail autant que possible, ne touchant qu'aux points les plus essentiels de la loi.

Inspection des établissements industriels.

La partie la plus importante de la Division Ouest, c'est-à-dire la moitié ouest de la ville de Montréal, a pu être inspectée minutieusement cette année, quelques-unes des fabriques recevant quatre à cinq visites.

Le chiffre total des inspections de la Division Ouest se décompose comme suit :

Inspections, ville et banlieue.....	911
Inspections, comté.....	173
Total des inspections.....	1,084

Age des enfants.

Je n'ai rencontré qu'un très petit nombre d'enfants n'ayant pas l'âge voulu par la loi. Ces derniers étaient employés par des emboîteurs de conserves alimentaires : tomates, blé d'inde, etc. D'autres, employés dans les filatures, me paraissant beaucoup trop jeunes, malgré les certificats que les parents avaient fournis, furent renvoyés.

Heures du travail.

Huit demandes pour faire travailler le surplus d'heures aux filles et femmes furent reçues, et six de ces demandes furent accordées; mon refus dans deux cas était motivé par les plaintes de surmenage de la part des employés.

Régistres, certificats et avis.

Les avis d'accidents m'ont été bien régulièrement transmis. Mais il est encore bien difficile de faire tenir les registres par les fabricants ou de faire observer la clause relative aux certificats d'âge.

Accidents.

Des avis d'accidents, au nombre de 69, m'ont été transmis durant l'année. La campagne a fourni 19 cas, et la ville 50.

Hommes.....	54
Filles.....	4
Femmes.....	4
Enfants.....	7
Total.....	69

Hommes.

Tués.....	6
Perte d'un bras.....	1
Perte d'une main	3
Contusions, coupures, etc.....	44
Total.....	54

Filles.

Perte de doigts	3
Perte de main.....	1
Total.....	4

Femmes.

Mains légèrement écrasées.....	2
Perte d'un doigt.....	1
Brûlure.....	1
Total.....	4

Enfants.

Perte de doigts.....	5
Contusions.....	2
Total.....	7

J'ai assisté le Coroner à chacune de ses enquêtes pour ce qui en est des cas d'accidents fatals, et en réponse à chaque avis j'ai fait une enquête spéciale et commandé les changements nécessaires.

Inspection de chaudières.

A part les chaudières inspectées par l'inspecteur de la ville sous l'autorité de la loi municipale et celles qui sont inspectées tous les six mois par les inspecteurs des compagnies d'assurance, il y a eu 223 chaudières d'inspectées dans la division ouest.

Deux cents de ces chaudières ont été inspectées par les inspecteurs qualifiés fonctionnant sous le contrôle du bureau, et 23 l'ont été par les inspecteurs salariés des compagnies d'assurance, moyennant un honoraire quelconque.

Escaliers de sauvetage.

Il a été construit 12 escaliers de sauvetage sur 20 qui ont été commandés, et un nombre considérable de modifications en vue de rendre l'évacuation de certaines fabriques plus facile sont en bonne voie d'être terminées.

Ascenseurs.

Vingt-et-un ascenseurs ont été installés dans ma division pour en remplacer d'anciens modèles, ou d'autres condamnés comme dangereux pour la vie des employés.

Ces appareils fournissaient autrefois un nombre considérable d'accidents chaque année. Les progrès de ce côté sont donc bien satisfaisants.

Accommodements sanitaires.

La grande industrie dans la division ouest est très bien pourvue sous ce rapport, mais dans la banlieue et sur les bords du canal il reste beaucoup à faire. Grand nombre de ces fabriques sont d'anciennes constructions manquant d'eau et sont généralement mal installés.

Avec l'aide des autorités sanitaires de la ville, des réformes sérieuses ont été obtenues durant l'année. Un bon nombre d'installations mécaniques pour chasser les poussières ou expulser les gaz délétères ont été faites en conformité des nouveaux règlements. Cette partie du service demande une attention constante et des inspections très fréquentes, les industriels étant très apathiques sur la question si vitale de l'hygiène.

Lois des édifices publics, 57 Vict., chap. 29.

Les divers changements faits aux règlements des établissements industriels durant l'été de 1895, avaient nécessairement ralenti les travaux d'inspection, et afin de faire connaître aussitôt que possible les modifications importantes sanctionnées le 30 octobre 1895, j'ai dû consacrer mon temps presque exclusivement à la visite des fabriques. Cependant, un bon nombre d'édifices tombant sous le coup de la loi ont pu être visités.

J'avais d'abord commencé par visiter les maisons religieuses dans ma division, lorsque, par décision ministérielle, l'inspection de cette classe d'établissements fut confiée à M. Lessard d'une manière toute spéciale. Depuis ce moment j'ai porté mon attention aux théâtres et salles publiques, hôtels et maisons de pension situés dans ma division.

Les propriétaires gérants de ces établissements déjà inspectés par l'inspecteur des bâtisses de la ville, prétendent n'avoir à tenir compte que de la loi municipale et veulent à tout prix se soustraire à la loi provinciale, s'appuyant sur l'art. 2987, paragraphe 2, qui se lit comme suit :

“ Rien dans le présent article ne doit cependant préjudicier aux pouvoirs que les conseils municipaux possèdent de faire des règlements concernant la sécurité publique etc., etc., pourvu que ces règlements soient semblables aux équivalents à ceux qui sont faits en vertu de la présente section.”

Il serait urgent, il me semble, que ce point fut décidé avant que des procédés soient intentés contre les propriétaires récalcitrants.

Les travaux d'inspection des établissements industriels étant très avancés, je me propose de donner toute mon attention à l'inspection des édifices publics dans ma division, afin d'être en mesure de donner de plus amples détails l'an prochain.

Remarques.

Pour le bon fonctionnement du service, je crois que les changements suivants devraient être faits :

1. Abroger l'article 31 des règlements concernant l'inspection des chaudières qui a pour effet de soustraire les chaudières des beurreries et fromageries à l'inspection annuelle tel que prescrit par la loi.

2. Amender l'article 3028 afin qu'il ne soit pas permis aux inspecteurs de chaudières des compagnies d'assurances de faire concurrence aux inspecteurs relevant bureau d'inspection. Les inspecteurs d'assurance sont salariés, et je ne crois pas qu'il soit juste que ces officiers inspectent d'autres chaudières que celles qui sont couvertes par des polices d'assurances.

3. Fixer l'âge d'admission des garçons dans les fabriques à quatorze ans, pour ceux qui ne savent pas lire et écrire. À moins que l'on ne commence à enrayer le mal en mettant une prime sur l'instruction des enfants, l'ignorance ira toujours grandissant.

Malgré nos nombreuses écoles, nos belles institutions où l'enseignement coûte si peu, il est vraiment regrettable de rencontrer dans les fabriques tant d'enfants ne sachant ni lire ni écrire.

J'ai l'honneur d'être, monsieur le ministre,

Votre dévoué serviteur,

LOUIS GUYON.

RAPPORT DE M. JAMES MITCHELL,

Sur l'Inspection des Etablissements Industriels et des Edifices Publics dans le District de Montréal, Division Est—Année 1895-96.

[TRADUCTION].

A L'HONORABLE E.-J. FLYNN

Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics

de la Province de Québec.

MONSIEUR,

Pour me conformer au désir exprimé par votre département, j'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics pour l'année qui vient de s'écouler. Je serai aussi bref que les choses dont j'aurai à parler me le permettront, limitant mes observations aux faits dont j'ai eu connaissance dans mon district particulier, et évitant autant que possible la répétition de ce qui a déjà été dit dans les rapports précédents.

Travail des enfants.

Je dois d'abord déclarer que l'état languissant de l'industrie, durant l'année qui vient de finir, a obligé quelques-uns de nos manufacturiers à ne maintenir leurs fabriques ou ateliers en activité qu'à des heures restreintes, à les fermer ou à réduire le nombre de leurs employés. Il résulte de ces circonstances que les produits manufacturés ont excédé la demande, et que, en conséquence, il y a eu peu de raison d'employer de tout jeunes enfants ou d'excéder les heures réglementaires du travail. Quelques permis de travail supplémentaire ont cependant été accordés dans des cas spéciaux.

Au sujet de l'emploi des enfants, j'éprouve la plus grande difficulté à faire observer ce point de la loi qui requiert l'enregistrement; toutefois, avec de la persévérance, l'inspecteur finira par obtenir que l'on se conforme strictement à cette partie des règlements.

Accidents.

Quarante-six accidents ont été signalés durant l'année; quatre d'entre eux ont été fatals. Plusieurs autres, d'une nature sérieuse, ont nécessité une inspection minutieuse des lieux.

Les accidents causant la mort ont eu lieu : un à la St-Lawrence Sugar Refinery, un à la Dominion Coton Co's Mills, Hochelaga, un à la Imperial Bridge Works, et un à la Canada Engraving & Lithographing Company, de Montréal. J'étais présent dans chacun de ces cas, à l'enquête du coroner, et j'ai aidé ce dernier, dans la mesure de ma capacité, à découvrir les causes réelles de la mort.

Le nombre total des accidents se répartit sur 25 hommes, 16 garçons et 5 filles. Ils sont dus en général à la négligence ou à l'inattention ; mais j'ai recommandé, dans certains cas, la pose d'appareils de protection supplémentaires.

La nécessité de placer de ces appareils aux parties extérieures des rouages est très importantes. De fait, je la considère la plus importante et la plus difficile des choses que l'inspecteur doit surveiller ; il doit user d'une grande prudence lorsqu'il ordonne des changements, de façon à ne pas rendre impraticable le fonctionnement des machines. Cette remarque s'applique surtout au matériel d'anciens établissements construits à une époque où l'on ne songeait pas à adopter toutes les mesures de protection ou de sûreté que l'on prend aujourd'hui.

Il faut reconnaître que les ingénieurs-mécaniciens et les constructeurs de machines apportent, de nos jours, plus de soin dans l'exécution de leurs travaux, et il est évident que ce progrès est dû d'abord aux manufacturiers eux-mêmes qui les ont forcés d'agir ainsi en présence de l'adoption, dans différents pays, de lois semblables aux nôtres ; puis, aux efforts constants des inspecteurs, et aussi aux jugements rendus par les cours de justice accordant compensation de dommages pour avoir négligé de pourvoir aux mesures de sûreté nécessaires. Durant l'année expirée, plusieurs actions en dommages ont été intentées par des employés lésés. Il m'a fallu assister à ces procès afin de rendre témoignage à titre d'expert, et cela a pris une partie considérable de mon temps.

Chaudières à vapeur.

Les inspecteurs de chaudières à vapeur ont accompli un travail considérable durant la présente année ; 180 certificats d'inspection m'ont été remis de la part des propriétaires de chaudières à vapeur. Les inspecteurs n'ont signalé aucune bouilloire défectueuse, mais, en certains cas, ils ont ordonné une diminution de pression pour plus de sûreté.

Incendie.

A ma demande, huit escaliers extérieurs en fer ont été placés ; de plus, on a érigé deux tours en brique avec escaliers en fer. A vrai dire, il n'est pas aussi nécessaire que le croient la plupart des gens, de pourvoir à des moyens spéciaux de sauvetage aux troisièmes et derniers étages des manufactures, parce que, en réalité, il existe un grand nombre d'établissements industriels dans la ville de Montréal où le travail ne se fait pas au-delà du deuxième étage. Ceci s'explique par l'état peu actif du commerce et par la quantité considérable de bâtiments anciens actuellement inoccupés, lesquels il ne serait pas profitable de moderniser par la pose d'ascenseurs et autres améliorations de date très récente.

Les moyens de combattre l'incendie dans les manufactures sont généralement bons dans les villes où l'approvisionnement de l'eau est abondant ; les compagnies d'assurance, d'ailleurs, garde un œil vigilant sur ce point.

Ascenseurs.

Lorsque la loi des manufactures a d'abord été mise en force, il y avait beaucoup d'ascenseurs à ouvertures libres, dont le fonctionnement offrait des dangers. J'ai le plaisir de constater, à l'heure qu'il est, qu'il y en a peu dans ma division d'inspection qui pèchent sous le rapport des exigences de la loi, savoir : la fermeture automatique du puits et l'emploi des taquets du sûreté.

Lieux d'aisance et propreté.

En général les dispositions sanitaires dans mon district sont satisfaisantes ; les lieux d'aisance sont aussi propres que les conditions le permettent. Le bon vouloir du bureau de santé de Montréal et l'assistance qu'il est même désireux de prêter, à cet égard, font que l'on rencontre peu de difficultés dans la mise à exécution de tout projet d'amélioration.

Inspections.

J'ai fait 850 visites d'inspection pendant l'année dernière, en vertu de la loi des établissements industriels ; celles faites en vertu de la loi des édifices publics se réduisent à peu de chose, et ceci s'explique en partie par le fait que je ne suis pas obligé de visiter les institutions religieuses, et aussi à cause des difficultés qui surgissent lorsque nous venons en contact avec les officiers de la ville de Montréal dont les règlements à appliquer sont identiques, sous plusieurs rapports, aux nôtres.

Suggestions.

J'ai pu me convaincre, par une expérience de plus de huit années de services, de l'importance qu'il y a de donner aux garçons et aux filles une instruction élémentaire avant de leur permettre d'entrer dans une manufacture ou atelier. Il est impossible de s'attendre à ce que ces enfants, en grandissant, vont devenir des ouvriers capables si on néglige ce point capital. Je me permets donc de suggérer respectueusement d'adopter une législation de nature à procurer une instruction solide aux enfants des deux sexes qui n'ont pas encore atteint l'âge de quatorze ans, minimum d'âge qui devrait être fixé pour l'admission au travail dans les fabriques.

Relativement à l'inspection des chaudières à vapeur, on s'est plaint que la loi n'avait pas été uniformément mise en force. C'est pourquoi je suggère que tous les patrons faisant usage de chaudières à vapeur, y compris les propriétaires de fabriques de beurre et de fromage, soient requis de se conformer à la loi et aux règlements. Si l'objet de ceux-ci est la sûreté, ne vaut-il pas mieux la procurer à tous et partout ?

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre très humble serviteur,

JAMES MITCHELL,

Inspecteur des établissements industriels et des édifices publics.

RAPPORT DE CHAS.-T. COTÉ,

Inspecteur de la division de Québec.

A L'HONORABLE E.-J. FLYNN,

Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous adresser mon rapport annuel sur l'application des lois relatives aux établissements industriels et aux édifices publics dans mon district d'inspection.

Espérant qu'il méritera votre approbation,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Premier Ministre,

Votre très obéissant serviteur,

CHS.-T. COTÉ,

*Inspecteur des établissements industriels et des édifices publics
pour la division de Québec.*

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.

De la sécurité des ouvriers dans les établissements industriels et de la salubrité de ces établissements.

Les plans des bâtiments qui ont été construits dans le cours de l'année m'ont été soumis, et toutes les précautions recommandées ont été suivies.

Deux bâtiments menaçant ruine ont été en partie reconstruits et offrent aujourd'hui la sécurité requise. Un autre bâtiment ayant changé de destination a été installé de manière à lui donner toute la solidité voulue.

Les lieux de travail situés à l'extérieur des bâtiments n'ont nécessité de ma part aucune observation.

Intérieur des bâtiments.

Les issues et les escaliers sont en nombre suffisant, mais les portes et les escaliers n'ont pas partout la grandeur réglementaire; ce défaut disparaît cependant à mesure que des changements ou améliorations se font dans les bâtisses.

Des portes et issues, en petit nombre, ont été pratiquées sur recommandation de l'inspecteur des bâtiments auxquels on avait fait certains agrandissements. Je n'ai pas toujours exigé l'ouverture des portes principales sur le sens de la sortie lorsque ces portes étaient voisines d'ouvertures donnant sur le sol.

Mesures de sûreté relatives aux chaudières stationnaires.

Les règlements concernant l'installation des chaudières à vapeur et autres moteurs en dedans des bâtisses où des ouvriers sont employés, ont été compris et mis à exécution partout où cela a été praticable.

Les soupapes de sûreté et manomètres ont donné lieu à peu d'observations; cependant j'ai constaté qu'un inspecteur de chaudières a donné des certificats que l'insuffisance du nombre de soupapes et de manomètres ne lui permettait pas de délivrer.

L'installation des chaudières est en général assez bonne.

L'inspection des chaudières.

L'inspection des chaudières à vapeur a été faite dans mon district assez régulièrement. Dans quelques industries locales de peu d'importance, un très petit nombre de patrons ont refusé, à la première visite d'un inspecteur de chaudières, de se soumettre à la loi; mais sur recommandation spéciale de l'inspecteur des établissements industriels, ils se sont empressés de faire inspecter leurs chaudières.

L'article 3020 qui s'applique aux ateliers de familles, lorsque le travail se fait avec l'aide de moteurs, m'a paru un peu onéreux lorsqu'il n'y a pas d'autres ouvriers employés que le père et ses enfants, et que personne autre n'a accès aux moteurs; dans certains cas je crois qu'il serait sage de ne pas appliquer cette loi dans toute sa rigueur, surtout quand le travail ne se fait qu'à peu près le quart du temps et que ces moteurs sont de petite capacité.

Vingt-huit inspecteurs de chaudières à vapeur ont obtenu des certificats de compétence, et à peu près quatorze d'entre eux sont prêts à inspecter sur demande.

Il serait très avantageux pour les patrons qu'un certain nombre d'inspecteurs fussent résidents dans ou près des endroits manufacturiers, afin de permettre aux industriels avoisinants de faire inspecter leurs chaudières dans un temps qui ne leur causerait aucun arrêt préjudiciable dans leurs travaux. Le système actuel n'est avantageux ni pour l'inspecteur ni pour les industriels ruraux; l'inspecteur qui fait les frais de se transporter où il y a des inspections à faire rencontre assez souvent des patrons non préparés à recevoir leur visite; alors l'inspecteur en est quitte pour ses frais de voyages et le patron aura à payer assez souvent le double que l'inspecteur exigerait étant sur les lieux de ce qu'il sera obligé de payer pour une visite spéciale.

Je dois appeler, monsieur le ministre, votre attention sur le fait qu'il ne reste dans toute la Province qu'un seul examinateur d'inspecteurs de chaudières à vapeur, ce qui est incommode pour ceux qui désirent se présenter pour obtenir un certificat de compétence, excepté pour ceux qui demeurent à proximité. Il devrait y avoir au moins un examinateur dans chacune des cités de Montréal, Trois-Rivières et Québec. Dans mes visites, plusieurs patrons m'ont demandé si ces inspecteurs de chaudières étaient bien des officiers du gouvernement, comme quelques-uns se plaisaient à l'affirmer, essayant d'exercer une pression indue pour forcer les patrons à accepter leurs services dans un temps très inopportun pour leur travail; d'autres se disaient

envoyés spécialement par l'inspecteur des établissements industriels, et quelquefois exigeaient une somme relativement élevée disant que c'était le tarif fixé par le gouvernement. Je crois que les chaudières à vapeur et engins en charge de personnes porteurs de certificats de compétence (article 56) ne devraient être inspectés que tous les deux ans, à moins qu'une inspection spéciale ne soit ordonnée par l'inspecteur des établissements industriels ou par le chauffeur ou le mécanicien en charge. Dans ce cas l'inspecteur pourra toujours, s'il le croit nécessaire, exiger un certificat d'un examinateur d'inspecteur de chaudières à vapeur de tous les chauffeurs et mécaniciens en charge de toute chaudière ou engin. Je considère que cela offrirait plus de sécurité que l'inspection annuelle lorsque ces chaudières sont laissées en mains de personnes n'étant pas porteurs de certificats de compétence.

Dispositions protectrices contre les transmissions, machines, etc.

L'inspecteur a presque toujours quelques observations à faire sur la nécessité de couvrir ou faire disparaître des boulons, écrous, clavettes, etc., de faire poser des poulies folles, des appareils pour placer les courroies sur les poulies, placer des enclos pour courroies et roues dentées, des protections pour volants, manivelles, bielles, tiges passantes, etc., ainsi que des gardes pour protéger l'ouvrier des outils tranchants, etc.

Graissage, nettoyage et réparation.

Cette clause des règlements est généralement bien observée, surtout quant à la partie exigeant un ouvrier spécial.

Précautions contre l'incendie.

L'inspecteur constate que les établissements sont pourvus de tous les moyens nécessaires pour prévenir et arrêter les incendies. Ces précautions sont ordonnées par les compagnies d'assurance contre le feu.

Précautions en cas d'incendie.

Les escaliers sont généralement en nombre suffisant, et l'inspecteur croit qu'il est plus sage de recommander de placer les escaliers additionnels à l'intérieur qu'au dehors, vu la difficulté de tenir ces escaliers libres de neige et de glace durant l'hiver.

Mesures d'hygiène.

Des certificats d'un officier d'hygiène m'ont été fournis, sur demande.

Je constate un progrès sensible dans la plupart des établissements visités, et je suis heureux de pouvoir dire qu'un certain nombre de fabriques sont installées de manière à ne pas nécessiter d'observations sur ce point.

La liberté laissée aux patrons sur le choix de faire des changements afin que son établissement soit tenu en conformité de la loi et des règlements, a été très appréciée.

De l'âge d'admission au travail.

Je n'ai eu heureusement très peu d'observations à faire sur ce sujet, à l'exception de deux cas; la tendance des patrons est de ne pas employer des personnes qui sont au-dessous de l'âge réglementaire.

Il est extrêmement important qu'un classement des établissements dangereux, insalubres et incommodes soit préparé par le conseil d'hygiène provincial et adopté par le gouverneur en conseil pour permettre aux inspecteurs d'empêcher les enfants, filles et femmes de vaquer à des travaux dangereux et excédant leurs forces, dans des endroits insalubres, ou de n'autoriser le travail dans ces endroits qu'à de certaines conditions.

De la durée du travail.

Les heures de travail sont très bien observées, et elles n'ont donné lieu à des remarques que dans deux cas.

Le temps du repos du midi est généralement de cinquante minutes, afin de se rendre à la demande des ouvriers pour abréger la journée du samedi.

Des devoirs généraux des chefs d'établissements industriels.

Très peu de propriétaires ont fait connaître leur nom, leur adresse et leur genre d'industrie tel que voulu par la loi.

La tenue des registres est d'exécution incommode pour les patrons; sur ma recommandation, plusieurs ont ajouté une colonne dans leurs livres de temps, où les âges des enfants, garçons et filles, sont entrés, ce qui rencontre parfaitement les besoins de l'inspection et qui est très satisfaisant pour les patrons.

Je n'ai pas cru nécessaire d'obliger les patrons de tenir affichés les avis et prescriptions de la loi et des règlements, car il est impossible de pouvoir renseigner les ouvriers complètement à moins de leur donner le texte entier de tels loi et règlements; conséquemment, j'ai fait parvenir des exemplaires de ces dernières pièces à tous ceux qui m'en ont fait la demande, et plusieurs associations ouvrières en ont été pourvues pour chacun de ses membres.

EDIFICES PUBLICS.

De la sécurité des édifices publics.

Deux bâtisses (églises) ont donné lieu à des observations. A l'église de St-Casimir, comté de Portneuf, j'ai constaté que la façade sort de plusieurs pouces; j'ai cru prudent de demander à qui de droit de me fournir un certificat d'architecte, qui ne m'est pas encore parvenu.

A Nicolet, comté de Nicolet, Mgr Gravel vient de donner le contrat pour la construction d'une église qui remplacera celle qui existe actuellement. Les fondations appuyées sur un fonds de bois à plat, ont rendu la reconstruction de tout l'édifice nécessaire.

Installation et maintien des édifices publics.

Les allées principales dans plusieurs églises sont encombrées de bancs supplémentaires qui gênent la sortie et pourraient être la cause d'accidents fatals en cas de panique. Les évêques, dont l'attention a été attiré sur ce point, ont compris la justesse de l'observation, et à l'avenir ne permettront plus l'installation de ces sièges supplémentaires.

Plusieurs églises ne sont pas munies d'escaliers convenables pour la sortie des jubés et des galeries ; un grand nombre de ces escaliers sont en spirale et beaucoup trop étroits ; ils ne sont pas non plus en quantité suffisante.

Les portes de sortie sont en général pratiquées pour s'ouvrir sur le sens de la sortie. mais elles sont fermées avec des taquets qu'il serait difficile de faire mouvoir en cas de panique, quelques-unes ne s'ouvrant qu'à l'intérieur dans un petit nombre d'églises.

Les communautés religieuses sont en général bien pourvues de moyens de sortie, mais dans un certain nombre de cas j'ai ordonné l'ouverture d'issues additionnelles pour les dortoirs situés aux étages supérieurs ; j'ai aussi recommandé très souvent des cloisons pour enfermer les escaliers devant servir de sortie en cas de panique.

Hôtels et maisons de pension.

J'ai dû, dans quelques cas, prendre des commencements de procédures judiciaires afin de forcer les propriétaires d'hôtels à faire disparaître les défauts qui existaient pour faciliter les sorties en cas de panique ou de feu.

Théâtres.

J'ai été obligé de poursuivre un propriétaire de théâtre qui avait négligé de se pourvoir d'appareils pour éteindre le feu, et de faire ouvrir une porte sur le sens de la sortie.

Précautions contre le feu.

L'ordre donné par votre prédécesseur de faire placer des extincteurs chimiques à jet, a été exécuté malgré la grande répugnance de la plupart des propriétaires des édifices publics ; mais comme j'ordonnais le placement de ces extincteurs en quantités raisonnables et qu'ils pouvaient servir aussi à protéger leurs bâtisses, ils se sont enfin soumis. Je crois que tout appareil ce genre devrait à l'avenir être analysé sous le contrôle du gouvernement afin de s'assurer si l'efficacité de ces appareils sera maintenue jusqu'au moment de s'en servir.

ACCIDENTS.

Malgré toutes les recommandations de l'inspecteur et la prudence des patrons, le nombre d'accidents est malheureusement considérable comme vous pouvez le constater par le tableau suivant :—

Date de l'accident.	Nom du blessé.	Age	Par qui employé.	Résidence.	Par quelle sorte de machine ou cause de l'accident.	NATURE DE LA BLESSURE.
24 oct. 1895.	Pierre Delord...	.....	Hardy & Dubord.	Beauport.....	La négligence d'enlever le bois en arrière de la scie à été la cause de cet accident	Décédé.
30 oct. 1895.	Damase Ménard.	.....	P. Vallières.....	Québec	Par un morceau de bois sortant d'une scie ronde	Décédé.
21 janv. 1896	.....	.....	Migner & Goulet	"	En voulant placer une courroie	Léger accident.
29 janv. 1896	Napoléon Pepin.	19	Ferd. Houde.....	St-Ephrem de Tring.....	Par la scie à deligner	La main droite couper.
4 mars 1896.	Alex. Verrette..	20	C. P. Gélinas & Frère.....	Trois-Rivières ..	Par un morceau de bois sorti d'une scie ronde	Décédé.
21 mars 1896	Accident à la.....	.....	Semaine Commerciale.....	Québec .....	.....	Orteils écrasés.
21 mars 1896	Accident chez.....	.....	Nelson & Demers	Portneuf .....	.....	.....
Avril 1896	A. Guillemet ...	.....	G. T. Davie.....	St-Joseph de Lévis	Pris dans un engrenage.....	Une jambe broyée.
Mai 1896	Ernest Beaulieu.	.....	Rimouski Lumber Co....	Rimouski.....	Par la scie à deligner.....	Quatre doigt coupés.
Mai 1896	Wm St-Laurent.	.....	" .....	" .....	Par la scie à bardeaux.....	Légère blessure à un doigt
2 juin 1896...	Adolphe Plante.	16	Joseph Plante...	Bellechasse.....	Par la courroie qui fait marcher le traineau du moulin à scie	Les deux jambes cassées.
11 juin 1896.	Louis Dodridge.	17	John Ritchie....	.....	Dans une machine à étendre le cuir probablement en débarquant de sur la pédale	La main droite meurtrie.
Juin 1896.	Accident chez...	.....	Henry Atkinson.	Scotch Junction, Beauce.....	.....	.....

Juin 1896.	Achille Larue... Emmanuel	23	Rimouski	Rimouski.....	Par la scie à bardeaux.....	La main droite coupée.
Juin 1896.	St-Laurent....		"	"	Do do	Un doigt coupé.
10 juillet '96.	William Murphy		Lachance et Fils,	Fraserville.....	Par la scie ronde.....	Un ponce coupé.
10 juillet '96.	Ernest Tremblay		Price Bros.....	St-Etienne du Saguenay..	Do do	Un ponce coupé.
20 juillet '96.	Camille Brulot..	14	Geo. Brousseau.	Québec.....	Dans un couteau à tôle.....	Un doigt coupé.
23 juillet '96.	Phidime Lavoie.		.....	.....	En voulant placer une courroie.....	Un bras cassé.
.....	Arsène Consigny				La mort a été causée accidentelle- ment par un jet de gaz acétylène comprimé à haute pression qui a enfoncé l'orbite dans la substance du cerveau. (Verdict du jury.)	
1896.....	Peter Ford.....		Est le propriétaire	Québec.....	.....	Un pied écrasé.
1896.....	Ed. Germain....		Est le propriétaire	Portneuf.....	.....	La figure meurtrie.
1896.....	— Bacon.....	20	Télesphore Piché	Ste-Anne de la Pérade.....	.....	Une jambe cassée.
1896.....	Louis Allard.....		Warren Curtis...	Trois-Rivières...	.....	Un bras cassé.
1896.....	Alfred Gravel...		Alex. Baptist...	"	Par un éclat de bois.....	Une jambe cassée.
			"	"	Par un levier.....	

Je ne puis clore ce rapport sans appeler votre attention sur l'importance qu'il y a d'organiser le bureau central où tous les rapports journaliers des inspecteurs seraient reçus afin de diriger l'inspection d'une manière uniforme suivant la loi et les règlements.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

CHARLES T. COTÉ,
Insp. E. I. et E. P.

RAPPORT DU DOCTEUR C.-R. JONES,

Division des Cantons de l'Est.

[TRADUCTION.]

Hatley, 30 juillet 1896.

A L'HONORABLE COMMISSAIRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Monsieur,

Conformément aux devoirs de ma charge, j'ai l'honneur de faire rapport que j'ai visité les établissements industriels de ma juridiction dont la liste est ci jointe. J'ajouterai que j'ai été uniformément reçu avec courtoisie, et que tous les patrons se sont montrés disposés à se conformer strictement à la lettre même de la loi. Tous les changements et améliorations que j'ai suggérés ont été faits rapidement et de bonne grâce. Je produis également la liste des édifices publics dont j'ai fait l'inspection pendant l'année. Je puis dire que lorsque j'ai trouvé matière à critique, les changements que j'ai suggérés ont été promptement exécutés.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

C.-R. JONES, *Inspecteur.*

ANNEXE AU RAPPORT DU DOCTEUR C.-R. JONES.

ÉTABLISSEMENTS VISITÉS.

NOMS.	LIEU.	ARTICLES FABRIQUÉS.	EMPLOYÉS.			
			HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	JEUNES FILLES.
Penman Cie, manufacturiers.....	Coaticook..	Tricots.....	10	20	3	.....
Manfr. de Coton de la Puissance..	"	Coton.....	123	43	29	22
Cascade Narrow Fabric Co.....	"	Passementerie....	5	15	.....	5
Sleeper & Akhurst.....	"	Fonderie, machi- nes.....	18	.....	.....	.....
Coaticook Woolen Mills Co.....	"	Ouvrages en laine.	5	4	.....	.....
A.-H. Cummings et fils.....	"	Portes et jalousies.	17	.....	.....	.....
Jasmin et Cie.....	"	"	9	.....	.....	.....
A.-T. Foster et Cie.....	Rock Island..	Chaussures.....	14	5	.....	.....
Lay Whip Co.....	"	Fouets.....	5	8	.....	.....
Butterfield & Co.....	"	Machines.....	30	.....	.....	.....
Jendro & Co.....	"	Chaussures.....	12	3	.....	.....
Rock Island Whip Co.....	"	Fouets.....	12	8	.....	.....
J.-B. Goodhere.....	"	Habits confection- nés.....	3	12	.....	.....

Annexe du Rapport du Dr. C. R. Jones—Établissements visités. (Suite.)

NOMS.	LIEU.	ARTICLES FABRIQUÉS.	EMPLOYÉS.			
			HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	JEUNES FILLES.
Willis Johnson.....	Ayers Flatt..	Scierie.....	5	.....	.....	.....
Johnson et fils.....	Way Mills...	Objets en bois...	4	3	.....	.....
H. Clifford.....	"	Carrosserie.....	3	.....	.....	.....
Montague Rubber Co.....	Magog.....	Scierie.....	7	.....	.....	.....
Dominion Cotton Mill Co.....	"	Coton et indienne.	350	150	120	90
Waterloo Steam Factory..	Waterloo....	Portes et jalousies.	15	.....	.....	.....
Waterloo Wood Manufacturing Co..	"	Chaises.....	24	7	7	.....
Wm. Lefebvre.....	"	Meubles.....	8	.....	.....	.....
George Moynan.....	"	Carrosserie.....	5	.....	.....	.....
J.-S. Wilson et Cie.....	"	Tricots.....	8	14	5	7
A.-J. Wallace.....	"	Carrosserie.....	2	.....	.....	.....
Allan, Taylor & Co.....	"	Fonderie, machi- nes.....	16	.....	.....	.....
Shaw, Cassils & Co.....	Roxton Falls.	Tannerie.....	40	.....	.....	.....
Prouty Millar.....	"	Scierie.....	40	.....	.....	.....
Eastman Lumber Co.....	Eastman....	".....	55	.....	4	.....
Miner Carriage Co.....	Granby.....	Voitures.....	30	5	5	.....
Granby Rubber Co.....	"	Objets en caout- chouc.....	127	145	6	1
J.-Bruce Payne.....	"	Cigares.....	18	34	10	25
Neil & Kent.....	"	Portes et jalousies.	12	.....	.....	.....
N.-F. Giddings & Co.....	"	Chaises.....	25	.....	3	1
Cyrille Lapointe.....	Farnham....	Portes et jalousies.	3	.....	.....	.....
G.-A. Coslitt.....	Bedford....	".....	5	.....	.....	.....
Wm. Corey.....	"	Aiguilles.....	4	2	1	.....
Gilmore Paint Works.....	"	Peinture.....	3	.....	1	.....
H. Harskin.....	"	Fonderie, poêles..	7	.....	.....	.....
P. Swanson.....	Waterville..	Meubles.....	8	.....	.....	.....
George Gate & Sons.....	"	Lits à ressorts...	25	6	1	1
Dominion Snaths Co.....	"	Manches de faux.	10	.....	.....	.....
Charles Webb.....	Smith Mills..	Ouvrages en laine.	5	4	.....	1
Hunter & Harvey.....	Frelighsburg.	".....	3	3	.....	1
L.-N. Whitecomb.....	Dunham.....	Portes et jalousies.	3	.....	1	.....
W.-F. Vilas.....	Cowansville..	Instruments ara- toires.....	20	.....	.....	.....
J.-L. Leach.....	"	Meubles, portes et jalousies.....	14	.....	.....	.....
Thomas Staggatt.....	"	Meubles, portes et jalousies.....	1	.....	1	.....
Scott & Goddard.....	Knowlton....	Tinettes.....	10	.....	2	.....
Israel England & Sons.....	"	Tannerie.....	18	.....	.....	.....
W.-R. Webster.....	Sherbrooke..	Cigares.....	45	18	.....	.....
A.-L. Grindrod.....	"	Ouvrages en laine.	14	16	.....	.....
Patton Manufacturing Co.....	"	Ouvrages en laine, camisoles.....	175	75	50	400
Adam Lomas & Son.....	"	Ouvrages en laine.	25	35	5	3
Steam Laundry.....	"	Buanderie.....	2	12	1	.....
Jencks Machine Co.....	"	Fonderie, machi- nes.....	160	.....	.....	.....
Canadian Rand Co.....	"	Machines à forer.	8	.....	.....	.....
Royal Corset Co.....	"	Corsets.....	6	50	.....	10
Howey Packing Co.....	"	Caisnes d'embal- lage.....	8	.....	.....	.....

 DEUXIÈME ANNEXE AU RAPPORT DU DOCTEUR C.-R. JONES.

 ÉDIFICES PUBLICS INSPECTÉS.

Stanstead Hotel.....	Stanstead.
Union House.....	Rock Island.
Wesleyan College.....	Stanstead.
Sherbrooke House.....	Sherbrooke.
Magog House.....	"
Albion Hotel.....	"
Continental Hotel.....	"
American House.....	"
Montreal House.....	"
Grand Central.....	"
College House.....	Lennoxville.
Bishop's College	"
Ramsay's Hotel.....	"
Park House.....	Magog.
Baths House.....	"
Fairview.....	"
Brooks Hotel.....	Waterloo.
Dominion Hotel.....	"
Central House.....	"
Hotel.....	Roxton Falls.
Granby Hotel.....	Granby.
Review House.....	Farnham.
Montcalm House.....	"
Tarte's Hotel.....	"
Union Hotel.....	"
American House.....	"
Yamaska Hotel.....	"
Bedford House.....	Bedford.
Central Hotel.....	"
Frelighsburg House.....	Frelighsburg.
Buena Vista.....	Cowansville.
Ottawa Hotel.....	"
Ladies College.....	Durham.
Sweetsburg House.....	Sweetsburg.
Robinson's.....	Knowlton.
Curley's Hotel.....	Sutton.
Liser House.....	Mansonville.

APPENDICE No 4.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA PROPRIÉTÉ DE

SPENCER-WOOD.

Le domaine de Spencer-Wood portait, il y a un siècle, le nom de Powell-Place, d'après le nom de son propriétaire, le général Henry-Watson Powell. Vers le commencement du dix-neuvième siècle, le domaine passa aux mains de M. Le Houillier, qui le vendit à l'honorable Michael-Henry Perceval, percepteur des douanes à Québec, membre du Conseil Législatif et du Conseil Exécutif. Celui-ci avait pour parent et protecteur l'honorable Spencer Perceval, chancelier de l'Échiquier de la Grande-Bretagne, et c'est en l'honneur de ce dernier personnage, qui ne vint probablement jamais en ce pays, que le nom de Spencer-Wood fut substitué à celui de Powell Place.¹

De 1808 à 1811, pendant la restauration du château Saint-Louis, le gouverneur sir James-Henry Craig, habita le château de Powell-Place qui devait devenir plus tard la résidence officielle de lord Elgin et de sir Edmund Head. Dans sa *Description topographique de la province du Bas-Canada*, publiée à Londres en 1815, M. Joseph Bouchette fait mention en ces termes de la propriété de Spencer Wood : " la superbe terre de l'honorable M. Perceval, appelée *Bois de Spencer*, autrefois connue sous le nom de Powell-Place, et qui était la maison de campagne du Gouverneur-Général." ²

M. Henry Atkinson acheta Spencer-Wood en 1833, et il en vendit la plus grande partie au gouvernement en 1852 et en 1854, au prix de \$41,600.00, ainsi qu'on le verra plus loin. Le nom de Spencer-Wood resta attaché à la portion est de la propriété (celle qu'avait achetée le gouvernement et où se trouvait le château); la portion ouest se nomme aujourd'hui Spencer-Grange: Monsieur J.-M. LeMoine, allié de la famille de M. Atkinson, en est le propriétaire.

Après l'incendie du Parlement, à Montréal, en 1849, le gouvernement du Canada songea à faire construire un édifice sur le terrain du Jardin du Fort, à Québec, pour y installer les ministères publics, et à faire ériger une résidence pour le gouverneur-

¹ J.-M. LeMoine, — *Biographies et Esquisses*. Monsieur LeMoine rapporte que l'honorable Spencer Perceval fut frappé à mort par un assassin nommé Bellingham, le 11 mai 1812, au moment où il franchissait le vestibule de la Chambre des Communes, à Londres.

² M. Ph.-Aubert de Gaspé a fait connaître, dans ses *Mémoires*, de curieux et intéressants détails sur les fêtes données à Powell-Place par le gouverneur Craig.

général sur la terrasse Durham, un peu au nord-est du château Frontenac actuel ;¹ mais ce projet fut abandonné, et lorsque la capitale du Canada fut transférée à Québec, en 1852,² le gouvernement fit du château de Spencer Wood la résidence officielle du gouverneur-général du Canada, qui était alors lord Elgin.

Le successeur de lord Elgin, sir Edmund Head, habita aussi l'ancien château de Spencer-Wood. Ce vaste édifice fut détruit par un incendie le 28 février 1860, jour de l'ouverture du Parlement³. C'était un bâtiment d'une très belle apparence, mais qui était devenu passablement délabré.

Le château actuel a été construit au cours des années 1862 et 1863, et il fut inauguré par lord Monck, gouverneur-général du Canada. Sous le régime de la Confédération, c'est-à-dire depuis 1867, le château a été la résidence officielle de tous nos lieutenants-gouverneurs : les honorables sir N.-F. Belleau, René-Edouard Caron, L. Letellier de Saint-Just, Théodore Robitaille, Louis-Rodrigue Masson, Auguste-Réal Angers et sir Adolphe Chapleau.

Le château de Spencer-Wood est assuré contre le feu pour \$25,000 ; l'ameublement pour \$18,000, et les dépendances pour \$8,000, —soit \$51,000 en tout. La valeur du terrain n'a été fixée par aucune appréciation régulière et officielle de date récente.

Le domaine de Spencer-Wood est borné au nord par le chemin Saint-Louis, au sud par la "cime du cap" dominant la grève du fleuve Saint-Laurent, à l'est par le ruisseau Saint-Denis,⁴ et à l'ouest par la propriété appelée Spencer-Grange.

La superficie totale de la propriété est de 70 arpents, 15½ perches, environ, d'après le cadastre, et de 75 arpents, 65½ perches, environ, d'après les titres.

On remarquera que, dans les actes de vente du 24 mai et du 24 juin 1854, reproduits ci-après, il est stipulé que la propriété vendue doit être affectée *pour toujours* à l'usage du gouvernement civil de la province, et à nul autre usage.

Le domaine de Spencer-Wood a été cédé gratuitement par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province en vertu d'un ordre du Conseil Privé portant la date du 29 avril 1870. (Voir dossiers 7536 et 9606 du Département des Travaux Publics.)

ERNEST GAGNON, *Secrétaire D. T. P.*

¹ Voir plan No 1036, du 9 avril 1850, au département des Travaux Publics, à Québec.

² Après l'union du haut et du bas Canada, le Parlement siégea à Kingston, de 1841 à 1843 ; puis à Montréal, de 1844 à 1849 ; à Toronto, de 1850 à 1851 ; à Québec, de 1852 à 1855 ; à Toronto, de 1856 à 1859 ; à Québec, de 1860 à 1865 ; enfin, à Ottawa, en 1866.

³ Le feu éclata au moment où le gouverneur-général, Sir Edmund Head, et un certain nombre de personnages officiels, qu'il avait invités à dîner, allaient se mettre à table, dans la soirée du 28 février. L'édifice fut détruit de fond en comble. Lady Head et sa famille se réfugièrent dans la villa de l'évêque Mountain, voisine de la résidence vice-royale.

⁴ C'est par le ravin desséché du ruisseau Saint-Denis que, d'après la tradition, le général Wolfe et son armée gravirent la falaise, à l'aurore du 13 septembre 1759, pour aller se ranger en bataille sur les plaines d'Abraham.

Acte de dépôt d'un mémoire de conventions arrêtées entre Henry Atkinson et John Young, commissaire-en-chef des Travaux Publics.—Achat par le gouvernement de partie de la propriété appelée Spencer-Wood, au prix de £10,000.—31 mars 1852.

[TRADUCTION.]

Acte de convention entre John Young, Commissaire-en-Chef des Travaux Publics, et Henry Atkinson, écuier, stipulant ce qui suit, savoir : Que le vingt-troisième jour de novembre 1850, le dit Henry Atkinson a donné à loyer à Sa Majesté une certaine partie de la propriété connue sous le nom de "Spencer Wood," à la condition stipulée au dit bail que Sa Majesté pourrait faire l'acquisition de la dite propriété, au prix de huit mille louis, comme il est expressément dit au bail passé devant J. Petitclerc, notaire public.

Le Commissaire-en-chef trouvant que les bornes telles que décrites au dit bail et les conditions de vente ne paraissent pas satisfaisantes, et désirant les modifier et acheter du dit Henry Atkinson une portion additionnelle de terrain, il a été mutuellement convenu entre le dit Commissaire-en-Chef et le dit Henry Atkinson que les bornes de la propriété maintenant achetée seront conformes à la désignation qui en est faite sur la carte d'Adam et signée par le dit Commissaire-en-Chef et le dit Henry Atkinson, comme suit : partant d'un point marqué A sur la dite carte, allant de là par la Grande Allée à B, puis suivant une ligne jusqu'à C, étant la limite entre M. Kelly et Spencer Wood, de là au centre du ruisseau Saint-Denis, puis longeant le ruisseau jusqu'à D, de là à la ligne telle que désignée dans les actes originaux et maintenant en la possession du dit Henry Atkinson à la lettre E, joignant le lot vendu par le dit Henry Atkinson à Daniel Lefurgy, se dirigeant de là jusqu'à la falaise tel qu'indiqué à G. Dunlevie et alors accepté, où une clôture peut être posée par le bureau des travaux publics, suivant la dite ligne dans sa direction jusqu'à la lettre K, étant au haut d'un escalier conduisant à "Spencer Cove," suivant de là la direction le long de la falaise telle qu'indiquée et reconnue en présence de M. Dunlevie, comme devant donner au dit Henry Atkinson un sentier pour atteindre le dit escalier à la lettre E, suivant de là une ligne droite jusqu'à la clôture (Western Garden fence) à la lettre G, longeant de là à angle droit les murs en pierre du jardin à la lettre H, suivant de là une ligne à être indiquée par M. Dunlevie et agréée par le dit Commissaire et le dit Henry Atkinson à la lettre I, suivant de là la même clôture jusqu'à la lettre J, et de là jusqu'à la lettre A, point de sortie sur la Grande Allée.

En considération de ce changement de bornes et de cette nouvelle acquisition de terrain, le dit Commissaire-en-chef consent à donner et le dit Henry Atkinson à accepter la somme de dix mille louis, au lieu de celle de huit mille louis originairement stipulé suivant bail passé devant J. Petitclerc, notaire public.

Spencer Wood Grange, 24 mars 1852.

[Signé] JOHN YOUNG, C.C., T.P.

" HENRY ATKINSON.
8f—PW

Vraie copie de l'acte de convention original :

[Signé] JOHN YOUNG.
 " HENRY ATKINSON.

Québec, 30 mars 1852.

Signé et certifié vrai et correct suivant l'Acte de Dépôt reçu ce jour par les notaires soussignés.

Québec, 31 mars 1852.

[Signé] JOHN YOUNG, C.C., T.P.
 " CHAS. PARENT, N.P.,
 " JH. PETITCLERC, N.P.

Déposé pour demeurer de record dans le bureau de Joseph Petitclerc, l'un des notaires publics soussignés, par l'honorable John Young, Commissaire en Chef des Travaux Publics, après avoir été par lui certifié correct, afin d'en délivrer copie à qui il appartiendra.

Ainsi fait et déposé à Québec, en l'étude du dit Joseph Petitclerc, l'un des dits notaires, le trente-et-un de mars de l'année mil huit cent cinquante-deux, sous le numéro six mille cinq cent soixante-et-seize.

Et le dit honorable John Young a signé avec nous, notaires soussignés, après la lecture des présentes.

[Signé] JOHN YOUNG, C.C.T.P.,
 " CHS. PARENT, N.P.,
 " JH. PETITCLERC, N.P.

(TRADUCTION.)

Nous, Louis-Joseph-Cyprien Fiset, John-Henry-Ross Burroughs et Archibald Campbell, protonotaires-conjoints pour la Cour Supérieure de Sa Majesté en la Province de Québec, dans et pour le district de Québec, certifions que cette page et les trois précédentes sont une vraie copie de l'original trouvé parmi les minutes de feu Jh. Petitclerc, en son vivant l'un des notaires dument nommes pour cette partie de la Province du Canada, ci-devant le Bas-Canada, maintenant appelée la Province de Québec, déposé dans les archives du dit district, par nous soigneusement comparée et examinée.

En foi et témoignage de quoi, nous avons souscrit nos signatures conjointes et officielles, et apposé le sceau de la Cour Supérieure, à Québec, ce vingt-septième jour d'avril, mil huit cent quatre vingt-seize.

[Signé] FISET, BURROUGHS ET CAMPBELL,
 P.C.S.

Quittance, par Henry Atkinson, au Gouvernement de Sa Majesté, pour £5,000, en acompte sur le prix de vente de Spencer Wood.

[TRADUCTION.]

Ce treizième jour de juillet de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-deux, pardevant nous, Notaires Publics, soussignés, duement admis et assermentés pour cette partie de la Province du Canada appelée Bas-Canada, demeurant en la cité de Québec, est personnellement comparu Henry Atkinson, écuyer, de Québec susdit, marchand, qui a reconnu et confessé avoir reçu de l'honorable John Young, Commissaire-en-chef des Travaux Publics pour la Province du Canada, la somme de cinq mille louis, argent courant de cette province, acompte du prix de vente que le Gouvernement de Sa Majesté s'était engagé de payer pour la propriété de Spencer Wood vendue par le dit Henry Atkinson.

Et en considération du paiement ainsi fait par le dit honorable John Young, le dit Henry Atkinson quitte et décharge le Gouvernement de Sa Majesté pour autant du prix ou considération de la dite propriété.

Ce fut ainsi fait et passé en la cité de Québec susdite, au bureau de Archibald Campbell, notaire de Sa Majesté et notaire public, les jour et an susdits, sous le numéro treize mille cinq cent cinquante-et-un.

En foi de quoi le dit Henry Atkinson a signé les présentes avec nous, dits notaires, après lecture préalablement faite.

[Signé],

HENRY ATKINSON,

"

A. BÉLANGER, N.P.

"

ARCH. CAMPBELL, N.P.

[TRADUCTION.]

Nous, Louis-Joseph-Cyprien Fiset, John-Henry-Ross Burroughs et Archibald Campbell, protonotaires-conjoints de la Cour Supérieure de Sa Majesté en la Province de Québec, dans et pour le district de Québec, certifions que ces présentes sont une copie authentique de l'original demeuré de record dans le greffe de feu Arch. Campbell, en son vivant l'un des notaires duement nommés pour cette partie de la Province du Canada, ci-devant Bas-Canada, maintenant appelée la Province de Québec, déposé dans les archives du dit district, par nous soigneusement comparée et examinée.

En foi et témoignage de quoi, nous avons souscrit notre signature conjointe et officielle et avons apposé le sceau de la dite Cour Supérieure, à Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-seize.

[Signé]

FISSET, BURROUGHS ET CAMPBELL, P.C.S.

Acte de vente, par Henry Atkinson, au gouvernement de Sa Majesté, d'une portion de terrain contiguë au domaine de Spencer-Wood, au prix de £400.—24 mai 1854.

[TRADUCTION.]

Le vingt-quatrième jour de mai de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-quatre, en la Cité de Québec, dans cette partie de la Province du Canada appelée Bas-Canada, par devant les notaires publics soussignés, dûment nommés et assermentés dans et pour la dite partie de la dite Province, résidant en la dite cité de Québec, sont personnellement comparus Henry Atkinson, écuyer, de la cité de Québec, marchand, d'une part ;

Et l'honorable Jean Chabot, Commissaire en chef des Travaux Publics pour la dite Province du Canada, et l'honorable Hamilton-Hartly Killaly, Assistant-Commissaire des dits Travaux Publics, pour toutes et chacune des fins et considérations ci-après mentionnées, dûment autorisés, d'autre part ;

Lesquelles parties ont fait entre elles les marchés, déclarations, promesses et conventions suivantes, savoir : le dit Henry Atkinson, pour les considérations ci-après énumérées, a reconnu et confessé avoir vendu, cédé et transporté, et par ces présentes, vend, cède et transporte, avec promesse de garantie contre tous dons, douaires, hypothèques, substitutions, aliénations et autres empêchements quelconques, à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, les dits Commissaires ce acceptant, pour les fins publiques du gouvernement civil de la dite Province du Canada, à toujours (*for ever*), toute cette portion ou lot de terre sise et située à Spencer Cove, près Québec susdit, contenant soixante-et-quatre pieds, ou environ, mesure anglaise, en front, sur telle profondeur qui peut se trouver depuis la ligne du grand chemin jusqu'à la propriété achetée par Sa Majesté du dit vendeur.

La dite portion de terrain est bornée en front par le grand chemin de la Reine conduisant de Québec à Sillery, sur la profondeur par la dite propriété achetée par Sa Majesté, d'un côté, vers l'ouest, à cinq pieds en deçà de l'angle facial d'une maison en bois occupée par Denis Maguire, et de l'autre côté, vers l'est, à cinq pieds en deçà de l'angle facial d'une autre maison en bois occupée par le dit Denis Maguire, ces deux maisons appartenant au dit Henry Atkinson, suivant le plan ci-annexé, signé par les dites parties. Avec tous les profits, avantages, biens et appartenances quelconques relevant de la dite propriété à quelque titre que ce soit, ainsi que tous les biens, droits, titres, réclamations, demandes quelconques que le dit Henry Atkinson peut avoir sur la dite propriété ou sur aucune partie d'icelle.

Pour, par Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, jouir, faire et disposer de la dite propriété ci-dessus cédée et vendue, avec tous les droits, appartenances et dépendances en dérivant, pour l'usage public du gouvernement civil de la dite Province, à toujours (*for ever*), et pour aucun autre usage, intention ou dessein quelconques, sujet à tous et chacun les *cens et rentes* et autres redevances et droits seigneuriaux auxquels le dit lot ou portion de terrain peut être assujetti à l'avenir en faveur du seigneur ou des seigneurs de qui relèvent la dite propriété.

Et le dit Henry Atkinson, pour lui et ses héritiers, promet et s'oblige garantir et défendre, par les présentes, contre lui-même, le dit Henry Atkinson, et contre toute et telle personne ou personnes que ce soit ou puisse être, la dite partie du dit lot ou étendue de terrain et propriété ci dessus décrite, ou par ces présentes cédée et vendue à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, ainsi que chaque partie ou portion d'icelle, avec tous les droits, circonstances et dépendances en découlant.

Et le dit Henry Atkinson, pour lui, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs, est convenu avec et a promis aux dits Commissaires des Travaux Publics pour et en faveur de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, qu'eux, les dits Commissaires des Travaux Publics, devront et pourront, en aucun temps, avoir, tenir et posséder la dite partie ou portion du dit lot, ou étendue de terrain et propriété, circonstances et dépendances, sans aucun pouvoir de louer, poursuivre, évincer, troubler ou empêcher de la part du dit Henry Atkinson ou d'aucune personne ou personnes réclamant ou ayant l'intention de réclamer la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain ou propriété, ou aucune partie d'icelle, et que la dite propriété appartient et continuera d'appartenir à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, et de demeurer libre, exempte et complètement exonérée et déchargée de toutes cessions, ventes, dons, douaires, arrérages de cens et rentes, lots et ventes, redevances, dettes, charges et empêchements quelconques, que le dit Henry Atkinson, ou toute autre personne, aurait faits, contractés ou soufferts.

Et en considération de la vente de la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et propriété ci-dessus effectuée, les dits Commissaires des Travaux Publics, pour eux et leurs successeurs, et pour et au nom de Sa Majesté, ses hoirs et ayant-cause, sont convenus et ont promis et se sont engagés, par les présentes, envers le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs, administrateurs et cessionnaires, de lui payer à lui-même, ou à aucun d'eux, le prix ou considération de quatre cent louis, argent courant de cette province, ainsi qu'il le reconnaît et dont quittance.

Et dans le but d'éteindre toutes les hypothèques, dettes, réclamations, charges et empêchements sur la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et propriété, il a été et il est par les présentes, convenu et arrêté, par et entre les dites parties aux présentes, que les dits Commissaires ou leurs successeurs, pourront et devront procéder, poursuivre et prendre cause, ou faire procéder, poursuivre et prendre les procédures légales requises pour obtenir et obtiendront une sentence ou jugement de la Cour Supérieure de Sa Majesté pour le Bas-Canada, siégeant à Québec, confirmant ces présentes et la dite vente et toutes les matières y contenues pour le prix et considération ci-dessus stipulés, ou pour tous autres prix ou considération que l'on pourra juger nécessaire d'offrir pour la dite partie ou portion du dit lot, ou étendue de terrain et propriété, sans être tenu ou obligé cependant de payer aucun autre ou plus grand prix ou considération pour icelle que le prix ou considération ci-dessus stipulé, et que la dite sentence ou jugement de confirmation comme susdit, avec ces présentes, ne fasse et ne constitue qu'un seul et même titre.

Et le dit Henry Atkinson, pour lui, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs, est convenu avec, et a promis aux dits Commissaires, agissant comme

susdit, que si, dans les procédures qu'ils se proposent de prendre pour obtenir telle sentence ou jugement de confirmation que dessus, aucune opposition ou empêchement par ou de la part du dit Henry Atkinson ou ses prédécesseurs, soit *afin de conserver, afin de distraire, afin de charge* ou autrement, est faite, lui, le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs ou administrateurs prendront les mesures nécessaires pour que tels empêchements et oppositions soient rejetés, discontinués et retirés, sous un mois de la date de la signification de l'avis qui en aura été donné; et que si, par suite de telles oppositions ou empêchements, les dits Commissaires, agissant comme susdit, se trouvaient obligés de payer ou de déposer dans la dite Cour aucune somme ou sommes d'argent quelconque, le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs devront rembourser et payer aux dits Commissaires, agissant comme susdit, la dite somme ou sommes d'argent et dédommager et indemniser complètement les dits Commissaires et leurs successeurs de toutes telles oppositions, empêchements, frais, pertes et obligations en résultant.

Et pour l'exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les dites parties ont, par ces mêmes présentes, respectivement élu domicile, de la manière suivante, savoir: le dit Henry Atkinson a élu son domicile en l'étude de Archibald Campbell, notaire de Sa Majesté et notaire public, rue St-Pierre, en la Basse-Ville de Québec, et les dits Commissaires ont élu le leur au bureau des Commissaires des Travaux Publics en la dite Cité de Québec.

Ce fut ainsi fait et exécuté en la Cité de Québec susdite, en l'étude du dit Archibald Campbell, l'un des dits notaires soussignés, les jour et an susdits, et le dit Henry Atkinson et les dits Jean Chabot et Hamilton-Hartley Killaly, agissant comme susdit, ont, après lecture des présentes, en conformité de la loi, signé avec nous dits notaires qui avons aussi signé en foi et témoignage de ce que dessus. Thomas-A. Begly, écuyer, Secrétaire des Travaux Publics, a aussi signé et apposé aux présentes le sceau du Département des Travaux Publics.

[Signé]	J. CHABOT, C.C.T.P.,
"	HENRY ATKINSON,
"	HAMILTON H. KILLALY, Asst-Com're T.P.,
"	THOMAS A. BEGLY, Sec. Trav. Publics.
"	O. F. CAMPEAU, Notaire,
"	ARCH. CAMPBELL, Notaire public.

[L. S.]

(TRADUCTION.)

Nous, Louis-Joseph-Cyprien Fiset et John-Henry-Ross Burroughs, protonotaires-conjoints de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, dans et pour le district de Québec, et gardiens des archives du dit district, certifions, par les présentes, que ce que dessus est une copie fidèle et exacte de l'original et du plan ci-annexé, trouvés dans les minutes de record du dit feu Archibald Campbell, en son vivant l'un des

notaires duement nommés pour la Province de Québec, (ci-devant Bas-Canada), déposés dans les archives du dit district de Québec, par nous soigneusement comparée et examinée.

En foi et témoignage de quoi, nous avons aux présentes souscrit nos signatures conjointes et officielles et apposé le sceau de la dite Cour Supérieure, à Québec, ce vingt-deuxième jour de décembre mil huit cent soixante-et-dix.

[Signé] Fiset et Burroughs, P.C.S.

Acte de vente définitif de la propriété de Spencer-Wood au gouvernement de Sa Majesté, par Henry Atkinson.—(Suite de la convention du 31 mars 1852).—Quittance pour balance du prix de vente (£5,000.00.00.) —24 juin 1854.

[TRADUCTION.]

Le vingt-quatrième jour de juin de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante-quatre, en la Cité de Québec, dans cette partie de la Province du Canada appelée Bas-Canada,—pardevant les notaires publics soussignés, duement nommés et assermentés dans et pour la dite partie de la dite Province, résidant en la dite Cité de Québec, sont personnellement comparus Henry Atkinson, écuyer, de la Cité de Québec, marchand, d'une part ;

Et l'honorable Jean Chabot, commissaire en chef des Travaux Publics pour la dite Province du Canada, et l'honorable Hamilton-Hartley Killaly, assistant-commissaire des dits Travaux Publics, pour toutes les fins ci-après exprimées, duement autorisés, d'autre part ;

Lesquelles parties ont fait entre elles les marchés, déclarations, promesses et conventions suivantes, savoir : le dit Henry Atkinson, pour le prix ou considération de dix mille louis, argent courant de la Province du Canada, à être payé au temps et en la manière ci-après stipulés, a cédé, vendu, aliéné et confirmé à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, ce acceptant les dits commissaires pour les fins publiques du gouvernement civil de la dite Province du Canada, pour toujours, toute cette partie ou portion d'un certain lot ou étendue de terrain sise et située sur le chemin du Carouge, près de la Cité de Québec, connue sous le nom de Spencer-Wood,—la dite partie ou portion de terre maintenant vendue étant désignée, décrite et bornée comme suit, conformément au rapport ou procès-verbal fait par Gérard-George Dunlevie, arpenteur, savoir : au nord, par la propriété de Charles Alleyn, écuyer, et par le ruisseau St-Denis ; à l'est par la propriété de MM. Allan, Gilmour et Cie, et du dit Henry Atkinson ; au sud par la propriété du dit Henry Atkinson, écuyer, et à l'ouest, partie par la propriété du dit Henry Atkinson, écuyer, et partie par le chemin du Carouge ou la Grande-Allée, à commencer au point A du plan annexé, signé par les dites parties et par nous dits notaires, et en suivant le milieu du ruisseau St-Denis dans ses sinuosités vers un barrage construit par MM. A. Gilmour et Cie, susdits ;

de là du centre du dit barrage en suivant les sinuosités du pied de la falaise jusqu'à un point situé à six pieds, mesure française, du dit pied de la falaise sur la limite sud-est de la dite propriété, au point marqué B ; de là en remontant la falaise jusqu'à un point du sommet du rocher situé au-dessus de la maison de Lefurgy, au point petit b ; suivant de là une ligne brisée qui se déploie sur le talus de la falaise qui a été *plaquée* et fixée au moyen de piquets, et laquelle, du consentement des dites parties, devra être vérifiée et tracée sur le plan annexé par le dit Gerald-George Dunlevie, jusqu'au haut de l'escalier conduisant de l'anse (*cove*) à la dite propriété de Spencer-Wood, au point C, sur le prolongement du côté est du dit escalier au point D ; longeant de là le sommet de la dite falaise jusqu'au côté est d'une barrière, au point E, suivant une direction sud, soixante-et-onze degrés ouest magnétique, sur une distance de sept perches et huit pieds, mesure française ; de là allant au nord soixante-et-dix degrés ouest, deux perches, douze pieds jusqu'au point F ; de là allant au nord cinquante-neuf degrés ouest, un arpent et sept pieds jusqu'au point G ; de là allant au nord cinquante degrés et un quart ouest, le long de la clôture du jardin un arpent et deux perches jusqu'au point H ; de là allant au nord trente-neuf degrés et trois quarts est, deux arpents, huit perches et seize pieds jusqu'au point I ; de là suivant une ligne courbe dont la corde a un arpent et huit perches de longueur suivant la direction jusqu'au point K, nord dix degrés dix-neuf minutes ouest ; de là à L, suivant une direction nord soixante-et-cinq degrés ouest, cinq arpents, huit perches et demie, le long d'une clôture ; de là suivant la dite clôture, dont la direction est nord, soixante-et-dix-sept degrés ouest et la longueur d'un arpent jusqu'à M ; de là longeant la dite clôture nord sept degrés est, huit perches et quatre pieds jusqu'à N ; de là longeant une clôture nord six degrés ouest, trois perches et quatre pieds jusqu'à la clôture du côté sud de la dite Grande-Allée au point O (les limites de la dite propriété entre les lettres D et O étant parfaitement déterminées par les murs et les clôtures dessus construites) ; longeant de là le côté sud de la dite Grande-Allée nord, soixante-et-quatre degrés et un quart est, trois arpents et cinq perches jusqu'au point P ; de là allant sud vingt-quatre degrés est suivant la limite entre Henry Atkinson, écuyer, et Charles Alleyn, écuyer, en descendant jusqu'au ruisseau St-Denis A au point de départ, un arpent, neuf perches et six pieds, contenant soixante-et-quinze arpents et demi, mesure française, au-dessus de la falaise, et aussi ce qu'il peut y avoir en superficie entre le sommet de la dite falaise et les limites est et sud, telles que ci-dessus décrites, le tout plus ou moins.

Avec ensemble les maison, étables et autres bâtisses dessus construites à l'époque à laquelle la possession en fut donnée à Sa Majesté, et toutes les cours, jardins, terrains vacants, droits de vue, avantages, profits, biens, ou lui appartenant à quelque titre que ce soit, ainsi que tous les bien, droit, titre, intérêt, propriété, réclamation et demande quelconques du dit Henry Atkinson, écuyer, dans ou en dehors des dites prémices ou aucune partie d'icelles.

Pour, par sa dite Majesté, ses héritiers et successeurs, jouir, faire et disposer de la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et toutes et chacune des prémices ci-dessus décrites, ou reconnues être, par les présentes, cédées et vendues à

sa dite Majesté, avec tous leurs droits, circonstances et dépendances, pour les fins publiques du gouvernement civil de la dite province, à toujours (*for ever*), et pour aucun autre usage, fin, intérêt ou dessein quelconques, sujet aussi à tous les et chacun des *cens et rentes* et autre redevances et droits seigneuriaux auxquels la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et prémices peuvent assujetties, à l'avenir, au et en faveur du seigneur ou des seigneurs dont elles relèvent. Et le dit Henry Atkinson, pour lui et ses héritiers, promet et assure que lui le dit Henry Atkinson et ses héritiers, garantiront à toujours et défendront, par les présentes, contre lui, le dit Henry Atkinson, et toutes autres personnes quelconques, la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et propriété ci-dessus décrite ou reconnue être, par les présentes, cédée et vendue, ainsi que chaque partie ou portion d'icelle, avec tous les et chacun des droits, circonstances et dépendances, à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs.

Et le dit Henry Atkinson, pour lui, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs, est convenu avec et a promis aux dits Commissaires des Travaux Publics et successeurs, qu'eux, les dits Commissaires, devront et pourront, en aucun temps, avoir, tenir et posséder la dite partie ou portion du dit lot, ou étendue de terrain et propriété, circonstances et dépendances, sans aucun pouvoir de louer, poursuivre, évincer, troubler ou empêcher, de la part du dit Henry Atkinson ou d'aucune personne ou personnes réclamant ou ayant l'intention de réclamer la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain ou propriété ou aucune partie d'icelle, et que la dite propriété appartient et continuera d'appartenir à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, et de demeurer libre, exempte et complètement exonérée et déchargée de toutes cessions, ventes, dons, douaires, lots et ventes, dettes, redevances, charges et empêchements quelconques que le dit Henry Atkinson ou toute autre personne aurait faits, contractés ou soufferts.

Et en considération de la vente de la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain ou propriété ci-dessus affectuée, les dits Commissaires des Travaux Publics, pour eux, leurs successeurs, et pour et au nom de Sa Majesté, ses hoirs et ayant-cause, sont convenus, ont promis et se sont engagés, par les présentes, envers le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs, administrateurs et cessionnaires, de lui payer à lui-même, ou à aucun d'eux, le prix ou considération de dix mille louis, argent courant susdit, déduction faite de la somme de cinq mille louis, argent courant ci-dessus, payée au dit Henry Atkinson dès avant l'exécution des présentes, reçu de laquelle dite somme est reconnu suivant quittance passée devant A. Campbell et confrères, notaires, en date du treizième jour de juillet de l'année mil huit cent cinquante-deux.

Quant à la balance ou somme de cinq mille louis, argent courant, les dits Commissaires, agissant pour et au nom de Sa Majesté, l'ont bien et dûment payée, lors de l'exécution des présentes, au dit Henry Atkinson, ainsi que ce dernier le reconnaît par les présentes, dont quittance, avec l'intérêt dû sur icelle, savoir : la somme de cinq cent quatre-vingt-deux louis, quatorze chelins et sept deniers courant.

Et dans le but d'éteindre toutes les hypothèques, dettes, réclamations, charges et empêchements sur la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain et propriété, il a été et il est, par les présentes, convenu et arrêté par et entre les dites parties, que les dits commissaires, ou leurs successeurs, pourront et devront procéder, poursuivre et prendre cause, ou faire procéder, poursuivre et prendre les procédures légales requises pour obtenir et obtiendront une sentence ou jugement de la Cour Supérieure de Sa Majesté pour le Bas-Canada, siégeant à Québec, confirmant ces présentes et la dite vente et toutes les matières y contenues pour le prix et considération ci-dessus stipulés ou pour tout autre prix ou considération que l'on pourra juger nécessaire d'offrir pour la dite partie ou portion du dit lot ou étendue de terrain ou propriété, sans être tenu ou obligé cependant de payer aucun autre ou plus grand prix ou considération pour icelle que le prix ou considération ci-dessus stipulé, et que la dite sentence ou jugement de confirmation comme susdit, avec ces présentes, ne fasse et ne constitue qu'un seule et même titre.

Et le dit Henry Atkinson, pour lui, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs, est convenu avec et a promis aux dits commissaires, agissant comme susdit, que si, dans les procédures qu'ils se proposent de prendre pour obtenir telle sentence ou jugement de confirmation que dessus, aucune opposition ou empêchement par ou de la part du dit Henry Atkinson ou ses prédécesseurs, soit *afin de conserver*, *afin de distraire*, *afin de charge* ou autrement est faite, lui le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs ou administrateurs prendront les mesures nécessaires pour que tels empêchements et oppositions soient rejetés, discontinués et retirés, sous un mois de la date de la signification de l'avis qui en aura été donné; et que si, par suite de telles oppositions ou empêchements, les dits commissaires, agissant comme susdit, se trouvaient obligés de payer ou de déposer dans la dite Cour aucune somme ou sommes d'argent quelconques, le dit Henry Atkinson, ses héritiers, exécuteurs, curateurs et administrateurs devront rembourser et payer aux dits commissaires, agissant comme susdit, la dite somme ou sommes d'argent et dédommager et indemniser complètement les dits commissaires et leurs successeurs de toutes oppositions, empêchements, frais, pertes et obligations en résultant.

Et pour l'exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les dites parties ont, par ces mêmes présentes, respectivement élu domicile de la manière suivante, savoir: le dit Henry Atkinson a élu son domicile en l'étude de Archibald Campbell, notaire de Sa Majesté et notaire public, rue St-Pierre, en la Basse-Ville de Québec, et les dits commissaires ont élu le leur au bureau des Commissaires des Travaux Publics, en la dite Cité de Québec.

Ce fut ainsi fait et exécuté en la Cité de Québec susdite, en l'étude du dit Archibald Campbell, l'un des notaires soussignés, les jour et an susdits, le dit Henry Atkinson et le dit Jean Chabot et le dit Hamilton Hartley Killaly, agissant comme susdit, ont, après lecture des présentes et en conformité de la loi, signé avec nos dits notaires, qui avons aussi signé on foi et témoignage de ce que dessus. Thomas A.

Begly, écuyer, secrétaire des Travaux Publics, a aussi signé et apposé aux présentes le sceau du département des Travaux Publics.

	(Signé)	HENRY ATKINSON,
	"	JEAN CHABOT, C. C. T. P.
	"	HAMILTON H. KILLALY, Asst.-Com. Trav. Pub.
[L.S.]	"	THOMAS A. BEGLY, Sec. Trav. Pub.
	"	O. F. CAMPEAU, Notaire,
	"	ARCH. CAMPBELL, N.P.

[TRADUCTION.]

Nous, Louis-Joseph-Cyprien Fiset et John-Henry-Ross Burroughs, protonotaires-conjoints de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, dans et pour le district de Québec, et gardiens des archives du dit district, certifions, par les présentes, que ce que dessus est une copie fidèle et exacte de l'original et du plan annexé, trouvés dans les minutes de record de feu Archibald Campbell, en son vivant l'un des notaires dûment nommés pour la Province de Québec, (ci-devant Bas-Canada), déposés dans les archives du dit district de Québec, par nous soigneusement comparés et examinés.

En foi et témoignage de quoi, nous avons, aux présentes, souscrit nos signatures conjointes et officielles, et apposé le sceau de la dite Cour Supérieure, à Québec, ce vingt-deuxième jour de décembre mil huit cent soixante-et-dix.

[Signé] FISET ET BURROUGHS, P.C.S.

CESSION DU DOMAINE DE SPENCER-WOOD, par le Gouvernement du Canada,
au Gouvernement de la Province de Québec.

[TRADUCTION.]

Copie du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par le Gouverneur-Général en Conseil le 29 avril 1870.

Sur un mémoire de l'honorable Ministre des Travaux Publics, en date du 28 avril 1870, représentant que la propriété connue sous le nom de Spencer-Wood, près Québec, appartenant antérieurement à la ci-devant Province du Canada, est devenue la propriété de la Puissance par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867 ;

Qu'après son achat par la Province du Canada, elle a été utilisée comme maison du gouvernement, et que, avant la date de la Confédération et pendant un court espace de temps plus tard, elle fut occupée comme résidence par le gouverneur-général ;

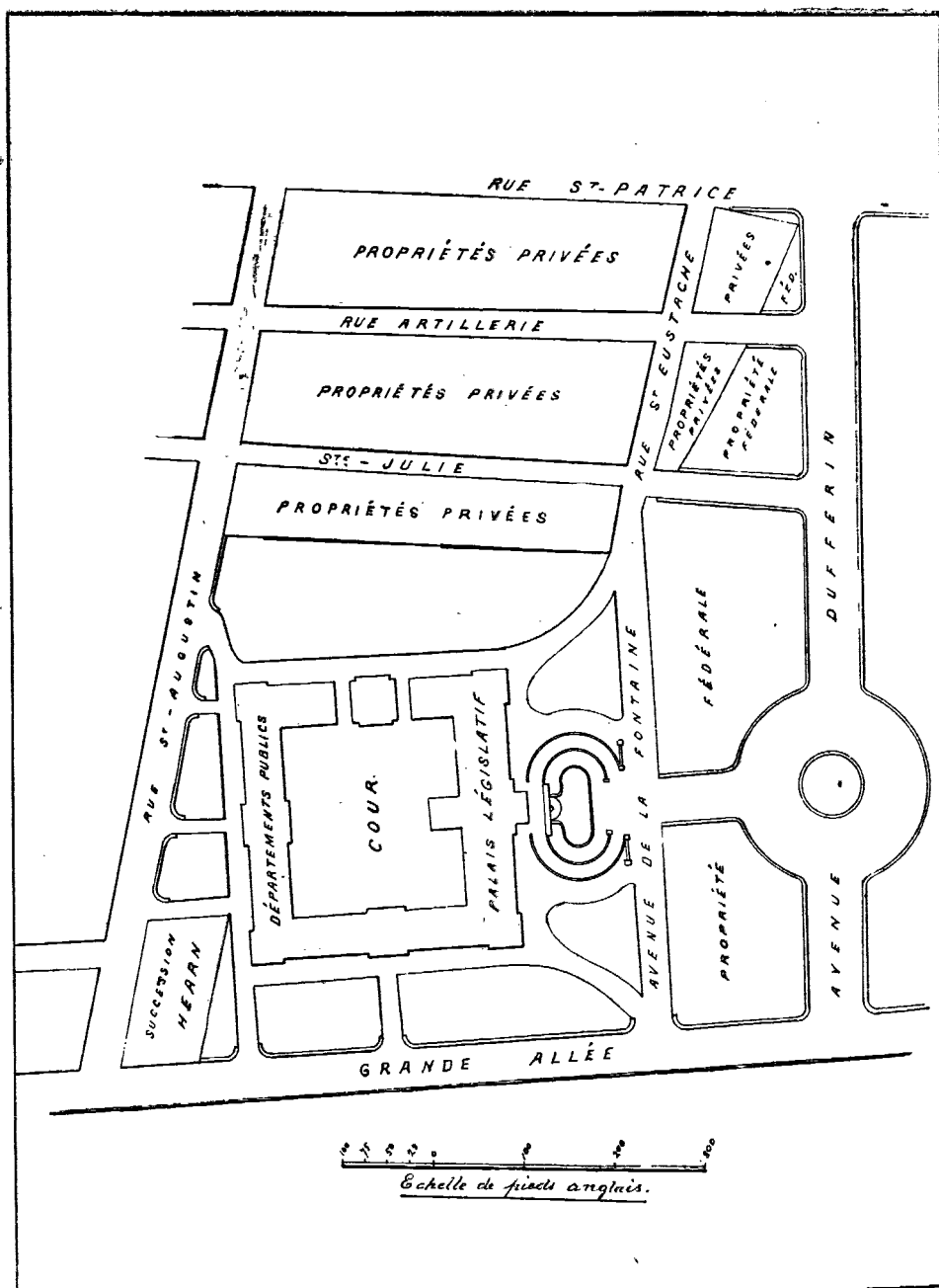
Que les maisons du gouvernement dans les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, auxquelles l'acte ci-dessus mentionné s'applique également, ont été retransférées aux gouvernements locaux, ainsi que l'emplacement des bâtiments situés à Toronto, employés comme maisons du gouvernement pour la Province d'Ontario.

Considérant que le siège du gouvernement a été transféré à Ottawa; que le gouverneur-général a été pourvu d'une résidence près de cette ville et que la maison du gouvernement pour la Province de Québec n'est plus requise par la Puissance, l'honorable ministre propose qu'une décision semblable à celle qui a été adoptée dans les autres cas ci-haut mentionnés, le soit également pour la dite propriété, et il recommande en conséquence que la propriété de Spencer-Wood, avec l'ameublement y contenu, soit transportée au gouvernement local de Québec à des conditions analogues à celles des transferts antérieurs de cette espèce.

Le Comité recommande que le transfert soit effectué tel que suggéré.

Certifié,

[Signé] W. H. LEE,
Greff. C.P.



APPENDICE No 5.

NOTES SUR LA PROPRIÉTÉ DE L'HOTEL DU GOUVERNEMENT A QUÉBEC.

LE TERRAIN.

Le terrain sur lequel a été construit l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, faisait autrefois partie du fief Saint-François, dont la création en terre noble et la première concession, par la Compagnie de la Nouvelle-France au sieur Jean Bourdon, remonte au 10 mars de l'année 1646, sous le gouvernement de M. de Montmagny.

Ce terrain est situé immédiatement au nord-ouest de la Grande-Allée, à proximité de la porte Saint-Louis, dans la partie de la ville appelée Quartier Montcalm (*extra muros*), et porte le numéro 4436 du cadastre officiel de ce quartier.

Sa superficie est de 251,763 pieds, mesure anglaise. Il fut acheté du gouvernement du Canada, par la province de Québec, le 14 août 1876, sous le gouvernement de Boucherville, au prix de \$15,000, spécialement pour y ériger l'édifice de la Législature et des Départements publics. On l'appelait alors *Cricket Field* ¹.

Ce terrain était autrefois borné au nord-est par la rue Saint-Eustache. La portion de cette rue qui touchait ainsi au terrain de l'Hôtel du Gouvernement a été cédée, il y a quelques années, par la corporation de la cité de Québec, au gouvernement de la Province, à certaines conditions ².

Elle forme aujourd'hui l'allée dite de la Fontaine, et court parallèlement à la façade du Palais Législatif, entre la Grande-Allée et la rue Sainte-Julie. Elle touche à la base même de la fontaine dédiée aux races aborigènes de l'Amérique du Nord, qui fait face à l'entrée d'honneur du Palais.

¹ Voir dossier 703—année 1876—du Secrétariat provincial, et les dossiers 34,992,—année 1876,—et 752,—année 1888-89,—du département des Travaux Publics.

² Voir les dossiers 817 et 1301 de l'année 1881;—1470, 1891, 1935 et 2109 de l'année 1885;—1446 et 1513 de l'année 1886;—198, 322, 408, 1678, 1679 et 1816 de l'année 1888-89;—1380 et 1913 de l'année 1889-90, du département des Travaux publics.

A la superficie du lot numéro 4436 du quartier Montcalm, il faut donc ajouter la superficie de cette portion de la rue Saint-Eustache qui est devenue l'allée de la Fontaine, pour avoir l'aire totale du terrain appartenant à la Province qui est à l'usage immédiat de l'Hôtel du Gouvernement. Ainsi le terrain du Palais Législatif et des Départements publics formant le lot numero 4436 a une

superficie de.....	251,763	pieds carrés.
Le terrain de l'allée de la Fontaine, contigu au précédent, autre		
propriété provinciale, a une superficie de.....	18,000	“ “

Ce qui donne le chiffre total de..... 269,763 pieds carrés.

Entre l'allée de la Fontaine et l'avenue Dufferin se trouve un terrain qui appartient au gouvernement fédéral et que le gouvernement de la Province a loué pour une somme de cinquante piastres par an ¹.

Entre l'avenue Dufferin et le mur de fortification de la ville se trouve un vaste terrain que le gouvernement provincial a aussi loué du gouvernement du Canada, et cela pour une somme de cinq piastres par an ². Une partie de ce terrain, occupée autrefois par un patinoir, près de la porte Saint-Louis, appartient cependant en propre à la province de Québec, qui l'acheta, en 1888, au prix de \$15,000.00. Cette autre propriété provinciale, dont rien sur place n'indique les bornes, a une superficie de 33,800 pieds ³.

La clôture en granit de Stanstead qui entoure le terrain de l'Hôtel du Gouvernement et les terrains voisins, loués par le gouvernement provincial du gouvernement du Canada, a été toute entière construite par la province. ⁴

Les terrains voisins de l'Hôtel du Gouvernement ont reçu des plantations d'arbres qui augmentent chaque année en intérêt et en importance. On y voit des ormes, des chênes, des érables, des peupliers, des maronniers, des tilleuls, une jolie variété de bouleaux et quelques massifs d'épinettes. On se propose de compléter ces plantations et d'y faire figurer toutes les essences de la forêt canadienne.

Tout auprès de l'édifice et de la fontaine, des massifs de fleurs, disposés ça et là au milieu du gazon, étalent aux regards leurs couleurs variées.

Les lits de fleurs des parterres de l'Hôtel du Gouvernement, sont, dans la belle saison, une des " attractions " de la ville de Québec. C'est M. Chollet, le jardinier de Spencer-Wood, qui a charge de cette culture artistique.

¹ Voir dossier 965 de l'année 1881, D.T.P.

² Voir dossier 718 de l'année 1881, D.T.P.

³ Acte d'achat passé devant Me F.-X. Gosselin, notaire, le 12 novembre 1888, sous le gouvernement Mercier. Le gouvernement a payé \$5,000.00, en sus du prix d'achat, en retour de certains privilèges relatifs aux expositions provinciales,—privilèges qui expireront en 1910. Dossier 1361, année 1888-89, D.T.P.—Voir dossiers 1116 de l'année 1888,—1361 de l'année 1888-89, et 2372 de l'année 1889, D.T.P.—Voir aussi les dossiers 473, de l'année 1892, et 973 de l'année 1895,—projet d'échange.

⁴ Voir Rapport général du Commissaire des Travaux Publics pour l'année 1894, pages 28 et suivantes.

DONNÉES GÉNÉRALES RELATIVES À L'ÉDIFICE.

L'édifice érigé sur le lot numéro 4436 du quartier Montcalm ci-haut indiqué, et que nous désignons sous le nom de "Hôtel du Gouvernement," est un palais de forme quadrangulaire, avec cour intérieure, saillies aux angles, pavillons au centre de chacune des façades secondaires, et un campanile flanqué d'avant-corps au centre de la façade principale.

La partie de l'édifice qui donne sur l'avenue Dufferin (corps principal) est occupée par le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative; on la désigne sous le nom spécial de "Palais Législatif."

Les trois autres côtés de l'édifice sont appelés "Départements Publics;" ils font face, respectivement, à la Grande-Allée, à la rue Saint-Augustin, et à la rue Sainte-Julie. On y a installé les bureaux du Lieutenant-Gouverneur, du Conseil Exécutif, du Procureur-Général, du Trésor, du Secrétariat Provincial; les départements de l'Agriculture et de la Colonisation, des Travaux Publics, des Terres de la Couronne, de l'Instruction Publique; la bibliothèque de la Législature, le bureau de l'Imprimeur de la Reine, etc.

Chacune des façades du bâtiment a 300 pieds de longueur; mais, en tenant compte des saillies des angles, des avant-corps et du campanile, la ligne du contour extérieur atteint un développement de 1405 pieds. La ligne du contour intérieur (donnant sur la cour) est de 857 pieds.

La superficie de la cour qu'entourent les quatre pans de l'édifice est de 37,800 pieds.

Le corps principal (Palais Législatif) a une largeur minima de 60 pieds, et une largeur maxima de 107 pieds et demi. Ses murs extérieurs ont une hauteur de 60 pieds, du niveau du sol à la corniche. La hauteur du faite, au-dessus de ce même niveau, est de 77 pieds.

La tour du campanile a 122 pieds de hauteur à la corniche, et 153 pieds au sommet du comble. La crête, avec le couronnement en fer qui la surmonte a une hauteur de 19 pieds; ce qui forme une hauteur totale de 172 pieds, de la base de la tour au sommet du couronnement.

Les trois côtés du bâtiment occupés par les départements publics, ont une largeur minima de 47 pieds 6 pouces, et une largeur maxima de 57 pieds 6 pouces. Les murs extérieurs ont, à la corniche, la même hauteur sur chaque façade, 60 pieds. Les pavillons de centre ont 72 pieds de hauteur à la corniche, et 103 pieds au sommet du comble.

L'édifice entier a un soubassement ou sous-sol, un rez-de-chaussée en bossage à refends, et deux autres étages séparés par un bandeau continu et surmontés d'un grand entablement ionique. Le soubassement est en grès vert; le rez-de-chaussée et les étages supérieurs sont en pierre de taille de Deschambault.

Un comble mansard, couvert en tôle galvanisée, avec ornements en zinc repoussé, complète l'extérieur de l'édifice.

 PLANS, DEVIS ET CONTRATS.

Le projet d'ensemble de ce vaste édifice est dû à M. Eugène Taché, architecte, de même que les décorations des vestibules et des grandes salles de délibérations du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, et l'ornementation, en sculptures et en incrustations, de l'intérieur et de l'extérieur de tout l'édifice.

La partie de l'Hôtel du Gouvernement qui, depuis l'année 1880, est occupée par les départements publics (façades donnant sur la Grande-Allée et les rues Saint-Augustin et Sainte-Julie) a été construite par messieurs Nicolas Piton et S.-X. Cimon, entrepreneurs, conformément à un contrat passé devant M. Cyrille Tessier, notaire, le 8 mai 1877, sous le ministère DeBoucherville, et suivant des plans et devis signés par M. Eugène Taché et M. Pierre Gauvreau. Ce dernier était alors l'ingénieur-en-chef du Département des Travaux Publics, et, comme tel, il était chargé de diriger la construction de l'édifice.

Commencés sous le ministère DeBoucherville, les travaux furent continués sous les ministères Joly et Chapleau. Le département de l'Agriculture et des Travaux publics fut installé dans le nouvel édifice le 1er septembre 1880; celui du Secrétariat provincial y fut transporté le 6 décembre de la même année. Les autres départements suivirent de près.

Les fondations du corps principal, donnant sur l'avenue Dufferin (Palais Législatif) furent construites par M. William-J. Piton (contrat du 18 août 1881, devant M. Jean-A. Charlebois, notaire, sous le gouvernement Chapleau), et l'entreprise majeure pour la construction de cette partie de l'édifice, d'après les plans et devis dressés et préparés par M. Eugène Taché et M. J.-B. Derome, fut donnée à monsieur Alphonse Charlebois, constructeur, par contrat du 9 février 1883, passé devant M. Cyrille Tessier, notaire, sous le gouvernement Mousseau.

C'est de la signature de ce dernier contrat que date la devise de la province de Québec : " Je me souviens. " ¹

¹ Les armoiries des provinces de Québec, d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont été " assignées " par mandat de Sa Majesté la Reine Victoria, daté de la Cour de Saint-James, le 26 mai 1868. Voici la description des armes de la province de Québec, telles que décrites dans ce mandat royal :

" D'or, à la fasce de gueules chargée d'un lion d'or passant regardant, accompagnée en chef de deux fleurs de lis d'azur, et en pointe de trois feuilles d'érable sinople tigées."

Ces armes reçurent, en 1883, l'addition de la devise " Je me souviens," qui résume si admirablement la raison d'être du Canada de Champlain et de Maisonneuve comme province distincte dans la Confédération.

M. Eugène Taché avait dressé le projet de la façade du Palais Législatif de Québec et y avait introduit les armes de la province avec cette devise : " Je me souviens," dont il est l'auteur, et qui était alors inconnue. Les plans et devis préparés par M. Taché, architecte, M. J.-B. Derome, ingénieur, et MM. Cousin, Trudelle, Saint-Michel et autres, dessinateurs, servirent de base et furent annexés au contrat relatif à l'érection du Palais Législatif,—contrat qui fut passé devant M. Cyrille Tessier, notaire, le 9 février 1883, sous l'autorité d'un arrêté du Conseil Exécutif du 22 janvier de la même année, et signé par M. Alphonse Charlebois, entrepreneur de travaux,

Les travaux de construction du Palais Législatif exécutés en vertu du contrat du 9 février 1883, furent terminés dans l'automne de 1886, sous le ministère Ross.¹

FAÇADES SECONDAIRES.

Les travaux de maçonnerie des trois côtés de l'édifice donnant sur les rues Grande-Allée, Saint-Augustin et Sainte-Julie, furent commencés dès l'année 1877 par les entrepreneurs Piton et Cimon. Ils furent interrompus à l'automne, puis repris au printemps de 1878. Le millésime "1878", que l'on voit sur l'avant-corps central de la façade de la Grande-Allée, indique l'année même où l'on a placé la pierre portant ce chiffre, et non l'année du commencement des travaux.

Au-dessus du millésime est le monogramme de Sa Majesté la reine d'Angleterre : "V.R.", sculpté dans la pierre, entouré d'une couronne de feuilles de chêne et orné de rayons. A droite et à gauche, les lettres "D" et "L", entourées de branches de laurier, indiquent les noms du comte de Dufferin et du marquis de Lorne, qui furent successivement gouverneurs du Canada pendant la construction de cette façade. La lettre "D" est surmontée d'une couronne de comte, et la lettre "L" d'une couronne de marquis.

L'entrée de cette façade de la Grande-Allée, avec ses pilastres ioniques et ses ornements d'un goût si pur, est un des détails les plus réussis de tout l'édifice. C'est un épisode charmant de ce beau poème.²

Des panoplies placées au dessus de cette entrée, à droite et à gauche, contiennent, sculptées en haut relief, les armes des deux premiers lieutenants-gouverneurs de la Province sous le régime de la Confédération : Sir Narcisse-Fortunat Belleau et l'honorable René-Edouard Caron.

Chacun de ces blasons porte son emblème caractéristique en cimier. L'écusson de M. Belleau est surmonté d'un hibou ; la devise est : "Je veille." L'écusson de M. Caron est surmonté d'une fleur de lis ; la devise est : "*Suaviter in modo, fortiter in re.*" Chaque écusson est timbré d'un casque de chevalier.

Sur la façade de la rue Saint-Augustin se trouvent des panoplies similaires dans les trumeaux du premier étage ; l'un (à droite de l'entrée) porte les armes du successeur de M. Caron, l'honorable Luc Letellier de Saint-Just, timbrées d'un casque de chevalier et surmontées d'une main en cimier. Ces armes ont pour devise : "*Hæc*

d'une part, et, de la part du gouvernement, par l'honorable M. Elisée Dionne et M. Ernest Gagnon, le premier comme commissaire et le second comme secrétaire du département des Travaux publics. Les parties signèrent aussi les plans annexés au contrat, sur lesquels étaient dessinées les armes de la province et la devise "Je me souviens." On peut donc dire que c'est à partir du 9 février 1883, date de la signature du contrat relatif à la construction de cette portion de l'Hôtel du Gouvernement qui est appelée le Palais Législatif, que cette devise : "Je me souviens" a revêtu un caractère officiel.

¹ Voir dossier 881 de l'année 1888, D. T. P.

² Le chevalier Falardeau ne pouvait se lasser de contempler cette façade de la Grande-Allée et tout l'ensemble du bâtiment. "C'est un palais admirable, disait-il, et qui serait un ornement dans les plus belles de nos villes d'Italie." La façade principale de l'édifice n'était pas alors construite. (1882)

manus ob patriam." Dans l'autre panoplie (à gauche de l'entrée), on a fait sculpter, l'an dernier (1895), les armes de Sir Adolphe Chapleau, le lieutenant-gouverneur actuel de la province de Québec. Voici comment ces armes peuvent se lire :

"D'argent à la fasce d'azur accompagnée de deux bureles du même, l'une en chef, l'autre en pointe, et de trois têtes de lion de sable, arrachées et lamperrées de gueules, Sur le tout, les armes de la province de Québec : D'or, à la fasce de gueules chargée d'un lion d'or passant regardant, accompagnée en chef de deux fleurs de lis d'azur, et en pointe de trois feuilles d'érable sinople tigées."

La devise est : "Toujours pour elle."

L'écusson est timbré d'un casque de chevalier, et porte en cimier trois feuilles d'érable de sinople.¹

Les armes de l'honorable Auguste-Réal Angers, sixième lieutenant-gouverneur de la province de Québec sous le régime de la Confédération, doivent être sculptées dans une des panoplies de la façade donnant sur la rue Sainte-Julie. Elles se lisent comme suit :

"Ecartelé en sautoir, au premier et au quatrième d'azur à l'étoile d'argent, au deuxième et au troisième d'or à la rose de gueules tigée de sinople. Sur le tout, de gueules à la tête de chérubin d'or ailé du même en cimier."²

La devise est : "Par droicts chemins."

Les trois façades secondaires dont nous venons de parler comprennent chacune un pavillon de centre en forte saillie sur l'alignement général, surmonté d'un attique servant de base à une grande coupole à quatre pans, percée de lucarnes à l'extérieur et sur la cour. Les pans transversaux de ces coupoles sont flanqués de cheminées dont les proportions et les formes élégantes embellissent les coupoles elles-mêmes.

Les entrées des pavillons de centre des façades secondaires, dont nous avons parlé plus haut, sont ornées d'un portique d'ordre ionique à pilastres engagés dans le bossage à refends du rez-de-chaussée. L'architecte y a introduit très heureusement des emblèmes nationaux : ainsi, la frise de l'entablement de ce portique est ornée d'un lion passant entre deux fleurs de lis, et la clef de l'archivolte porte les trois feuilles d'érables tigées, ce qui forme ensemble les diverses pièces du blason de notre province.

Les tympanes des portes cintrées de ces entrées, sont ornés de rameaux et de lauriers.

A chacun des angles du carré de l'édifice, un pavillon à saillie centrale supporte,

¹ On sait que, dans le blason, les couleurs s'indiquent sur la pierre, le marbre, le bronze ou le bois par des hachures tracées selon des règles conventionnelles. Ainsi le rouge (de gueules) est représenté par des lignes verticales ; le bleu (d'azur) est représenté par des lignes horizontales ; le vert (de sinople), par des lignes diagonales allant de droite à gauche ; le pourpre, par des lignes diagonales de gauche à droite ; le noir (de sable), par des lignes horizontales et verticales croisées. L'or est représenté par un pointillé ; l'argent est indiqué par l'absence de tout hachure ou incrustation (fond uni).

² Les ancêtres de M. Angers signaient "Angest" (petit ange) : de là la tête de chérubin qui occupe le centre de l'écu.

d'un côté un grand comble où se dessinent des fleurs de lis, et de l'autre une lucarne en pierre artistement sculptée renfermant une horloge monumentale.

Des écussons en pierre de Deschambault, sculptés aux armes de la province, et surmontés de la couronne royale, occupant le sommet des lucarnes des cadrans. Chacun de ces écussons a pour tenants ou supports deux énormes castors dressés (assis), ce qui donne un cachet original et national à cette ornementation, absolument conforme du reste aux règles héraldiques et classiques.

Les quatre pavillons d'angle de l'édifice contiennent, chacun, une entrée de proportions restreintes, avec pilastres ioniques, consoles, corniche et cartouche sculpté aux armes de la Province.

On pénètre dans la cour par deux vastes guichets cintrés pratiqués dans les avant-corps donnant sur la rue Sainte-Julie. Les tympanes de ces guichets sont ornés de couronnes de feuilles de chêne.

L'entrée de l'avant-corps central donnant sur la Grande-Allée conduit aux bureaux du Lieutenant-Gouverneur et de différents départements publics.

Au sommet de la grande lucarne frontale de la coupole de cet avant-corps est fixée une hampe au haut de laquelle on hisse le drapeau britannique aussitôt que le gouverneur de la Province arrive à ses bureaux. Ce drapeau reste ainsi flottant et déployé aussi longtemps que le représentant de Sa Majesté demeure dans l'édifice.

Depuis un certain nombre d'années on a cessé de se servir des portes des façades donnant sur les rues Sainte-Julie et Saint-Augustin, afin de pouvoir surveiller plus efficacement les entrées et les sorties des personnes qui ont accès aux bureaux ou ailleurs.

La garde de l'édifice et de ses abords est confiée à la police provinciale. Celle-ci a un bureau spécial dans le soubassement de la partie de l'édifice qui donne sur la rue Sainte-Julie. Les communications rapides avec les gardiens de service se font par signaux électriques.

FAÇADE PRINCIPALE. — DÉCORATIONS EXTÉRIEURES.

Comme tous les architectes modernes, l'artiste qui a conçu le projet de cet édifice est un éclectique. Il a trop de goût, cependant, et il est trop instruit pour donner dans cette confusion de genres où l'on s'égare souvent aujourd'hui, — confusion que l'on peut tolérer dans un édifice à destination ordinaire, mais qui devait être évitée dans un monument consacré aux labeurs patriotiques de la législation et au souvenir des fastes historiques de notre pays.

Le style de l'Hôtel du Gouvernement peut être appelé style renaissance française du XVII^e siècle. Car la renaissance des formes classiques s'est manifestée de diverses manières, en France, en Allemagne, en Italie, etc.; puis, ces manifestations se sont successivement modifiées et ont formé en quelque sorte des époques secondaires dans l'époque générale.

La façade principale du vaste carrée de l'Hôtel du Gouvernement est remarquable par les belles proportions de sa tour centrale, dédiée à Jacques Cartier, par la

pureté de lignes des avant-corps accolés à cette tour, dédiés,—l'un à Champlain, l'autre à Maisonneuve,—par l'élégance des pavillons des angles et par tout l'ensemble de l'ornementation.

Au rez-de-chaussée du campanile, ou tour centrale, se trouve l'entrée d'honneur par laquelle le Lieutenant-Gouverneur se rend au Conseil Législatif pour y rencontrer les membres des deux Chambres de la Législature, dans les grandes cérémonies officielles du commencement et de la fin de chaque session.

Au centre de l'entablement du portique de l'entrée d'honneur sont sculptées, dans le calcaire de Deschambault, les armes de la province de Québec, avec la devise : " Je me souviens. " Cet entablement est soutenu, de chaque côté, par des colonnes accouplées, d'ordre ionique, en granit vert poli de Quincy (Massachusetts), et par des pilastres accouplés correspondants, de même matière. À droite et à gauche de cette entrée principale se dressent des piédestaux engagés dans le soubassement en forme de contre-forts, qui attendent les statues des grands hommes de la génération actuelle et des générations de l'avenir. On a exprimé l'idée que l'accès devait en être interdit aux contemporains de leur vivant.

Les niches pratiquées dans la maçonnerie de la façade du campanile et des avant-corps de centre, devront contenir les statues de Jacques Cartier, le découvreur du Canada ; de Champlain, le fondateur de Québec ; de Maisonneuve, le fondateur de Montréal ; de Laviolette, le fondateur des Trois-Rivières ; de Pierre Boucher, gouverneur des Trois-Rivières, type accompli de l'ancien seigneur canadien ; puis celles du père de Brébeuf, le grand jésuite martyr, du père récollet Nicolas Viel, noyé par les Sauvages dans les rapides appelés depuis Sault-au-Récollet ; de Mgr de Montmorency-Laval, le premier évêque de Québec ; de M. Olier, le fondateur de la Compagnie de Saint-Sulpice et de la Compagnie de Notre-Dame de Montréal ; enfin celles de Frontenac, de Lévis, de Wolfe, de Montcalm, et de deux célébrités du dix-neuvième siècle : Lord Elgin et le colonel Charles-Michel de Salaberry.

Les armes de chacun des personnages dont on vient de lire les noms,—celles de leur famille ou celles de leur ville ou de leur institut,—sont sculptées dans la pierre, au dessus de chaque niche.¹ La disposition de ces niches et de ces statues indique une perception très nette des grandes lignes de l'histoire du Canada : on remarque aussi dans leur distribution un parallélisme qui dénote une main sûre.

Dans les trumeaux de chaque étage et jusque sur les murs de l'attique de cette façade principale, des trophées entourés de feuille de chêne, des cartouches, des panoplies et des draperies flottantes, portent, sculptées en relief, les armoiries et les noms des gouverneurs et lieutenants-royaux Montmagny, d'Ailleboust, d'Argenson, Tracy, Callières, Vaudreuil, Murray, Dorchester, Prévost, Bagot ; des découvreurs Mar-

¹ On a aussi sculpté dans la pierre les devises de plusieurs de ces personnages. En voici quelques-unes : Laval : *Dieu ayde au premier baron chrestien* ; Montcalm : *Mon innocence est ma forteresse*, et *Draconis extingtor* ; Elgin : *Primus* ; Salaberry : *Force à superbe, mercy à foible*. La devise des Jésuites est : *Ad maiorem Dei Gloriam* ; celle des Franciscains (Récollets) : *Pax charitas Christi* ; celle de la famille de Lévis : *Dieu ayde au second chrestien Lévis*.

quette, Joliette, La Vérendrye, La Salle ; de l'intendant Jean Talon ; des hommes de guerre Daulac, Beaujeu, Hertel, d'Iberville.

La lanterne du campanile, formée d'un étage d'ordre corinthien et d'un attique, est flanquée aux angles de quatre tourelles en échauguettes, et percée d'un œil-de-bœuf sur chacune de ses faces. L'une de ces ouvertures, sur la façade principale, est cependant masquée par un écusson de forme elliptique qui contient les armes royales sculptées en haut relief. La clef de l'encadrement de cette ouverture porte le monogramme "V.R." surmonté d'une couronne impériale.

La statue de Jacques Cartier sera placée immédiatement au-dessous, dans une ordonnance de style corinthien.

Les cadrans transparents de l'horloge du campanile sont éclairés le soir par une lampe électrique placée à l'intérieur de la tour. À droite et à gauche de ces cadrans, des flambeaux à la flamme ondoyante, emblème de la fuite du temps et de la vie qui se consume sans cesse, sont sculptés dans la pierre.

Les attiques des avant-corps accolés au campanile sont divisés en trois arcades séparées par des pilastres d'ordre corinthien. Dans les arcades centrales se trouvent les niches qui doivent recevoir les statues de Champlain et de Maisonneuve.

Le fronton de l'avant-corps dédié à Champlain est surmonté d'un beau groupe en bronze de M. Philippe Hébert : *La Poésie et l'Histoire* ; un autre groupe en bronze du même auteur : *La Religion et la Patrie*, couronne le fronton de l'avant-corps dédié à Maisonneuve.

En face de l'entrée d'honneur, au pied du campanile, et établie dans la déclivité du terrain, se trouve la fontaine monumentale dédiée aux races aborigènes du Canada dont il a été parlé plus haut. Son portique, qui est d'ordre toscan, est orné, au sommet, d'un groupe en bronze représentant une famille indienne. Tout au bas, au fond de la pièce d'eau formée par une vasque quasi elliptique de quarante-cinq pieds de longueur, sur vingt-huit de largeur, un autre bronze, un "pêcheur à la nigogue" ou harponneur indien, dardant un poisson au milieu d'une cascade, complète l'ornementation de ce gracieux hors-d'œuvre.

Voici la liste des statues exécutées par M. Philippe Hébert qui sont déjà placées au Palais Législatif :

Campanile :—Wolfe, Montcalm.

Avant-corps Champlain :—Frontenac, Elgin, *La Poésie et l'Histoire*.

Avant-corps Maisonneuve :—Lévis, Salaberry, *La Religion et la Patrie*.

Fontaine :—Une famille indienne.—Un harponneur indien.

Les maquettes de chacune de ces statues ont reçu l'approbation d'un comité nommé par le gouvernement et composé de M. Siméon LeSage, assistant-commissaire des Travaux Publics, de M. Eugène Hamel, artiste-peintre, et de l'architecte, M. Taché, assistant-commissaire des Terres de la Couronne.¹

¹ Pour ce qui reste à exécuter en travaux de statuaire afin de compléter l'ornementation de cette façade principale, voir le dossier 942 de l'année 1894, D. T. P.—Voir aussi le rapport du département des Travaux Publics pour 1888.

Des piédestaux en granit rose, posés en bordure sur l'allée de la fontaine, à droite et à gauche de la vasque, attendent des colonnes torsées qui, dans les dessins de M. Taché, sont surmontées de lampes grecques. Colonnes et lampes devront être en bronze.

PIERRE ANGULAIRE.

La pierre angulaire du portique de l'entrée d'honneur (formant le socle des colonnes accouplées, du côté gauche, en entrant), a été posée le 17 juin 1884, dans une cérémonie dont l'*Événement*, de Québec, a rendu compte dans les termes suivants :

(De l'*ÉVÉNEMENT* du 19 juin 1884.)

“Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur est allé, vers trois heures, mardi après-midi, présider d'une manière officielle à la pose de la pierre angulaire du nouveau Palais Législatif.

Malgré une chaleur torride, la cérémonie avait attiré sur les lieux un grand nombre de spectateurs, et les invités n'ont pas hésité à braver les rayons du soleil. C'étaient, entre autres, les membres du gouvernement, des deux branches de la Législature ainsi que du Conseil de ville. On remarquait sur le terrain, à part le lieutenant-gouverneur et le premier ministre qui ont pris une part active à la cérémonie, Mme Dr Ross, l'hon. J. Robertson, l'hon. L.-O. Taillon, l'hon. Jean Blanchet, l'hon. E.-J. Flynn, l'hon. J. Würtele et Mme Würtele, l'hon. P. Garneau et Mme Garneau, l'hon. J. Gingras, M. Joseph Shehyn et les D^les Shehyn, Mme et Mlle Routhier, l'hon. John Hearn, M. E. Taché et Mme Taché, M. Charlebois et les principaux officiers des départements, etc.

La pierre angulaire se trouve à la base d'un des piliers latéraux de l'entrée principale du Palais, du côté gauche.

La scène offrait un magnifique coup d'œil. Il y avait profusion de drapeaux de toute espèce.

La cérémonie a débuté par l'adresse suivante, présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par le premier ministre, l'hon. Dr Ross.

“A Son Excellence l'honorable Théodore Robitaille, membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, lieutenant-gouverneur de la province de Québec, etc., etc., etc.

“EXCELLENCE,

“J'ai l'honneur de vous inviter, en votre qualité de représentant de Sa Majesté la Reine, à procéder à la cérémonie de la pose de la pierre angulaire de ce Palais Législatif.

“Placé à la tête de la Législature et chef du pouvoir exécutif dans cette province, c'est à vous qu'il appartient de veiller au maintien des institutions politiques dont ce palais doit être à la fois le réceptacle et le symbole.

“ Puisse votre participation à cette cérémonie être un gage du respect de la génération présente et des générations futures pour l'autorité dont vous êtes le représentant et pour les institutions fédérales auxquelles le peuple de cette province est si justement attaché.”

(Signé)

JOHN J. ROSS,

Premier Ministre et Commissaire de

l'Agriculture et des Travaux Publics.

“ Québec, 17 juin 1884.”

Le lieutenant-gouverneur s'est alors avancé et a déposé dans la cavité de la pierre angulaire une plaque commémorative portant l'inscription suivante :

“ PALAIS LÉGISLATIF,

“ *Province de Québec,*

“ 17 juin 1884.

“ 47e année du règne de Sa Majesté Victoria 1ère,

Reine d'Angleterre.

“ *L'honorable THÉODORE ROBITAILLE, membre du Conseil Privé de Sa Majesté pour le Canada, lieutenant-gouverneur de la Province de Québec.*

“ *L'honorable JOHN-J. ROSS, Premier Ministre et Commissaire des Travaux Publics.*

“ *EUGÈNE TACHÉ, architecte.*

“ *P. GAUVREAU et J.-B. DEROME, architectes de la construction et directeurs des travaux publics.*

“ *A. CHARLEBOIS, constructeur.*”

Le Premier Ministre est venu ensuite déposer dans cette cavité, un portrait photographié de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ainsi qu'un certain nombre d'autres articles. Le Maire a jeté l'Almanach des Adresses pour cette année.

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et le Premier Ministre, armés, l'un de la truelle et l'autre du marteau, ont simulé la pose de cette pierre principale de l'édifice, et le gouverneur a déclaré la pierre angulaire officiellement posée.

Elle ne sera cependant fixée que samedi prochain. On se propose d'y mettre tous les journaux de Québec qui auront donné un compte-rendu de la cérémonie et divers autres articles et documents de circonstance.

La cérémonie s'est terminée par un discours très remarquable, tant au point de vue du fond qu'au point de vue de la forme, prononcé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et que nous reproduisons ici avec plaisir :

“ HOTEL DU GOUVERNEMENT,

“ Québec, 17 juin 1884.

“ Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs,

“ L'acte que nous venons de faire, en posant solennellement la première pierre de l'édifice de notre nouveau Parlement est d'une haute importance. La province de Québec a voulu affirmer une fois de plus son autonomie par son représentant officiel.

“ En effet, quel est cet édifice dont nous venons de solenniser l'érection ? C'est le Palais Législatif où les représentants de notre province sont appelés à délibérer et à légiférer en son nom et pour elle.

“ Là seront agitées les questions les plus importantes pour sa prospérité, sa stabilité et sa grandeur.

“ Là, tous les problèmes de son avenir seront discutés et résolus. Là, tous les intérêts les plus chers au point de vue social et religieux devront être sauvegardés. Et ce sera ses propres enfants qui présideront à ses propres destinées.

“ Ce seront les représentants qu'elle aura choisis, qu'elle aura investis de sa confiance, qui travailleront à lui faire des lois et à maintenir son gouvernement. En un mot, ce Palais Législatif sera le sanctuaire de notre autonomie provinciale.

“ L'autonomie provinciale, Messieurs, c'est une bien grande chose, une prérogative bien précieuse, dont nous ne saurions être trop jaloux. Elle est notre sauvegarde et notre palladium. Il est bon qu'il y ait à Ottawa un gouvernement central, puissant et respecté, qui groupe les forces éparses, qui serve de lien entre les provinces de l'empire canadien, qui donne l'impulsion aux grandes entreprises, qui encourage l'industrie, le commerce, la navigation, qui ait la force, le prestige et les ressources nécessaires pour représenter dignement notre pays dans le concert des nations ; mais, à côté de ce pouvoir central, il est bon aussi qu'il y ait le pouvoir local, qui, agissant dans une sphère plus restreinte, ait, si je puis m'exprimer ainsi, une juridiction plus intime, et exerce sa surveillance et sa direction sur les éléments qui constituent la base même de notre ordre social : la propriété, les lois civiles, l'organisation municipale, l'éducation, etc. Cette autonomie nous a été pleinement garantie par l'Acte de la Confédération, qui a ainsi consacré le principe de la décentralisation gouvernementale.

“ La province de Québec, plus qu'aucune autre, doit tenir à ce principe tutélaire, et elle y tient.

“ Sans doute, comme on l'a dit, il serait plus commode et moins coûteux de n'avoir qu'un gouvernement et une administration. Mais, s'il est vrai que nous aurions moins à payer, nous serions aussi moins maîtres chez nous, et moins en état de contrôler nos affaires de famille. Notre province a compris cela et n'a rien épargné pour assurer la perpétuité de ses institutions locales. Elle s'est généreusement imposé les sacrifices nécessaires à cette fin, et la construction de l'édifice où se trouvent actuellement les bureaux publics et du nouveau Palais Législatif, en est une preuve évidente.

“ A ceux qui demanderont désormais si la province de Québec est attachée à ses institutions et à son autonomie provinciale, on pourra répondre :

“ Allez visiter les édifices publics qu'elle a construits dans sa capitale, et vous verrez qu'elle entend conserver ce *self-government* qu'elle a conquis après un siècle de lutes et de combats. ”

“ J'avais donc raison de dire que la pose de la première pierre de notre Palais Législatif est pour nous un événement important.

“ J'espère que cet édifice verra toujours s'élaborer des mesures pratiques ; que les assemblées qui s'y réuniront sauront s'inspirer des traditions nationales ; que l'amour de la patrie ne cessera jamais d'être leur mobile et leur guide, et que le respect de la justice et du droit présidera à leurs délibérations. Je souhaite enfin que toutes les lois qu'elles édicteront aient pour but et pour résultat le bonheur, la prospérité et la gloire de notre chère province. ”

Voici la liste complète des objets qui ont été déposés dans la pierre de fondation du Palais Législatif :

1. Une plaque en métal, avec inscription, déposée par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur.

2. Un Christ en métal et un portrait photographique du lieutenant-gouverneur, avec autographe, déposés par l'honorable Premier Ministre.

3. Un répertoire des adresses de la ville de Québec, déposé par le maire de Québec.

M. Eugène Taché, architecte de l'édifice, a aussi fait déposer une statuette de saint Joseph dans la pierre de fondation.

(De l'ÉVÉNEMENT du 21 juin 1884.)

“ Des exemplaires de chacun des journaux français et anglais qui ont rendu compte de la cérémonie de la pose de la pierre angulaire du nouveau Palais Législatif, ont été déposés dans cette pierre, aujourd'hui même, à midi, en présence de M. S. Le Sage, assistant-commissaire du département de l'Agriculture et des Travaux publics, et de M. Ernest Gagnon, secrétaire du même département. Puis une énorme pierre, soulevée par une grue de grande puissance, a été placée sur celle qui contenait ces journaux et les autres objets déposés dans la cérémonie de mardi dernier. M. Pageau, architecte, dirigeait l'opération. ”

DÉCORATIONS INTÉRIEURES.

En pénétrant dans le premier vestibule de l'entrée d'honneur du Palais Législatif, on aperçoit, à droite, sculpté dans le parement en grès de l'Ohio dont les murs de ce vestibule sont revêtus, l'écusson du marquis de Lorne, avec la barque normande de la maison d'Argyle et la devise : *Ne obliviscaris*. Au dessous, les dates 1878-1883 indiquent la durée du terme d'office du marquis de Lorne comme gouverneur-général du Canada.

À gauche sont sculptées les armes du marquis de Lansdowne, ex-gouverneur-général, avec la devise : *Virtute non verbis* et les dates 1883-1888.

Tout auprès, à gauche de la porte conduisant au vestibule intérieur, on voit le blason de l'honorable Théodore Robitaille, ex-lieutenant-gouverneur de la province, dont l'emblème caractéristique est une colombe tenant dans son bec une branche d'olivier, et la devise : *À ciel ouvert*. Au dessous sont les chiffres 1879-1884.

Comme pendant de ce dernier blason, à droite, celui de l'honorable Louis-Rodrigue Masson, ex-lieutenant-gouverneur, avec son emblème caractéristique : une

tête de lion ailé, et la devise : *Dieu aydant*, est taillé dans le parement en grès. Au dessous se dessinent en relief les chiffres 1884-1887.

Le marquis de Lorne et le marquis de Lansdowne, M. Robitaille et M. Masson, furent, les premiers, gouverneurs-généraux du Canada, et les seconds, lieutenants-gouverneurs de la province de Québec pendant la construction de cette partie de l'Hôtel du Gouvernement qui est appelée le Palais Législatif. Nous avons vu plus haut que, commencé en 1883, le Palais Législatif a été terminé vers la fin de l'année 1886.

Les lambris d'appui en noyer noir des vestibules du rez-de-chaussée, du premier et du deuxième étages du Palais Législatif, sont ornés d'arabesques, d'armoiries et d'inscriptions, ciselées et dorées, d'un goût et d'une science extrêmement remarquables. C'est l'histoire écrite en langue héraldique. On y lit, au rez-de-chaussée, les armes et les noms de personnages appartenant à la première période des annales historiques de l'Amérique du Nord et du Canada : Vérazzani, Sébastien Cabot, De la Roche, De Caen, Roberval, Pontgravé, Poutrincourt, De Monts, Léry, De Chaste, Pontchartrain, Châteaufort, Guercheville, Lauzon, Courcelles, Hocquart, Denonville, Bégon, Duquesne, la duchesse d'Aiguillon, Madame de la Peltrie, Marie Guyart de l'Incarnation.

Dans un cartouche, au pied du grand escalier du vestibule, on voit, tracés en or, un soleil éclairant le monde, avec la devise : *Nec pluribus impar* et l'inscription "Louis XIV." En face, sur un autre cartouche, sont gravés les armes et le nom de Colbert.¹

A l'étage supérieur, et dans des situations identiques, sont les armoiries de George III d'Angleterre et de son ministre William Pitt.

Le visiteur a gravi un escalier et l'histoire a marché d'un siècle.

Avec un art consommé, les arabesques aux lignes d'or glissent sur les panneaux des rampes et des paliers, et atteignent le premier, puis le deuxième étage, multipliant leurs dessins variés et gracieux et entourant les blasons de personnages appartenant, pour la plupart, à une époque plus récente : Saint-Vallier, Pontbriand, Beauharnois, La Galissonnière, La Jonquière, Longueuil, Coulon de Villiers ; Ramezay, Townshend, Amherst, Quesnel, Vallières, Sewell, Stuart, Panet, Baby, Taschereau, Bédard, De Léry, Lotbinière, Parent, Nelson, Lanaudière, Boucherville, Viger, Cu villier, Saint-Ours, Bourdages, Plessis, Mountain, Blanchet, Laforce, Lartigue, Bourget, Rollette, Dambourgès, Duchesnay, De Gaspé, etc.

Au fond du plus haut palier de l'escalier d'honneur, au milieu de palmes abondantes incrustées en or sur les panneaux des lambris, brillent le monogramme de la Compagnie de Jésus et les noms de quelques uns des missionnaires jésuites qui ont arrosé de leur sang et fécondé par leur martyre la terre désormais chrétienne du Canada et de l'Amérique du Nord : Jogues, Lallemant, Rasle, Buteux, Garnier.

A droite sont les noms des premiers historiens de la Nouvelle-France : Sagard,

¹ La devise de Colbert était : *Pro Rege sæpe, pro patria semper* :—" Pour le roi souvent, pour la patrie toujours."

Lescarbot, Ducreux, Charlevoix : à gauche sont ceux d'historiens et d'historiographes modernes : Garneau, Ferland, Chritie, Bouchette.

Les panneaux des rampes des escaliers portent aussi, gravés en or et entourés d'arabesques, le nom de "Lorne," avec les armes et les devises de la maison d'Argyle et de la maison d'Angleterre ; le nom de "Lansdowne," avec les armes des Flahaut, les armes des Chatellerault et la devise *Sola nobilitas virtus*, ainsi que les noms, les armes et les devises de nos premiers lieutenants-gouverneurs.

Les sculptures et les incrustations en or sur noyer noir des portes monumentales des salles de délibérations du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, de même que celles des trônes occupés par les présidents des deux Chambres, font l'admiration de tous les étrangers.

Le millésime "1792," date de la mise en force de la constitution inaugurant le régime parlementaire en Canada, et le millésime "1867," date de l'établissement de la Confédération, sont incrustés sur les battants des grandes portes des deux Chambres, au milieu de palmes d'une suprême élégance.

Les salles de délibérations du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative sont de dimensions identiques ; soixante-sept pieds de longueur, cinquante pieds de largeur, trente-trois pieds de hauteur.

Deux cents lampes électriques, fixées au plafond, éclairent la salle des délibérations de l'Assemblée Législative.

La lettre "C" (Canada), entourée de guirlandes de feuilles de chêne moulées en plâtre, sert d'ornement et de couronnement aux petites portes d'entrée de chacune des grandes salles de délibérations. Les plafonds et les pans de murs transversaux sont disposés de manière à recevoir des peintures à fresque ou autres peintures murales.¹ Les armes de l'Angleterre et de la vieille France, avec des anges pour supports, figurent dans les multiples décorations en plâtre de ces vaste pièces.

Ça et là, dans plusieurs autres parties de l'édifice, sont disposées :

Les armes d'Angleterre : "Ecartelées au premier et au quatrième de gueules à trois léopards d'or, l'un sur l'autre," avec la devise : *Dieu et mon Droit* ;

Les armes de l'Ecosse : "D'or, chargé d'un lion de gueules entouré d'un double trescheur fleuroné et contre-fleuronné du même," avec la devise : *Nemo me impune lacessit* ;

Les armes de l'Irlande : "D'azur à la harpe d'or", avec la devise : *Erin go Bragh* ;

¹ M. Eugène Hamel a fait pour le gouvernement les esquisses de deux grands tableaux historiques qui seront sans doute exécutés plus tard et placés dans l'enceinte du Palais Législatif. (Voir dossier 3519 de l'année 1886, D. T. P.) Le même artiste a fait la plupart des portraits des présidents du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative que l'on a placés dans les Chambres mêmes ou dans les vestibules qui y conduisent : ceux des honorables messieurs de Boucherville, Ross, LeMaire, de La Bruère, Fortin, Blanchet, Taillon, Beaubien, Turcotte, Würtele, Marchand. Le portrait de l'honorable M. LeBlanc a été fait par M. Saint-Charles, et celui de l'honorable M. Starnes par M. Alexander.

Et les armes de l'ancien royaume de France, le pays d'origine de la plupart des habitants de la province de Québec : "*D'azur à trois fleurs de lis d'or*," avec le cri de guerre : *Montjoye Saint-Denis*.¹

Un auteur canadien s'est exprimé ainsi en parlant de l'édifice qui fait l'objet de cette étude :

"Nos monuments historiques ou architectoniques sont bien pauvres et bien petits, comparés à ceux des villes européennes. Au point de vue de l'art, ils n'ont le plus souvent qu'une valeur relative fort restreinte. Il n'en est pas ainsi toutefois de notre Palais Législatif,—le Panthéon du Canada français,—qui serait un ornement même dans les plus belles villes de France et d'Italie.

"Il y a je ne sais quoi de fort et de gracieux dans cet édifice, qui charme et captive le regard. Ce toit, qui faisait l'admiration de la princesse Louise et rappelle celui des Tuileries,² ce campanile à la fois élégant et majestueux, ces pavillons où les lis sont semés "*à pleines mains*," ne ressemblent en rien à ce qui se voit ailleurs sur notre sol d'Amérique. Toute cette architecture est vraiment française, avec, en outre, un cachet particulier où s'accuse la personnalité savante, originale, distinguée et très canadienne de l'architecte, M. Eugène Taché."

MATÉRIAUX ET CONSTRUCTION.—COUT TOTAL DE L'ÉDIFICE ET DES TERRAINS.

Le palais de l'Hôtel du Gouvernement est construit tout entier en matériaux incombustibles, à l'exception des combles, dont la charpente est en bois, de même que la toiture. Celle-ci est recouverte en tôle galvanisée, avec ornements en zinc repoussé, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Le grès vert qui entre dans la construction du soubassement, a été extrait des carrières de Lévis. La pierre des parements des murs des quatre façades extérieures vient des carrières de Deschambault ;³ celle des parements des murs donnant sur la cour a été tirée, partie d'une carrière de la Malbaie, partie d'une carrière de Terrebonne.

¹ *Montjoye* était le nom de la bannière des Carlovingiens ; *Saint-Denis* était le nom de l'oriflamme des Capétiens. La bannière des Carlovingiens fut donnée par le pape Adrien Ier à Charlemagne, sur la colline de Rome appelée *Mons gaudiis* : de là le nom de Mont-Joye donné à cette bannière.

Les armes de la vieille France n'ont, dans la décoration du Palais Législatif, aucune signification politique. Les Canadiens d'origine française ont été séparés définitivement de leur ancienne mère-patrie par le traité de Paris de 1763. Les liens officiels et politiques qui les unissaient au pays de leurs ancêtres furent dès lors rompus, et la première république française, le premier empire, la restauration, la deuxième république, le second empire et la troisième république n'occupent aucune place dans leur histoire. Lorsque les Français ou les Anglais d'outre-mer voient ici les armes de la vieille France, ils peuvent trouver l'explication de cette sorte d'anachronisme dans la devise de la province de Québec : "*Je me souviens*". Il n'en est pas d'autre.

² C'est du dôme du pavillon central faisant face à la Grande-Allée dont il est ici question. Le comble du corps principal ne fut construit qu'après le départ pour l'Europe de la princesse-artiste.

³ MM. Châteauevert & Beaucage en ont été les fournisseurs.

Les solives en fer et autres pièces métalliques qui entrent dans la construction des planchers, ont été importées de Belgique, de même que le carrelage des parquets.

Les appareils de chauffage à circulation d'eau chaude qui distribuent la chaleur dans toutes les parties de l'édifice et jusque dans les mansardes, ont été installés par la maison Mitchell, de Montréal.

Les ascenseurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative sont du système Otis, lequel est une application ingénieuse de la grue hydraulique Armstrong.

La cloche, les horloges et les cadrans du campanile et des pavillons des angles ont été posés par M. Cyrille Duquet, de Québec.

Il serait trop long de citer ici les noms de tous les artisans et ouvriers à qui les entrepreneurs ont confié l'exécution des parties difficiles de l'entreprise. Notons encore cependant ceux de M. Vincent et de M. Cédrat, sculpteurs en pierre, qui, sur des dessins de M. Taché, se sont acquittés de leur tâche avec un succès remarquable; ceux de MM. Gingras et Frère, qui ont construit les escaliers; et celui de M. A. Barbeau, qui a exécuté les travaux en tôle et en zinc de la toiture.

Les sculptures en bois ont été faites sous la surveillance de M. Berlinguet.

Le coût total de l'Hôtel du Gouvernement, c'est-à-dire de l'édifice du Palais Législatif et des Départements publics, y compris les sommes payées pour la construction de la fontaine et de la clôture en granit, pour l'acquisition des terrains de l'ancien *Cricket-Field*, de l'ancien patinoir et de partie de la rue Saint-Eustache pour le nivellement et l'embellissement de ces terrains, ainsi que le prix des statues de la façade principale et de la fontaine, etc., etc.,—est de \$1,669,249.16, (un million six cent soixante-et-neuf mille deux cent quarante-neuf piastres et seize centins).

Deux accidents ont un peu augmenté le coût de l'édifice: 1o, l'incendie de l'ancien Parlement, voisin de l'archevêché, arrivé le 19 avril 1883, qui occasionna les frais d'une installation temporaire dans l'édifice en voie de construction pour la session suivante de la Législature; 2o, la double explosion de dynamite causée par des mains criminelles, le 11 octobre 1884, et qui nécessita certains travaux de reconstruction.

ERNEST GAGNON.

QUÉBEC, 13 septembre 1896.

EMPLACEMENT DE L'ANCIEN PATINOIR, À QUÉBEC.

(Titre et plan.)

ACTE D'ACHAT, par le gouvernement, du terrain de l'ancien patinoir,
près de la porte Saint-Louis (Québec.)

[TRADUCTION.]

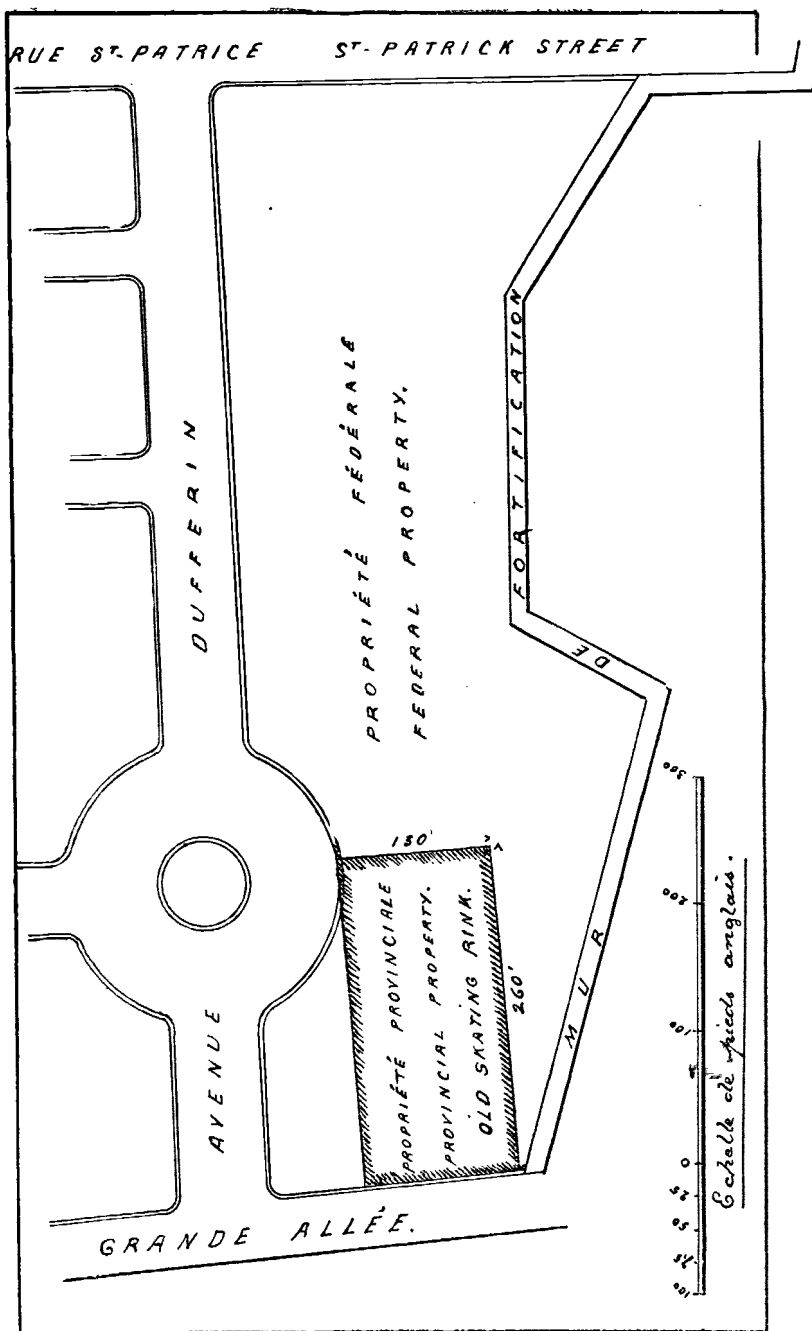
Le douzième jour du mois de novembre de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit ;

Pardevant moi, François-Xavier-Gosselin, notaire soussigné pour la province de Québec, dans la Puissance du Canada, résidant et pratiquant dans la cité de Québec ;

EST COMPARU : Le Club des Patineurs ("The Quebec Skating Club") corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, représenté aux présentes par Alfred H. White, écuier, et Robert Campbell, écuier, avocat, tous deux de la cité de Québec, le dit Alfred H. White en sa qualité de président, et le dit Robert Campbell en sa qualité de secrétaire-trésorier du dit Club, tous deux dûment autorisés pour et à l'effet des présentes, par et en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée des actionnaires du dit "The Quebec Skating Club", à Québec, le cinquième jour d'octobre dernier, conformément à une certaine lettre signée par l'honorable P. Garneau, Commissaire des Travaux publics, et portant la date du huit d'août dernier, 1888, ci-annexée, et à une autre résolution des dits actionnaires du dit "The Quebec Skating Club", passée le dit cinq octobre, copie desquelles résolutions ont été annexées aux présentes, après avoir été signées par les parties et par moi dit notaire pour identification.

Lequel dit "The Quebec Skating Club", représenté comme susdit, a déclaré avoir vendu, cédé, transporté et abandonné, comme par ces présentes, il vend, cède, transporte et abandonne, avec garantie de toutes hypothèques, troubles et aliénations quelconques, à Sa Majesté la Reine Victoria, représentée aux présentes par l'honorable Pierre Garneau, de la dite cité de Québec, Commissaire des Travaux publics pour la province de Québec, et Ernest Gagnon, écuier, de la dite cité de Québec, secrétaire du Département des Travaux publics de la dite Province : toute cette portion ou étendue de terrain sise et située en la cité de Québec, dans la province de Québec, dans la Puissance du Canada, et plus spécialement décrite comme suit, savoir : Un certain lot ou portion de terre, sis et situé sur le côté nord de la rue St-Louis, contigu aux remparts des fortifications de la cité de Québec, du côté ouest ; la dite portion de terrain faisant partie d'un certain lot désigné au plan cadastral et au livre de renvoi de la cité de Québec (dans le quartier Montcalm) sous le numéro quatre mille quatre cent trente-sept¹ et avec les dimensions suivantes : cent trente pieds de front sur deux cent soixante de profondeur, borné comme suit : au nord, à l'est et à l'ouest par les terres de la Puissance du Canada sous le numéro cadastral quatre mille quatre

¹ Inexact. Le numéro véritable est 4116.—Note du secrétaire du Département.



cent trente-sept ¹ du plan cadastral et livre de renvoi de la cité de Québec, quartier Montcalm ; et au sud par la rue St-Louis ; l'opération du bornage consistant, premièrement, dans le prolongement de la ligne des deux bornes de pierre sur la ligne côté nord de la dite rue St-Louis, indiquant les angles sud-est et sud-ouest du lot de terre connu sous le nom de "Garrison Cricket Field", jusqu'à son intersection avec le côté sud du mur du rempart ; lequel point d'intersection se trouve à quatre pieds cinq ponces au nord du parement en pierre de la porte qui fait communiquer la rue St-Louis *intra muros* avec la rue St-Louis *extra muros*, lequel dit point d'intersection forme le dit angle sud-est du dit lot, de là vers l'ouest pour une distance de cent trente pieds sur la dite ligne prolongée sur le côté nord de la rue St-Louis jusqu'à l'angle sud-ouest du dit lot, de là à angle droit avec la dite rue St-Louis ; vers le nord deux cent soixante pieds, à l'angle nord-ouest du dit lot, de là vers l'est à angle droit avec la ligne susdite cent trente pieds, à l'angle nord-est du dit lot, lequel se trouve à une distance de cent deux pieds du mur du rempart ; de là vers le sud à angle droit avec la susdite dernière ligne, deux cent soixante pieds, au point de départ, le tout mesure anglaise ; et les dits quatre points ou angles indiqués par des piquets et en conformité des plans et descriptions d'iceux préparés par Alexander Sewell, arpenteur provincial, datés, à Québec, les premiers, le vingt-sixième jour de mai, et les dernières, le vingt-cinq de mai mil huit cent soixante dix-sept, et demeurés de record dans le Département de l'Intérieur, à Ottawa. Pour, par sa dite Majesté la Reine Victoria, ses successeurs, administrateurs et ayants-droit jouir, faire et disposer de la dite portion ou étendue de terrain ci-dessus vendue et transportée, à compter de ce jour et à perpétuité.

La dite portion de terrain appartenant au dit "The Quebec Skating Club", pour l'avoir acquise du Gouvernement de la Puissance du Canada par lettres patentes émises sous le grand sceau de la Puissance du Canada le vingt-sixième jour de novembre mil huit cent soixante-et-dix-sept et enregistrées au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Québec, le vingt-neuvième jour de décembre de la même année, sous le numéro 54.517.

La présente vente et transport sont ainsi faits pour les considérations et obligations suivantes, savoir : Le dit "The Quebec Skating Club" s'oblige à enlever du dit terrain les bâtisses qui y sont actuellement érigées et à le déblayer de tous matériaux avant le premier jour de janvier prochain, 1889, à ses propres frais et dépens ; les matériaux ainsi enlevés demeurant la propriété du dit "The Quebec Skating Club."

Le dit "The Quebec Skating Club" s'engage en outre de dégrever le dit immeuble ci-dessus vendu de toutes hypothèques et charges quelconques avant le dit premier jour de janvier prochain.

Sa dite Majesté s'oblige de payer toutes les taxes, municipales, scolaires ou autres, dont peut être affecté le dit immeuble, garanti libéré de tous arrérages jusqu'à ce jour ;

De plus, de payer au dit "The Quebec Skating Club", ou à son acquit, la somme

¹ Inexact. Le numéro véritable est 4116.—Note du secrétaire du Département.

de quinze mille piastres courant, aussitôt que les dites bâtisses auront été démolies et transportées et le dit terrain nivelé et déblayé.

Il est de plus convenu entre les dites parties que si le dit "The Quebec Skating Club" reconstruit un patinoir (rink) avant le premier jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix sur le côté sud de la rue "Grande-Allée", dans la cité de Québec, à un endroit et suivant un plan approuvés par le Gouvernement de la Province de Québec, et consent à donner gratuitement l'usage de cette nouvelle bâtisse pour des expositions industrielles, agricoles et horticoles provinciales, régionales ou locales, pourvu que chaque exposition n'ait pas lieu pendant la saison du patinage d'hiver, jusqu'à l'année dix-neuf cent dix, Sa Majesté s'oblige alors à payer une autre somme de cinq mille piastres au dit "The Quebec Skating Club", du moment que le nouveau patinoir (rink) aura été ainsi reconstruit et ce consentement ou permission accordé.

Fait et passé, en la dite cité de Québec, sous le numéro quatre cent soixante-et-treize des minutes du notaire soussigné; et les dites parties ont signé avec moi dit notaire après lecture faite.

(Signé)	ALFRED A. WHITE,
"	R. CAMPBELL,
"	P. GARNEAU,
"	ERNEST GAGNON,
	Sec. Dépt T. P.
"	F.-X. GOSSELIN,
	N. P.

(Voir dossiers 473, année 1892, et 973, année 1895,—projet d'échange de ce terrain avec le gouvernement fédéral contre partie de la rente attachée au terrain de l'hôtel Château Frontenac.)

APPENDICE No 6.

LE PONT DE QUÉBEC.

RAPPORT DE M. C.-E. GAUVIN.

QUÉBEC, 1er octobre 1896.

A l'honorable E.-J. FLYNN,
Premier Ministre et
Commissaire des Travaux publics, P. Q.,
Québec.

Monsieur le Premier Ministre,

Le 30 juillet dernier, vous m'avez fait l'honneur de me charger, par lettre de Monsieur le Secrétaire des Travaux publics, d'examiner le dossier de votre département relatif au pont projeté sur le Saint-Laurent, à Québec, et de vous faire un rapport général touchant cet important ouvrage dont l'exécution est d'un si grand intérêt pour Québec et toute la partie est de cette Province.

Le dossier qui m'a été remis renferme plusieurs documents intéressants dont les plus remarquables sont :

1o Un exemplaire d'une brochure intitulée : " Rapport sur un pont suspendu projeté pour le passage d'un chemin de fer et pour la traverse du fleuve Saint-Laurent, à Québec, fait à Son Honneur le maire et au Conseil de Ville de Québec, par Edward-William Serrell, Ingénieur civil. Québec: Imprimé par Augustin Côté et Cie. Imprimeurs de la Cité. 1852." ¹

2o " The Bridge over the St. Lawrence at Quebec " (correspondances et dessins) par Monsieur l'Ingénieur A.-L. Light, 1884.

3o Le rapport et les plans de Monsieur l'Ingénieur E.-A. Hoare, 1889.

4o Le rapport de Monsieur l'Ingénieur Bonnin, accompagné de nombreux dessins, 1890.

5o Un mémoire intitulé : " Considérations sur le pont de Québec " par la Compagnie des Etablissements Eiffel, de Paris.

¹ Cet exemplaire est incomplet : les planches qui devraient l'accompagner manquent. Il en existe un complet (texte et dessins) à la bibliothèque de la Législature provinciale, dans le vol. 13 de la Série C des Brochures canadiennes.

J'examinerai d'abord successivement chacun de ces documents et j'en ferai un résumé.

Les projets des ingénieurs Serrell, Hoare et Bonnin sont probablement les seuls, basés sur des études sérieuses, qui aient été dressés de cet ouvrage colossal. Quant au travail de Monsieur Light, il ne constitue, à proprement parler, qu'un simple avant-projet.

PROJET DE SIR EDWARD-WILLIAM SERRELL.—1852.

C'est vers le milieu de ce siècle qu'il semble avoir été pour la première fois question de relier par un pont les deux rives du Saint-Laurent, à Québec, et le plus ancien des projets étudiés pour l'ouvrage dont il s'agit est probablement celui de l'éminent ingénieur anglais, Sir Edward-William Serrell, qui remonte à l'année 1852.

Cet ingénieur jouissait alors d'une certaine célébrité que lui avait acquise la construction de deux grands ponts suspendus, l'un entre Lewiston et Queenston, Niagara, et l'autre à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. Il étudia, pour le pont de Québec, trois emplacements :

Le premier à une faible distance en amont de l'embouchure de la rivière Chaudière;

Le deuxième dans le voisinage du cap Diamant;

Le troisième en face de la ville même, "vis-à-vis la terrasse du vieux château Saint-Louis," alors appelée terrasse Durham.

Sir Edward-William, après avoir mûrement considéré chacun de ces trois emplacements au point de vue de l'exécution de l'ouvrage projeté, se prononça carrément en faveur du premier. Voici ce qu'il dit à ce sujet dans son rapport au maire et au conseil de ville de Québec :

"Ainsi, vu les avantages nombreux et considérables du site No. 1, près de la rivière Chaudière, et vu que l'intérêt général et public serait aussi bien servi par un pont construit au site supérieur que construit à l'autre endroit, je crois que je consulte l'intérêt de la cité, en vous recommandant de la manière la plus positive de construire le pont à l'endroit désigné par le No. 1."

L'ouvrage que Sir Edward-William Serrell proposait d'ériger était un *pont suspendu en fil de fer*. C'était, à cette époque, le "pont de l'avenir", et il convient d'ajouter : le seul type qui alors eût permis de franchir des ouvertures comme celles qui s'imposent sur le Saint-Laurent, à Québec.

Les ponts suspendus ont été, depuis lors, frappés de discrédit, à la suite de catastrophes qui en ont fait presque complètement proscrire l'emploi en Europe : catastrophes plutôt dues, il faut l'avouer, aux errements vicieux suivis par les premiers constructeurs et aux négligences apportées dans l'entretien des ouvrages qui se sont écroulés, qu'à des défauts inhérents au principe même de ces ponts.

L'auteur de ce projet fait dans son rapport une courte étude comparative des divers types de ponts qui étaient en usage à cette époque, et il répond aux objections que l'on apportait dans le temps aux ponts suspendus, surtout comme ouvrages destinés au passage des trains de chemins de fer. Il y envisage le système des ponts suspendus sous divers aspects, et il le défend avec chaleur et conviction.

Sir Edward-William estimait à un peu plus de 3 millions de piastres le coût d'un pont suspendu au premier des emplacements nommés plus haut. Ce devait être là la dépense qu'occasionnerait la construction du pont proprement dit seulement : celle qui eût été nécessaire pour la construction des voies d'accès, etc., n'étant pas comprise dans le chiffre précité.

Le pont de Serrell devait avoir trois grandes travées : deux travées de rive de 805 pieds chacune et une travée centrale de 1610 pieds. La plus grande hauteur du tablier au-dessus du niveau des plus hautes eaux du fleuve devait être de 170 pieds. Le pont devait livrer passage à une voie ferrée centrale et à deux voies charretières latérales.

AVANT-PROJET DE M. LIGHT.—1884.

En 1884, lorsqu'il s'est agi de décider où serait, de ce côté-ci du continent, le terminus du Pacifique Canadien, la question du pont de Québec fut naturellement soulevée. M. A.-L. Light, qui était alors Ingénieur en chef des chemins de fer du Gouvernement provincial, adressa à ce sujet, le 4 janvier 1884, une importante communication au *Morning Chronicle*, de Québec, et, à peu près dans le même temps, à la suite de la lettre de M. Light, ce journal publia des articles fort intéressants à propos du pont.

M. Light, de concert avec M. James Brunlees, éminent ingénieur, de Londres, qui était l'Ingénieur-conseil du pont gigantesque alors en construction sur le Frith of Forth, en Ecosse, avait dressé un avant-projet de pont destiné à franchir le Saint-Laurent près du Cap-Rouge, à une faible distance en amont de l'embouchure de la Chaudière, endroit des environs de Québec où le fleuve est le plus étroit.

L'ouvrage que ces deux ingénieurs proposaient de construire devait être absolument du même type que le pont du Forth, avec piles doubles et travée centrale de 1400 pieds d'ouverture : la longueur de la superstructure métallique devant être de 2800 pieds et celle de toute la construction, d'une rive à l'autre, de 3100 pieds. La plus grande hauteur libre sous le pont devait être de 175 pieds.

M. Light estimait à 4 millions de piastres le coût du pont proprement dit, et il proposait que la voie devant relier le pont aux chemins de fer de la rive nord fût établie en tunnel sous le coteau de Sainte-Foye.

PROJETS DE M. HOARE.—1889.

En 1888, une compagnie, *The Quebec Bridge Company*, légalement constituée en vertu d'un acte (50-51 Vict. chap. 98) du Parlement du Canada, fit faire, avec le concours pécuniaire du Gouvernement provincial, des études topographiques des deux rives du Saint-Laurent, dans le voisinage de Québec, et aussi des sondages de la partie de ce fleuve comprise entre Québec et la Pointe-à-Pizeau (St-Colomb-de-Sillery).¹

¹ La part de frais qu'a payée le Gouvernement provincial pour ces études topographiques s'est élevée à \$1681.69.

Ces importantes études, confiées à Monsieur l'Ingénieur E. A. Hoare, de Québec, furent exécutées sous sa direction dans les mois de septembre, octobre et novembre 1888. Leur but principal, comme le dit M. Hoare dans son rapport du 22 janvier 1889, était d'obtenir les données nécessaires pour établir une juste comparaison entre les divers emplacements proposés pour la construction d'un pont cantilever sur le Saint-Laurent, à Québec, et plus particulièrement de mettre l'emplacement ou les emplacements situés en face de la ville (en aval de la limite ouest) en parallèle avec l'emplacement le plus éloigné de Québec, celui de la Chaudière.

Les plans et les autres dessins exécutés par cet ingénieur à la suite des études dont je viens de parler, constituent des documents d'une haute importance, qui renferment des données extrêmement intéressantes. En voici la liste complète :

- No 1—Plan général de Québec et ses environs à l'échelle de 1000 pieds au pouce.
- No 2—Plan du tracé par le cap Diamant.
- No 3—Profil en long de la ligne passant par le cap Diamant.
- No 4—Elévation générale d'un pont projeté (à une seule grande travée centrale de 1710 pieds) au cap Diamant. Pont à piles simples.
- No 5—Elévation générale d'un pont projeté (à deux grandes travées centrales de 1633 pieds et 1502 pieds respectivement) au cap Diamant. Pont à piles conjuguées.
- No 6—Elévation générale d'un pont projeté (à deux grandes travées centrales de 1620 pieds, et 1430 pieds respectivement) au cap Diamant. Pont à piles en rivière conjuguées.
- No 7—Plan de la ligne passant par la Pointe-à-Pizeau.
- No 8—Elévation générale d'un pont projeté à la Pointe-à-Pizeau.
- No 9—Elévation générale d'un pont projeté à la Chaudière.

M. Hoare, comme le fait voir la liste qui précède, a étudié des projets de ponts pour trois emplacements différents :

- 1° Le cap Diamant ;
- 2° La Pointe-à-Pizeau (Saint-Colomb-de-Sillery) ;
- 3° La Chaudière.

Ce sont là, dit-il en substance, les seuls endroits où l'on puisse raisonnablement proposer de jeter un pont sur le Saint-Laurent, près de Québec.

Il ajoute qu'un pont construit immédiatement en aval de la citadelle serait regardé par les autorités militaires comme une véritable obstruction que certainement celles-ci ne toléreraient pas ; qu'en outre la ligne d'accès à un pont ainsi situé, passant en plein milieu de la ville, y causerait un tort immense à la propriété, et qu'il faudrait tout de même, pour racheter par des rampes acceptables la différence de niveau entre la ligne du Pacifique Canadien et le tablier du pont, aller rejoindre cette ligne aussi loin du centre de la ville qu'on serait forcé de le faire si le pont était construit plus en amont.

Je vais maintenant faire une analyse succincte des projets étudiés par M. Hoare.

Projets de ponts au cap Diamant.

Ce sont ces projets sur lesquels l'auteur semble avoir porté plus particulièrement son attention. Il donne, pour le pont à cet endroit, l'alternative entre trois projets différents.

Dans chacun de ceux-ci, le type de l'ouvrage est le même : superstructure métallique formée de grandes poutres à consoles (système *cantilever*), reposant sur des piles entièrement en maçonnerie. La superstructure a, au droit des piles en rivière, une hauteur très grande au-dessus du tablier, et elle présente à sa partie inférieure une ligne sensiblement horizontale. Cette dernière disposition assure à la navigation un débouché de hauteur absolument uniforme (150 pieds au-dessus du niveau de la haute mer) sur toute la longueur des travées.

La longueur totale de l'ouvrage serait de 5,066 pieds.

Il ne me paraît pas intéressant d'entrer ici dans les détails de ces trois projets, qui, après tout, ne diffèrent les uns des autres que sous le rapport de l'espacement des piles et de la forme donnée à celles-ci.

La plus grande longueur de travée qu'on rencontre dans ces trois projets est de 1710 pieds, longueur de la plus grande portée qui ait jamais été atteinte : celle des travées centrales du fameux pont du Forth dont j'ai déjà parlé. Mais, dans celui de ces projets que M. Hoare dit être le plus économique, la plus grande ouverture libre serait de 1,620 pieds, et la travée correspondante aurait une longueur de 1,677 pieds d'axe en axe des piles.

La plus grande profondeur qu'atteindraient les maçonneries des piles en rivière seraient d'environ 135 pieds au-dessous du niveau de la haute mer.

Le pont dont il s'agit serait relié au réseau des chemins de fer de la rive sud, à Lévis, par une voie qui serait établie presque en ligne droite, dans le prolongement de l'axe du pont, et qui suivrait le tracé actuellement abandonné de l'ancienne ligne du chemin de fer de Lévis et Kennebec, jusqu'à sa jonction avec le Québec Central, près de la station de St-Henri, distance de 6 milles environ.

Sur la rive nord, la voie du pont passerait en tunnel sous une partie de la ville, depuis le cap Diamant jusqu'au côteau Ste-Geneviève, près de la côte Sauvageau. De là, elle irait se raccorder à la ligne du Pacifique Canadien sur le terrain "Sans Bruit", dans le voisinage de la vinaigrerie de M. Robitaille. La longueur totale de cette voie serait d'environ 2 milles et demi, dans laquelle se trouve comprise celle du tunnel qui serait de 6650 pieds.

D'après l'estimation qu'en a faite M. Hoare, le pont (à double voie) au cap Diamant, y compris le tunnel, les lignes de raccordement à simple voie sur les deux rives, etc., devrait coûter environ 14 millions de piastres, au minimum.

Projet de pont à la Pointe-à-Pizeau.

Il a semblé à M. Hoare que l'emplacement en face de la Pointe-à-Pizeau offrait assez d'avantages au point de vue de la construction d'un pont, pour mériter d'être examiné spécialement.

A cet endroit, l'axe du pont passerait à 300 pieds environ au nord-est de l'église de St-Colomb-de-Sillery, sur la rive gauche du fleuve, et à quelque 500 pieds, aussi au nord-est, de la scierie à vapeur de M. Gravel, à Etchemin, sur la rive opposée.

L'ouvrage y aurait une longueur totale, viaducs d'accès compris, de 6754 pieds, soit un peu plus d'un mille et un quart. Le pont serait absolument du même type que ceux décrits plus haut, proposés pour l'emplacement du cap Diamant, et comporterait une grande travée centrale de 1670 pieds d'ouverture et deux travées en encorbellement de 607 pieds de longueur chacune. Les piles des extrémités du pont proprement dit seraient simples, tandis que les deux supports intermédiaires seraient formés chacun de deux piles conjuguées.

Le pont serait relié aux deux rives par des viaducs d'accès à poutres droites : celui de la rive gauche (côté de Sillery) devant avoir 750 pieds de long et celui de la rive droite 2700 pieds. Ces poutres seraient supportées par des palées métalliques posant sur des bases en maçonnerie.

Le tablier du pont serait établi à 150 pieds au-dessus du niveau de haute mer, et les fondations des piles conjuguées atteindraient une profondeur de 135 pieds environ sous les eaux.

L'ouvrage serait relié au réseau des chemins de fer de la rive nord par une voie ferrée qui traverserait en tunnel le coteau de Ste-Foye et irait se raccorder au chemin de fer du Pacifique Canadien près de la route des Bell, distance de deux milles et demi. Sur la rive sud, la ligne du pont passerait à 135 pieds environ au-dessus de la voie du Grand-Tronc, qui longe à cet endroit le pied de la falaise, et se rendrait presque en ligne droite à la station de St-Henri, où elle ferait jonction avec l'Intercolonial. Cette ligne aurait une longueur d'environ six milles et un quart.

L'auteur du projet estime le coût total des travaux—pont et viaducs d'accès à double voie, lignes de raccordement à une seule voie, etc.—à un peu plus de 13 millions de piastres. Il dit que les résultats de l'examen qu'il a fait de l'emplacement de la Pointe-à-Pizeau lui ont prouvé que le pont construit à cet endroit serait aussi utile à Québec et aux localités voisines que s'il était érigé plus près de la ville.

Projet de pont à la Chaudière.

Selon M. Hoare, la partie du fleuve présentant le plus d'avantages pour la construction d'un pont se trouve près de l'embouchure de la Chaudière. Il dit cependant dans son rapport qu'il n'était pas en mesure de préciser l'endroit où, dans cette partie du fleuve, l'ouvrage pourrait être construit le plus économiquement.

Érigé à un tiers de mille environ en amont de l'embouchure de la rivière Chaudière, le pont aurait, entre ses culées, une longueur de 2,630 pieds. L'ouvrage comporterait une grande travée centrale de 1,442 pieds d'ouverture, deux travées de rive de 487 pieds de portée chacune, et deux viaducs d'accès d'environ 400 pieds de longueur respectivement. Le pont serait du type cantilever (à nervure inférieure horizontale), identique à ceux déjà décrits du même auteur, et sa superstructure,

dont la plus grande largeur atteindrait 108 pieds, laisserait partout, entre les piles, une hauteur libre de 150 pieds au-dessus des plus hautes eaux du fleuve.

Les deux piles en rivière seraient établies dans une profondeur d'eau maxima de 40 pieds environ, et, au droit des piles, les grandes poutres en encorbellement auraient une hauteur de 258 pieds. L'ouvrage aurait donc, de la base des piles au sommet de la superstructure, une hauteur totale de 448 pieds.

M. Hoare, dans son estimation approximative du coût des travaux que comporte ce projet, laisse entendre que sur la rive nord le pont serait relié au Pacifique Canadien par une ligne directe, qu'il appelle "direct tunnel line," et dont une partie serait établie en tunnel; mais il ne donne, sur ce tunnel, aucun détails. La ligne en question aurait une longueur d'environ trois milles et un quart et irait se souder au Pacifique Canadien près de l'ancienne jonction de ce chemin de fer et de celui de Québec et Lac Saint-Jean, à la Petite-Rivière. On éviterait le tunnel, dit l'auteur du projet, en passant par le Cap-Rouge, ce qui augmenterait de deux milles seulement le développement total de la voie reliant le pont à la jonction précitée.

Sur la rive sud, le pont serait réuni au chemin de fer du Grand-Tronc par une ligne de deux milles et un quart, sur laquelle on serait obligé de construire un pont, relativement peu important, pour traverser la rivière Chaudière.

M. Hoare pense qu'en supprimant le tunnel et en remplaçant la maçonnerie par le métal pour les viaducs d'accès, l'exécution de ce projet ne coûterait pas plus de cinq millions et demi de piastres.

PROJETS DE M. BONNIN.—1890.

Monsieur l'Ingénieur Bonnin, professeur à l'Ecole Polytechnique de Montréal, a étudié, pour le pont de Québec, trois "tracés" différents: un devant la ville, et deux à l'île d'Orléans.

Le rapport de cet ingénieur, daté du 21 octobre 1890, est accompagné de dessins dont voici la liste malheureusement incomplète:

Planches 1 à 9 inclusivement. Ces planches manquent au dossier.

Planche No 10: Elévation générale du pont projeté devant Québec, à l'échelle de 50 pieds au pouce.

Planche No 11: Idem, à l'échelle de 100 pieds au pouce.

Planches Nos 12 et 17: Plan général du Saint-Laurent, de Québec à l'Ange-Gardien.

Planche No 13: Elévation générale du pont projeté à l'île d'Orléans, entre la pointe Martinière et Ste-Pétronille (bras sud).

Planche No 14: Elévations générales de deux ponts projetés à l'île d'Orléans, sur le bras nord, entre St-Pierre et l'Ange-Gardien.

Planches Nos 15 et 16: Epures de résistance des grandes poutres du *cantilever* (pont devant Québec).

En principe, Monsieur Bonnin est opposé au pont en amont de la ville. Selon lui, l'emplacement du pont de Québec est tout indiqué. " Nous croyons, dit-il, que, " quelle que soit la différence des coûts, un tracé en aval, ou mieux, un tracé à Québec " même, doit être adopté."

Pont devant Québec.

L'ouvrage serait situé un peu en amont de la citadelle, près des anciennes fortifications françaises. Il comporterait deux grandes travées centrales de 1360 pieds d'ouverture et deux travées de rive de 545 pieds de portée libre, ce qui lui donnerait, y compris la largeur des piles et la longueur des viaducs d'accès, une longueur totale d'environ 4834 pieds.

La superstructure métallique serait du type cantilever, posant sur des piles en maçonnerie. L'appui placé au milieu du fleuve serait formé d'une pile double, tandis que les autres supports seraient simples.

La plus grande hauteur libre que laisserait le pont au-dessus du niveau du fleuve serait de 165 pieds, à mer haute.

Les fondations des piles atteindraient, sous l'eau, une profondeur maxima de 115 pieds.

Au droit de ces piles, les grandes poutres, disposées en consoles, auraient une hauteur de 250 pieds.

Le pont serait absolument du même type que celui du Forth.

Le tablier comporterait : une voie de chemin de fer, une voie charretière et une voie pour tramways.

Du côté de Québec, le raccordement du pont au réseau des voies ferrées existantes pourrait s'effectuer de l'une des deux manières suivantes :

1° En longeant à flanc de côteau la falaise du Saint-Laurent, et se raccordant avec le Pacifique Canadien, près de Sillery ;

2° En passant sous la ville, dans un tunnel d'environ 1 mille et demi de longueur qui déboucherait à l'une de ses extrémités près de l'Hôtel-Dieu, puis en traversant la rue St-Paul, sur un viaduc, pour aller enfin se souder à la ligne du Pacifique Canadien, près de la rue Ramsay.

Du côté de Lévis, on accèderait au pont par l'ancienne voie, restaurée et prolongée, du Lévis et Kennebec.

La voie charretière serait déviée en arrivant près de Québec, et remonterait à flanc de côteau, pour déboucher sur la Grande Allée. On pourrait, sans notable augmentation de dépense, dit l'auteur du projet, faire une seconde déviation arrivant sur la rue Champlain.

M. Bonnin estime le coût total des travaux de ce projet à \$6 500 000. Ce chiffre paraît très bas, quand on songe aux difficultés énormes, on ne saurait se les dissimuler, que présenterait l'exécution d'une pareille entreprise.

Ponts à l'île d'Orléans.

Premier tracé :— De la station d'Harlaka (Intercolonial et Québec Central) au Sault-Montmorency, sur le chemin de fer de Québec-Montmorency Charlevoix, passant par la pointe Martinière et Sainte-Pétronille.

La ligne projetée aurait son origine à la station d'Harlaka, sur la rive sud, à St-Joseph-de-Lévis. La distance entre cette station et l'extrémité de la pointe Martinière est de un mille environ.

Pour le pont sur le bras sud du fleuve, qui serait jeté entre la pointe Martinière et Sainte-Pétronille, M. Bonnin a étudié deux types d'ouvrages différents :

(a) Un dont le tablier, entre les appuis, serait supporté par des arcs métalliques, et qui coûterait \$2,900,000.

(b) Un à poutres droites, pour les travées de rive, et à cantilever de 1,250 pieds d'ouverture pour la partie franchissant le chenal, dont le coût s'élèverait à \$4 100 000.

Ces deux ouvrages, devant laisser une hauteur libre de 150 pieds au-dessus des plus hautes eaux du fleuve, auraient chacun 7,800 pieds de longueur totale. Le pont à poutres droites et à cantilever comporterait seize piles à fonder sous l'eau, à des profondeurs variables dont la plus grande, celle des piles du cantilever, atteindrait 80 pieds.

L'auteur recommande, pour le pont dont il s'agit, l'adoption du cantilever, qu'il regarde comme plus avantageux au point de vue de la navigation.

Une voie ferrée, dont l'établissement nécessiterait une dépense de \$27 000, relierait l'ouvrage dont il vient d'être question au pont sur le bras nord, jeté entre Sainte-Pétronille et le Sault-Montmorency.

Ce dernier pont, dont la longueur totale serait de 7,275 pieds, ne présenterait pas, au point de vue de sa construction, les mêmes difficultés que celui sur le bras sud.

M. Bonnin a aussi étudié deux projets pour cet ouvrage : un projet de pont laissant 150 pieds de hauteur libre au-dessus du fleuve, à mer haute, pont dont il estime le coût à \$2,784,000, et un autre avec superstructure à 60 pieds seulement au-dessus du même niveau, dont la construction exigerait une dépense de \$1,790,000. Mr. Bonnin recommande, pour le pont sur le bras nord, l'adoption du dernier de ces projets : il croit la hauteur de 60 pieds au-dessus du niveau du fleuve suffisante pour les exigences de la navigation.

En résumé, l'exécution des ouvrages que comporte ce premier tracé, et qui sont recommandés par l'auteur des projets dont il s'agit, coûterait :

Terrassements des approches, expropriations et voie de raccordement, rive sud.....	\$ 76,000.00
Pont sur le bras sud.....	4,024,000.00
Voie sur l'île d'Orléans.....	27,000.00
Pont sur le bras nord.....	1,790,000.00
Total.....	<u>\$5,917,000.00</u>

Second tracé :—De la station d'Harlaka à l'Ange-Gardien, en passant par la pointe-Martinière, Ste-Pétronille et St-Pierre.

De cette station à Ste-Pétronille, ce second tracé est identique au premier.

Sur l'île, la voie ferrée de jonction des deux ponts aurait une longueur de trois milles et trois quarts environ.

Le pont sur le bras nord serait jeté entre St-Pierre et l'Ange-Gardien, à peu près vis-à-vis l'église de St-Pierre ; il aurait une longueur totale de 5603 pieds, dans le cas où le tablier serait à 150 pieds au-dessus des hautes eaux du fleuve, ou de 5005 pieds si le tablier ne devait être qu'à 60 pieds au-dessus du même niveau. L'ouvrage à 60 pieds de hauteur comporterait 19 travées, dont deux grandes, de 450 pieds chacune, au milieu du chenal, du même type que celles du pont du Pacifique Canadien, à Lachine.

Voici quel serait le coût des travaux sur ce second tracé :

Voie de raccordement, rive sud.....	\$ 76,000.00
Pont sur le bras sud (cantilever).....	4,024,000.00
Voie de jonction sur l'île d'Orléans.....	49,000.00
Pont sur le bras nord (hauteur : 60 pieds).....	1,050,000.00
¹ Total.....	<u>\$5,199,000.00</u>

MÉMOIRE EIFFEL.

Il ne me reste plus, Monsieur le Premier Ministre, pour compléter l'étude des documents qui m'ont été remis, que de parler des considérations, surtout d'ordre technique, sur le pont de Québec, communiquées par la Compagnie des Etablissements Eiffel, de Paris.

Cette compagnie ayant été appelée à examiner les projets dont j'ai parlé plus haut, de M. Hoare et de M. Bonnin, rédigea, à la date du 21 juillet 1891, un mémoire dans lequel elle traite de l'emplacement du pont, de la portée des travées, du choix du métal et du système de construction.

Sur le premier de ces points, voici textuellement ce que dit le mémoire :

“ La question de l'emplacement du pont dépend des circonstances locales, mais il semble établi que la situation la plus avantageuse est celle qui se trouve devant Québec même. Les seules raisons qui ont fait admettre plusieurs tracés différents, situés à des distances considérables de la ville, sont des considérations de prix. Bien des personnes compétentes pensent que non seulement les autres tracés réduiraient considérablement les avantages pour la ville de Québec, mais elles vont même jusqu'à dire qu'ils pourraient avoir pour effet de déplacer le centre commercial de la ville et de l'amener dans la proximité du pont. Il semble, en comparant les différents projets, que l'économie que l'on réaliserait en éloignant le pont de la ville ne serait

¹ Les projets de M. Bonnin ont coûté \$1750 au Gouvernement provincial.

“ pas si considérable et qu'elle serait loin de compenser les avantages d'un pont aboutissant à la ville même. ”

Touchant le second point, la portée des travées, la compagnie reconnaît que deux circonstances majeures, la grande profondeur du fleuve et la navigation, nécessitent, pour le pont de Québec, surtout pour le pont en face de la ville, la construction de travées exceptionnellement grandes. La compagnie considère la longueur de 525 pieds comme une limite de portée courante, et elle est d'avis que là seulement où la profondeur des fondations dépasse une centaine de pieds au-dessous des eaux—devant Québec la profondeur des piles, en contre-bas du niveau de haute mer, atteindrait environ 140 pieds—on est justifiable de dépasser ladite limite de 525 pieds pour la longueur des travées. Il semble à la compagnie que, dans tous les projets qui lui ont été communiqués, “ *il y a tendance à exagérer soit le nombre, soit aussi la longueur des grandes travées qui atteignent dans ces projets jusqu'à 400 mètres de portée.* ” “ Ces portées (400 mètres = 1312 pieds), dit-elle, ont été atteintes, il est vrai, et sont dans la limite du possible; mais il ne faut pas se dissimuler qu'elles sont très coûteuses et d'un montage difficile. Pour ce qui est de l'aspect, l'œil fait difficilement une distinction entre 200 mètres, 300 mètres ou 400 mètres, et personne en voyant le pont du Forth n'estimerait la longueur des travées à leur véritable échelle. A ce point de vue, on peut donc, sans inconvénient, réduire les portées.”

Parlant du choix du métal, la compagnie recommande, pour la superstructure du pont de Québec, l'emploi de l'acier doux, métal dont la fabrication est devenue courante depuis quelques années. C'est, du reste, la seule matière employée aujourd'hui pour les ouvrages métalliques de quelque importance.

Relativement au type de construction, la compagnie passe en revue les trois systèmes qui permettent de franchir les plus grandes travées: les ponts en arc, les ponts suspendus et les ponts *cantilever* ou ponts à consoles. Elle conclut à l'adoption du dernier de ces systèmes qui, dit-elle, supprime toute poussée horizontale sur les appuis et tout ancrage, permet de réduire beaucoup la hauteur des maçonneries, et se prête admirablement au montage en porte-à-faux.

La compagnie croit que la disposition adoptée pour les poutres des grandes travées dans les projets de M. Hoare,—disposition qui a pour but de permettre la navigation sur toute la largeur des travées,—conduit à une hauteur de pont beaucoup trop grande, ce qui fait que la solution devient très coûteuse.

Enfin la compagnie attire l'attention sur un point qu'elle regarde comme absolument nécessaire pour obtenir une parfaite sécurité dans le montage de la superstructure métallique: c'est d'avoir pour tous les appuis une pile double.

“ En résumé, dit-elle, de tous les projets soumis à notre examen, nous donnons la préférence à celui de M. Bonnin, en demandant comme modification de doubler les piles qui sont simples, et en faisant observer qu'on pourrait peut-être réduire la grandeur des portées, et ce autant que les exigences de la navigation le permettent.”

CONCLUSIONS.

Tels sont, en résumé, les résultats auxquels ont conduit les études techniques faites jusqu'à ce jour pour l'importante entreprise du pont de Québec.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Premier Ministre, de vous communiquer quelques observations personnelles sur les divers projets soumis.

Il résulte d'abord des études dont je viens de parler qu'il est possible de jeter un pont sur le Saint-Laurent à l'un quelconque des emplacements qui ont été étudiés. Ceux-ci offrent, il est vrai, au point de vue de l'exécution de l'ouvrage, des difficultés plus ou moins grandes ; mais enfin, grâce aux moyens puissants dont l'industrie dispose aujourd'hui, tous les projets soumis sont parfaitement réalisables. Les plus grandes portées proposées pour la superstructure ont déjà été atteintes au pont du Forth, et la grande profondeur à laquelle descendraient sous les eaux les fondations des piles d'un pont devant Québec, tout en présentant des difficultés énormes, et des dangers très grands pour les ouvriers, n'est pas regardée par les constructeurs modernes comme un obstacle insurmontable. Pour les fondations des ponts de Saint-Louis et de Brooklyn, aux Etats-Unis, on a travaillé à 115 pieds de profondeur à l'air comprimé. Dans le fameux projet de *Pont sur la Manche*, entre la France et l'Angleterre, projet qui a été étudié jusque dans ses moindres détails par des autorités en la matière : MM. Schneider et Cie, du Creusot, et M. Hersent, constructeur français, avec le concours des ingénieurs anglais, sir John Fowler et M. Benjamin Baker, auteurs du pont du Forth, on compte pouvoir établir, au moyen de l'air comprimé, des fondations à une profondeur de 180 pieds sous les eaux.

Après ces considérations sur la praticabilité des diverses projets soumis pour le pont de Québec, il convient de rechercher quel est celui des emplacements proposés ou examinés qui présente, en définitive, tant au point de vue technique que sous le rapport économique, la plus grande somme d'avantages.

Pour simplifier cette recherche j'éliminerai d'abord deux emplacements qui me paraissent n'avoir aucune chance de succès dans la lutte qui va éventuellement s'engager : 1o. celui de l'île d'Orléans, à cause du grand développement qu'y auraient les deux ponts, celui du bras nord et celui du bras sud ; des frais d'entretien par conséquent très considérables qu'exigeraient ces deux ouvrages dont la longueur totale atteindrait 15,075 pieds, soit tout près de trois milles, c'est-à-dire cinq fois et deux tiers environ la longueur d'un pont à la Chaudière ; de l'obstacle sérieux qu'offrirait à la grande navigation le pont établi sur le bras sud avec ses seize piles en rivière, piles qui devraient gêner aussi considérablement le mouvement des glaces ; enfin de l'inconvénient qui résulterait, surtout pour une ligne aussi importante que le serait celle du pont de Québec, de la traversée, en entrant dans la ville, de la rivière,

St-Charles, traversée qui ne pourrait s'effectuer que sur un pont mobile ; 2o. celui de la Pointe-à-Pizeau (Sillery) parce que, quant à faire une dépense de douze millions et demi, il vaudrait autant, pour quelques centaines de mille piastres de plus, construire le pont à Québec même. Il reste donc l'alternative entre l'emplacement du cap Diamant et celui de la Chaudière.

Au point de vue technique, l'emplacement de la Chaudière est de beaucoup supérieur à son rival de Québec : la longueur du pont au premier endroit serait qu'environ la moitié de celle du pont devant la ville, et les fondations des piles du premier n'atteindraient qu'une profondeur de 40 pieds au-dessous des hautes eaux du fleuve, tandis que les supports du second devraient descendre jusqu'à 135 pieds en contre-bas du même niveau.

Comme conséquence, c'est encore l'emplacement de la Chaudière qui offre le plus d'avantages sous le rapport de la dépense. Le pont n'y coûterait, d'après M. Hoare, que les quatre dixièmes environ du prix du pont devant Québec.

Il faudrait donc, en présence d'une différence de coût aussi grande, des raisons d'ordre économique extrêmement importantes pour faire pencher la balance du côté de l'emplacement devant la ville.

Tous les ingénieurs qui ont étudié sur place la question du pont de Québec, à l'exception de M. Bonnin, se sont prononcés en faveur de l'emplacement de la Chaudière. A part sir E.-W. Serrell, M. Light et M. Hoare, dont j'ai déjà fait connaître les opinions au sujet de l'emplacement du pont, M. Collingwood Schreiber, Ingénieur en chef des chemins de fer du Gouvernement du Canada, dit dans un rapport, du 7 mai 1888, qui m'a été communiqué, que l'endroit le plus favorable à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, près de Québec, est au Cap-Rouge ; évidemment, il entend par là l'endroit, non loin du Cap-Rouge, où le fleuve est le plus rétréci, c'est-à-dire le voisinage de l'embouchure de la Chaudière. On m'a informé que M. l'Ingénieur Walter Shanley, dont la haute compétence en la matière ne saurait certes être mise en doute, après avoir fait, à la demande de la Compagnie du pont de Québec (*The Quebec Bridge Company*) une étude sérieuse de la question et une visite spéciale des lieux, s'est aussi prononcé en faveur de l'emplacement de la Chaudière.

Je comprends, cependant, dans une certaine mesure, que M. Bonnin, estimant le pont devant Québec à six millions et demi seulement, ait choisi le cap Diamant comme emplacement, car il est évident qu'à prix égaux, ou pour une différence relativement minime, il vaudrait mieux construire le pont à Québec qu'à la Chaudière. Mais, il y a une telle différence entre l'estimation de M. Bonnin et celle de M. Hoare, pour le pont au cap Diamant, qu'il est bien permis de croire, sans vérifier directement les deux chiffres (ce qui nécessiterait un travail trop considérable) mais en les comparant au résultat de l'estimation faite en 1852 par sir E.-W. Serrell pour un pont suspendu devant Québec, il est bien permis de croire, dis-je, que le chiffre de six millions et demi est beaucoup trop bas.

M. Hoare estime à quatorze millions, au minimum, le pont au cap Diamant. Il est bien vrai qu'il a adopté, au dire de la Compagnie Eiffel.—et je partage cette opinion,—pour la superstructure de l'ouvrage qu'il propose, une solution plus coûteuse que celle qu'offre le projet de M. Bonnin ; soit, mais enfin, il n'est pas possible d'admettre qu'il y ait, de ce chef seulement, une différence de sept millions et demi entre les coûts des deux ouvrages projetés, car, en définitive, dans les deux projets de M. Hoare et de M. Bonnin, la longueur des travées et la grande profondeur des fondations des piles, qui constituent les deux facteurs les plus importants du coût de l'ouvrage, sont absolument les mêmes. En prenant la moyenne des estimations de M. Hoare et de M. Bonnin, on arrive à la somme de \$10,000,000, en chiffres ronds. Il est donc assez probable que le pont devant Québec ne coûterait pas moins de cette somme, et, à l'appui de ce que j'avance, je citerai ce qui suit du rapport de sir E.-W. Serrell dont j'ai déjà parlé.

“Vû l'espace de temps considérable et la dépense additionnelle qui eussent été nécessaires, je n'ai pas préparé des plans détaillés pour un pont au Château St-Louis (terrasse Durham) ; mais j'ai fait des estimations par lesquelles je me suis convaincu qu'un pont, propre à des chemins de fer et d'une force proportionnée à celle du pont proposé, ne peut y être construit pour une somme moindre que *neuf millions de piastres*, et qu'en toute probabilité il coûterait de 11 à 12 millions.

“Ce qui fait cette grande différence dans le coût de ce pont, c'est d'abord la hauteur très considérable des tours nécessaires en cet endroit, et ensuite la longueur plus grande du tablier principal.”

Onze à douze millions pour un pont suspendu devant Québec, et cependant ce genre de construction est encore, à l'heure actuelle, plus économique que les systèmes de ponts rigides, le cantilever, par exemple. Il est donc raisonnable d'admettre *a priori* que le pont à Québec même coûterait, en chiffres ronds, deux fois autant que le pont à la Chaudière, estimé à \$5,500,000 par M. Hoare.

Un pont jeté sur le fleuve, en face du cap Diamant, serait sans doute d'un aspect grandiose, et offrirait incontestablement, au point de vue des communications entre Québec et Lévis, des avantages que ne saurait présenter un pont à la Chaudière, par exemple. Je ne voudrais pas voir, pour une construction de l'importance de celle dont il s'agit, la question esthétique complètement négligée ; mais, enfin, comme ce ne serait pas pour produire un effet artistique ni pour établir un moyen de communication constante (non par voie ferrée) entre les populations des deux villes de Québec et de Lévis que l'on jetterait sur le Saint-Laurent le pont dont il s'agit, je doute fort que l'on consentît à faire une dépense de 5 ou 6 millions de piastres, pour ces deux considérations, qui, après tout, sont d'ordre secondaire.

Quel est le but principal, je pourrais presque dire l'unique but, d'un pont sur le Saint-Laurent à Québec ; est-ce de mettre en communication directe et ininterrompue les populations de Québec et de Lévis ? Non : l'objet principal du pont dont il s'agit est de relier, à Québec, ou dans le voisinage de Québec, les deux réseaux de

chemins de fer de la rive nord et de la rive sud, puis d'offrir aux trois grandes lignes, le Grand-Tronc, l'Intercolonial et le Québec Central un moyen d'atteindre le port de Québec même, c'est-à-dire ce vaste bassin à niveau constant qu'on a créé à grand frais dans l'estuaire de la rivière Saint-Charles, bassin qui offre tant d'avantages pour le transbordement des marchandises et qui est si admirablement situé au point de vue des agrandissements futurs : voilà le but principal du pont. Or, c'est incontestablement l'emplacement de la Chaudière qui permettrait d'atteindre ce but pour le minimum de dépense.

L'importance qu'ont aujourd'hui les communications par bateaux entre Québec et Lévis est principalement due au fait qu'il n'y a pas, à Québec, de jonction entre les voies ferrées de la rive nord et celles de la rive sud. Lorsque cette jonction existera —qu'elle s'effectue devant Québec ou à la Chaudière, peu importe,—que les marchandises et les voyageurs à destination de Québec, transportés par le Grand-Tronc, l'Intercolonial et le Québec Central, pourront se rendre au terme du voyage sans transbordements; et de même lorsque les voyageurs et les marchandises, partant de Québec, à destination des divers points desservis par ces lignes pourront prendre la voie ferrée à Québec même, et éviter les transbordements auxquels ils sont exposés aujourd'hui, on verra que ce qui restera de trafic entre Québec et Lévis sera bien peu de chose, trop peu pour motiver une dépense de cinq ou six millions de piastres.

Il est probable, d'ailleurs, que le pont au cap Diamant n'accommoderait que bien imparfaitement les relations purement locales entre Québec et Lévis; car enfin pour se transporter, par le pont, de la partie commerciale de Québec, la basse-ville, à celle de Lévis, la partie située au pied de la falaise, et *vice versa*, il faudrait faire un très grand détour, s'élever à 170 pieds au-dessus du niveau du fleuve, sur une rive, puis redescendre d'autant sur la rive opposée. Ainsi on peut croire que, dans la plupart des cas, il serait beaucoup plus rapide et, partant, plus économique de passer le fleuve en bateau à vapeur, comme cela se pratique aujourd'hui, que de se servir du pont. Il est donc certain que, dans la question du choix de l'emplacement du pont, la considération des communications purement locales à établir entre Québec et Lévis ne peut exercer qu'une bien faible influence.

Une objection qu'on apporte à l'emplacement de la Chaudière, c'est celle que je trouve formulée dans le rapport de M. Bonnin; la voici :

“ Pendant la construction du pont, il se formera nécessairement, étant donnée l'importance des travaux, un nouveau centre dans le voisinage des chantiers. Les travaux terminés, ce centre subsistera et deviendra le véritable terminus de la ligne; c'est là que se produira la jonction du C. P. R., du Grand-Tronc, du Lac St-Jean, de l'Intercolonial et du Québec Central. Québec ne sera plus en quelque sorte desservi que par une ligne secondaire, aboutissant à un cul-de-sac, et une partie de son commerce se transportera dans la nouvelle ville, ainsi formée.”

On pourrait répondre péremptoirement à cette objection en disant : Si le pont est construit devant Québec, il se formera durant la construction de l'ouvrage,

sur les hauteurs de Lévis, qui sont admirablement disposées pour cela,—il ne faut pas oublier que, du côté de Québec, c'est un tunnel qui ferait immédiatement suite au pont,—un nouveau centre dans le voisinage des chantiers ; les travaux terminés, ce centre subsistera et deviendra le terminus de la ligne ; c'est là que s'effectuera véritablement la jonction du Pacifique canadien et des autres lignes de la rive nord avec les voies ferrées de la rive sud. Québec ne sera plus en quelque sorte desservi que par une ligne secondaire, aboutissant à un cul-de-sac, et l'on verra le commerce de Québec se transporter dans la nouvelle ville, ainsi formée.

A une semblable objection soulevée contre le pont devant Québec, les partisans de ce dernier ne manqueraient certainement pas de répondre que la chose n'est pas possible ; que, dans tous les cas, quel que soit l'endroit où le pont sera construit, c'est Québec, *port de mer*, qui s'impose comme terminus et point de jonction des chemins de fer des deux rives. Et ils ajouteraient probablement que si les steamers transatlantiques, et à plus forte raison les petits vaisseaux, pouvaient atteindre les hauteurs de Lévis aussi facilement qu'ils abordent les quais de la Commission du Havre, ce serait alors bien différent, et que, dans ces conditions seulement, Lévis pourrait, avec quelque chance de succès, disputer à Québec l'honneur de devenir le grand centre commercial de la partie est de la Province. Or, ce qui, dans cet ordre d'idées, n'est pas possible à Lévis, ne l'est pas non plus au Cap-Rouge, et ces appréhensions de voir le commerce de Québec se transporter au Cap-Rouge, dans le cas où le pont serait construit près de ce dernier droit, ne me semblent pas fondées.

A l'appui de sa thèse, à savoir : que le pont à la Chaudière (Cap-Rouge) serait plutôt nuisible qu'utile à Québec, M. Bonnin dit ce qui suit dans son rapport :

“Les charbons de la Nouvelle-Ecosse, pour ne citer qu'un exemple, se transportent aujourd'hui par l'Intercolonial pour la rive sud du fleuve, et par bateau seulement pour la rive nord. L'hiver ce trafic est arrêté sur cette rive, la navigation étant suspendue. L'érection d'un pont modifierait cet état de choses ; Québec pourrait devenir dans ces conditions un marché important alimentant toute la région, jusqu'à Trois-Rivières. Mais si ce pont est construit en amont, le marché se transportera nécessairement à la tête du pont, le trajet étant direct, et d'autre part les terrains meilleur marché pour l'établissement des chantiers.”

Je ne vois pas pourquoi, une fois qu'un pont aura été jeté sur le Saint-Laurent, que ce pont soit en face de Québec ou à la Chaudière, peu importe l'endroit, je ne vois pas pourquoi, dis-je, les charbons expédiés de la Nouvelle-Ecosse aux Trois-Rivières ou à d'autres points de la rive nord, à l'ouest de Québec, ne se rendraient pas directement à destination et seraient obligés de faire une halte, d'ailleurs parfaitement inutile, après avoir traversé le pont.

Et M. Bonnin continue :

“Le même fait se reproduirait pour un grand nombre de produits. Québec y perdrait même, peut-être, les quelques wagons de fret qui traversent chaque jour,

par bateaux, et qui alors, sauf ce qui est destiné spécialement à la ville, remonteraient directement."

Or, on peut être certain d'une chose : c'est que, même avec le pont devant la ville, les marchandises ou les produits venant de l'ouest, expédiés sur des points situés à l'est de Québec, ou *vice versa*, se rendraient directement à leur destination. Ce ne serait pas parce que ces marchandises passeraient à Québec qu'il faudrait leur faire subir un arrêt ou un transbordement inutiles.

Et il ne faut pas perdre de vue que les trains de marchandises qui ne feraient que passer à Québec, n'apporteraient rien à la ville. Qu'on suppose, par exemple, que le trafic sur le Pacifique canadien (section est) augmente au point que cette ligne amène chaque jour, en moyenne, dans le port de Québec, cent trains de marchandises ; ce serait très beau pour Québec ; mais, je le demande, quel bien ces cent trains de marchandises passant à l'Ancienne-Lorette, pourraient-ils faire à cette dernière localité ? Aucun, absolument.

Quels avantages la ville de Québec retirerait-elle des trains qui ne feraient que la traverser ? Je n'en vois pas. Ces trains auraient plutôt pour elle des inconvénients : du bruit, de la fumée et un obstacle à la circulation sur les rues traversées par la ligne du pont. On m'informe qu'à Toronto, il se fait actuellement un mouvement de la population dans le but d'obtenir que les trains qui ne font que traverser la ville sans s'y arrêter, passent en dehors des limites de celle-ci, la population étant absolument ahurie du bruit causé par une circulation presque ininterrompue, qui, après tout, ne lui rapporte aucun bénéfice.

Quant aux trains de marchandises expédiés à Québec, il se rendront aussi bien à leur destination si le pont est à la Chaudière que s'il est en face même de la ville.

La ligne de raccordement du pont de Québec, sur la rive nord, offre une particularité qui mérite bien une mention spéciale : c'est le tunnel. Les tunnels sont toujours des ouvrages dispendieux à construire (celui dont il s'agit ne coûterait probablement pas moins d'un million de piastres), et leur exploitation est aussi fort coûteuse, par suite de la ventilation artificielle qu'on est quelquefois obligé d'y entretenir, et aussi à cause de la surveillance incessante qui doit s'y exercer. Dans mon humble opinion, les tunnels, et surtout ceux dont le tracé doit être en courbe, comme cela aurait lieu pour celui qui ferait suite au pont devant Québec, sont des ouvrages que l'on doit éviter autant que possible.

Il est vrai de dire que le tracé définitif de la ligne de raccordement du pont de la Chaudière au Pacifique canadien, comporterait un tunnel au travers du coteau de Sainte-Foye ; mais il y a, sous ce rapport, entre l'emplacement de Québec et celui de la Chaudière, une différence notable, encore à l'avantage de ce dernier endroit : c'est qu'à Québec le tunnel est inévitable, tandis qu'à la Chaudière on peut facilement s'en passer, en augmentant quelque peu le développement de la ligne de raccordement ; et cette solution, beaucoup plus économique que le tunnel, pourrait suffire, d'ici à longtemps, aux besoins du trafic.

Ce qui précède me donne l'occasion de dire ici un mot de la ligne, dont la projection horizontale est en forme d'S, que M. Bonnin propose d'établir en tunnel, sous la ville, pour relier le pont en face du cap Diamant aux voies ferrées aboutissant à Québec. Cette ligne ne me paraît pas praticable; elle n'a, d'après le projet de cet ingénieur, qu'un mille et demi environ de longueur, soit deux milles de distance totale, du pont au point où la ligne doit rejoindre le niveau des quais. Or, pour rattraper une différence de niveau d'à peu près 165 pieds, dans cette distance de deux milles, il faudrait une rampe continue d'environ $1\frac{2}{3}$ pour cent, ce qui certainement n'est pas admissible sur une ligne comme celle du pont de Québec, et cela sans compter que les inconvénients de cette rampe, retard forcé de la marche des trains et diminution de leur charge utile, se trouveraient aggravés par le fait que la ligne serait en courbe sur presque toute sa longueur.

En somme, c'est le pont à la Chaudière qui offre la solution la plus pratique comme la plus économique.

Système de construction.

Une fois la question de l'emplacement réglée, c'est celle du type de construction qui s'offre à l'examen.

Le système des ponts à consoles dits ponts *cantilever*, semble avoir le suffrage de presque tous les ingénieurs qui se sont occupés du pont de Québec.

Un pont suspendu coûterait certainement moins cher qu'un pont cantilever, le premier de ces deux types de construction étant, toutes choses égales d'ailleurs, beaucoup plus léger que l'autre. Cette légèreté tient principalement aux deux raisons suivantes: 1^o dans les *fermes* d'un pont suspendu, les éléments sont tous soumis à des efforts d'extension, et, à égalité de taux de travail, les éléments tendus résistent beaucoup plus que les éléments comprimés; 2^o à unité de section utile, la résistance des câbles métalliques est généralement cinq fois plus grande que celle des pièces forgées ou laminées. On comprend, dès lors, les avantages considérables que présente, au point de vue de l'économie de la matière, le système des ponts suspendus sur les autres types de ponts métalliques.

Ainsi on a construit récemment à Cannes-Ecluse, en France, un pont suspendu de 380 pieds de portée libre, dont le poids total de la partie métallique est de 130 tonnes seulement. On a calculé qu'un pont fixe de même portée eût pesé environ 362 tonnes, soit une différence, en faveur du pont suspendu, de 232 tonnes.

Parlant de l'abandon dans lequel est tombé pendant de longues années le système des ponts suspendus en France, M. J. Résal dit, dans son *Traité des Ponts métalliques*:

“ En condamnant les ponts suspendus, nous nous sommes privés d'un moyen commode et économique pour traverser les grands fleuves et les vallées profondes, où l'établissement des poutres droites est impossible, ou bien se présente dans des con-

ditions de dépense inabordables, sauf pour les voies de communication d'une importance extrême. Il en résulte un ralentissement très sensible dans la construction des grands ponts, eu égard surtout à l'énorme développement qu'ont pris en France, durant ces dernières années, les travaux de viabilité. Le jour où, pour compléter le réseau des voies de communication, on se trouvera dans la nécessité d'exécuter simultanément, avec des ressources limitées, un grand nombre de ponts de très grande portée, il faudra bien en revenir au système de ponts suspendus."

Depuis quelques années l'attention d'un grand nombre d'ingénieurs et de constructeurs s'est portée d'une manière spéciale sur les ponts suspendus, et il n'est pas douteux que l'on parvienne, avant longtemps à faire disparaître presque complètement de ce genre de constructions des inconvénients que l'on regardait autrefois comme absolument inhérents à leur système même.

Le pont que l'on se propose de jeter entre New-York et Jersey-City est un pont suspendu, qui franchira d'un seul bond un vide de 2860 pieds de longueur.

Cette gigantesque construction, dont le projet a été étudié par un ingénieur autrichien, M. Lindenthal, offre des particularités fort intéressantes, qu'il serait trop long de faire connaître ici. Il me suffira de dire, pour donner une idée de ses proportions colossales, que les quatre cables principaux devant supporter le tablier auront chacun environ quatre pieds de diamètre, et que ce tablier livrera passage à six voies de chemins de fer.

Voilà un ouvrage qui laissera bien loin derrière lui le pont du Forth, du moins par la longueur presque inconcevable de sa portée. Et s'il est construit tel qu'on l'a projeté, la palme que vient de remporter le *cantilever* appartiendra alors au pont suspendu.

Quoi qu'il en soit, sur la question du type à adopter pour le pont de Québec, je partage entièrement l'opinion, exposée plus haut, de la Compagnie des Établissements Eiffel. Etant donné l'état actuel de l'art des constructions, c'est le pont à consoles, dit *cantilever*, qui offre le plus de sécurité, et peut-être aussi le plus de facilité relativement au montage, question capitale pour le pont dont il s'agit.

Je préfère le type de poutre préconisé par M. Bonnin et aussi par MM. Light et Brunlees à celui qu'à adopté M. Hoare dans ses projets. Je comprends que ce dernier, en adoptant un type de poutre à nervure inférieure sensiblement horizontale (c'est le type proposé pour le pont sur la Manche), a voulu assurer à la navigation, sur toute la longueur des travées, une hauteur uniforme; mais, en somme, je crois que le type proposé par les autres ingénieurs que je viens de nommer, c'est-à-dire le *cantilever* semblable au pont du Forth, offrira un débouché suffisant, sans compter qu'il sera incontestablement d'un plus bel aspect que l'autre, à cause de la forme polygonale, presque en arc, qu'auront ses poutres-conssoles inférieures.

Choix du métal. — Brise-glace.

Sur le choix du métal à employer, il ne peut y avoir de divergence d'opinions possible : c'est l'acier doux qui s'impose. Les qualités de résistance et de durée de ce métal sont tellement supérieures à celles du fer qu'il est possible de réaliser par son seul emploi une économie de poids d'environ 50 pour cent par rapport à l'emploi du fer, et cela dans des conditions de sécurité absolues.

Il ne me reste plus à parler que d'une question qui ne semble pas avoir attiré l'attention des auteurs des divers projets dont j'ai fait le résumé, à l'exception toutefois de sir E.-W. Serrell, qui lui consacre, dans son rapport, un chapitre spécial : je veux parler des effets que pourraient produire les glaces du fleuve sur les piles du pont dont il s'agit.

Ces piles devant avoir de très grandes dimensions, et, par suite, un poids considérable auquel viendra s'ajouter l'énorme charge du tablier, il me paraît certain que les glaces ne pourront avoir sur elles une influence assez grande pour en compromettre la stabilité. Il serait cependant prudent de construire, en amont et en aval des piles, des brise-glace pour protéger les maçonneries.

Le résumé et les appréciations qui précèdent suffisent, je crois, monsieur le Premier Ministre, pour faire connaître exactement les faits principaux qui se rattachent à l'importante question du pont de Québec telle qu'elle se présente aujourd'hui, et il ne reste plus qu'à exprimer, avec toute la population du district de Québec, le vœu de voir cette grande entreprise se réaliser dans un avenir prochain.

Le tout respectueusement soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Premier Ministre,

Votre très obéissant serviteur,

CHS-ED. GAUVIN,
Ingénieur.

TABLE DES MATIÈRES.

	PAGES.
Rapport du Commissaire.....	1
APPENDICE No 1.—Travaux aux édifices publics.	
Rapport de M. Charest.	1
APPENDICE No. 2.—Chemins de fer.	
Rapport de M. L.-A. Vallée.....	10
APPENDICE No. 3.—Inspection des établissements industriels et des édifices publics.	
Indications générales.....	19
Législation concernant les établissements industriels.....	21
Règlements concernant les établissements industriels.....	32
Règlements concernant l'inspection des chaudières à vapeur.....	49
Règlements du conseil d'hygiène relatifs à la salubrité des établissements industriels.....	55
Législation concernant les édifices publics.....	61
Règlements concernant les édifices publics.....	65
Rapport de M. Joseph Lessard.....	71
Rapport de M. Louis Guyon.....	80
Rapport de M. James Mitchell	84
Rapport de M. C.-T. Côté.....	87
Rapport du Dr C.-R. Jones.....	94
APPENDICE No. 4.—Spencer Wood.	
Notes et documents relatifs à cette propriété.....	97
APPENDICE No. 5.—Notes sur la propriété de l'Hôtel du gouvernement, à Québec.	
Etude par M. Ernest Gagnon.....	111
Acte d'achat de l'emplacement de l'ancien patinoir, à Québec.	127
APPENDICE No. 6.—Le pont de Québec.	
Rapport de M. C.-E. Gauvin.....	131